



Tirer des leçons des apprenants en difficulté :

Rapport du Conseil de l'éducation des réfugiés 2021-2022

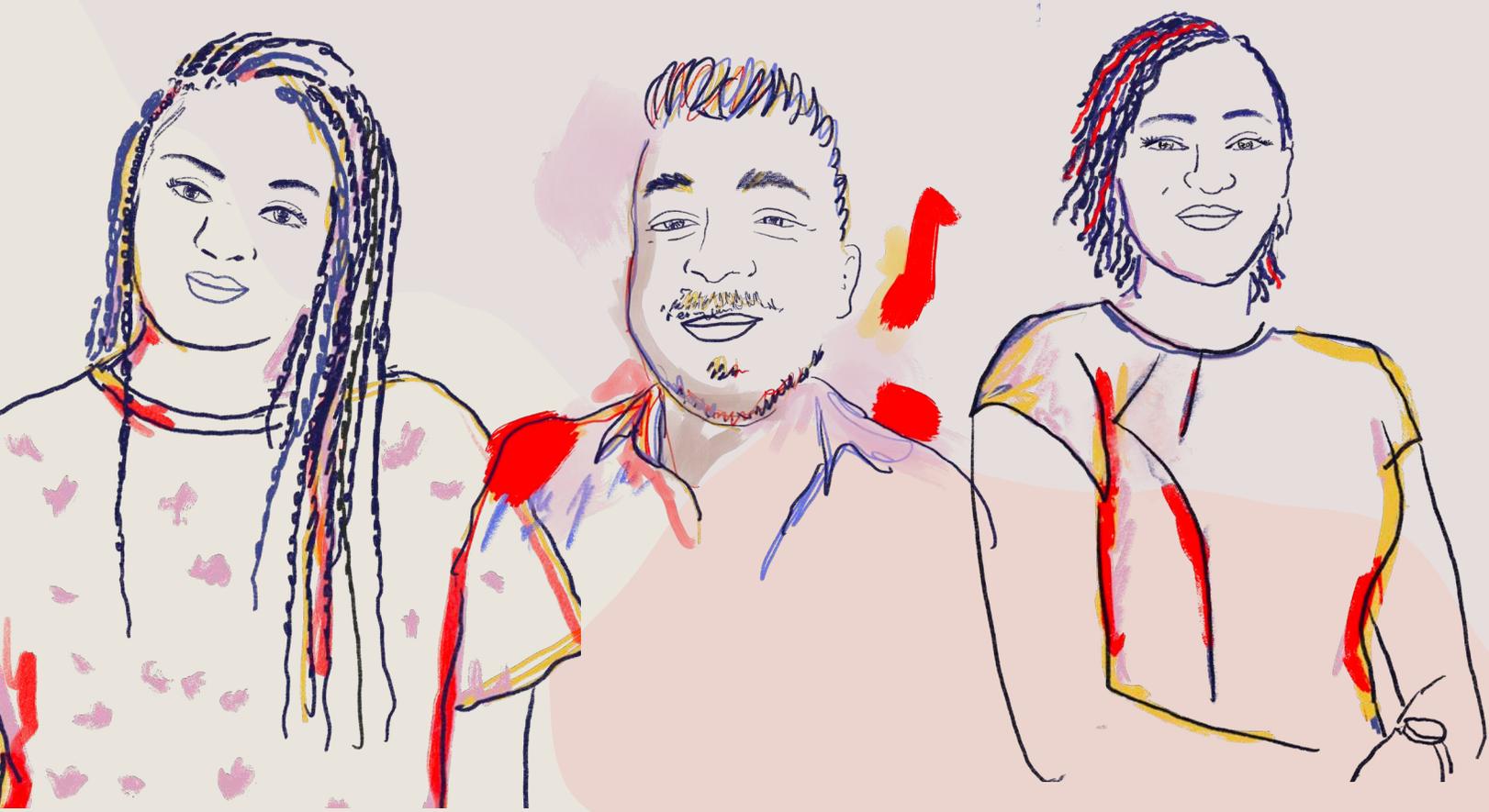


Table des matières

Introduction

- 4** Lettre du ministre
- 6** Lettre du Conseil
- 8** Faites connaissance des membres du Conseil de l'éducation des réfugiés
- 18** À propos de l'éducation dans les situations d'urgence
- 21** Vision pour l'éducation des apprenants réfugiés et déplacés : Un manifeste

Témoignages

Égalité des sexes

- 28** Introduction
- 32** Disparu, Mwongera Christine
- 36** Fille, épouse, mère : Une éducation interrompue, Istarlin Abdi
- 40** Le journal d'un réfugié, Elizabeth Achol Maker Deng
- 42** Changer mon monde, changer notre monde, Laura Barbosa

Santé mentale et soutien psychosocial

- 45** Introduction
- 49** Le nouvel arrivant, Christian Baobab
- 53** Que faisons-nous en tant qu'enseignants, Mwongera Christine
- 56** Construire des ponts avec des histoires, Anojitha Sivaskaran
- 63** Vacant, Hawa Abdiaziz Abdi

Inclusion

- 65** Introduction
- 69** Inclusion contre vents et marées, Moriom et Rashel
- 72** Tout et n'importe quoi, Suleman Arshad
- 74** Ne pas attendre de l'aide, Nhial Deng
- 77** Les gens d'abord, Foni Joyce
- 83** Inclus, Istarlin Abdi

Technologie et apprentissage numérique

- 84** Introduction
- 88** Réalité virtuelle, Nhial Deng et Yvanna Portillo
- 91** Connecté, Istarlin Abdi
- 92** Un pas de plus, Qais Ghasan Abdulrazzaq
- 94** De la passion, au gagne-pain, Paul Padiet
- 96** Genre : online, Laura Barbosa

Responsabilité

- 105** Introduction
- 108** Taureau par les Cornes, Odessa Bikienga
- 110** Actifs et passifs, Anojitha Sivaskaran
- 112** Du poisson à la canne, Nabaloum Pascaline

114 Appel à l'action

115 Remerciements

116 Les références

Pour plus d'informations, s'il vous plaît visitez:

Canada.ca/together-learning

Canada.ca/ensemble-apprentissage



Canada

World Vision



*Ce projet est financé par le gouvernement du Canada, par
l'intermédiaire d'Affaires mondiales Canada.*

Lettre du ministre

En 2021, dans le cadre de sa campagne de 3 ans Ensemble pour l'apprentissage, le gouvernement du Canada a créé le Conseil de l'éducation des réfugiés. Ce conseil est composé de 15 jeunes leaders de partout dans le monde qui ont été déplacés de force ou vivent dans des communautés qui accueillent des personnes déplacées de force. Le recueil Tirer des leçons des apprenants en difficulté rassemble leurs histoires.

Ces jeunes ont écrit des textes poignants sur leur vie, leur famille, leur communauté, leurs réussites et difficultés et leurs espoirs pour l'avenir. Les histoires qu'ils ont racontées sur l'obtention d'une éducation et sur la recherche d'occasions au milieu d'un conflit, d'une tragédie familiale et d'une famine montrent leur résilience et leur leadership.

Les essais, récits et poèmes qui composent ce recueil, ainsi que le Manifeste de la jeunesse du Conseil, nous rappellent la nécessité d'un processus décisionnel inclusif. Car comme l'écrit un membre du Conseil, « il ne pourra jamais y avoir de solution efficace sans la participation des communautés qui ont été touchées ».

L'éducation des femmes et des filles est un fil conducteur du recueil. Une membre sri lankaise

du Conseil écrit que de nombreuses familles considèrent les garçons comme étant un atout et les filles comme étant un handicap. Une enseignante du camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya, nous raconte que sur les 3 000 élèves du camp, seuls 300 sont des filles.

Parmi les obstacles sociétaux nuisibles qui empêchent les filles de fréquenter l'école dans les camps de réfugiés, citons les mutilations génitales féminines, les mariages d'enfants, précoces et forcés, la violence fondée sur le genre, les grossesses précoces, les niveaux élevés de pauvreté menant à des relations sexuelles transactionnelles, le manque d'installations sanitaires et la stigmatisation. Trop de filles doivent travailler à l'intérieur ou à l'extérieur de leur foyer pour alléger le fardeau financier de leur famille. Parfois, une jeune fille de 15 ou 16 ans se marie parce qu'elle croit que c'est son seul choix.

Une mère monoparentale de filles écrit : « Tout le monde vous dénigre parce que vous êtes une femme. Mais vous devez être forte, vous devez vous battre pour vos filles. Vous devez leur faire savoir : "Ce sont mes filles. Elles ont besoin d'une éducation de qualité. Elles doivent faire ce qu'elles ont envie de faire. Elles en ont le droit". »

Les contributeurs soulignent également la nécessité de soutien psychosocial et en matière de santé mentale, ainsi que celle de s'attaquer à la stigmatisation dont sont victimes les jeunes déplacés, plus particulièrement ceux qui ont été marginalisés en raison d'un handicap, d'une grossesse ou de la maternité.

Le suicide est une tragédie trop souvent présente chez les personnes confrontées à un déplacement forcé ou à la marginalisation. Nous devons répondre aux besoins de ceux qui ont vécu un traumatisme ou qui en vivent un. Les enseignants jouent un rôle essentiel dans l'élimination des obstacles à l'apprentissage, plus particulièrement pour les femmes et les filles. Ces éducateurs sont également des agents du changement qui ont besoin de soutien pour répondre aux besoins des apprenants ayant vécu un traumatisme.

Les outils numériques prennent toute leur importance comme moyens d'apprendre, de communiquer et de tisser des liens avec des personnes de partout dans le monde. Un membre du Conseil, qui n'a pas suivi de cours depuis le début de la pandémie de la COVID-19, déplore le manque d'accès aux ordinateurs, aux téléphones, aux tablettes et à Internet. Ceux qui peuvent aller à l'école sont confrontés à des classes surchargées et à des bâtiments et des ressources inadéquates, y compris les manuels, les pupitres et les chaises.

Le ton positif de ce recueil est source d'inspiration. Comme l'explique un membre du Conseil : « Une éducation appropriée permettra aux citoyens de devenir des acteurs du changement. Ils pourront apporter des changements dans leurs familles, leurs pratiques traditionnelles et leurs communautés ».

C'est pourquoi l'objectif du Canada est de

s'assurer que tous les enfants ont accès à une éducation de qualité qui est sécuritaire, équitable, inclusive, et sensible au genre, aux conflits, et aux besoins locaux. En travaillant avec des personnes ayant une expérience vécue, nous sommes mieux à même de répondre à la crise de l'éducation dans les situations d'urgence.

En tant que ministre du Développement international du Canada, j'espère que d'autres personnes liront ce recueil et comprendront, comme l'écrit une membre du Conseil, « qu'il est temps de travailler davantage en partenariat avec les jeunes leaders réfugiés. Faites-leur confiance et investissez dans leur leadership. Il n'est plus nécessaire d'attendre le bon moment, car le bon moment est venu. »

Je ne saurais être plus d'accord. J'ai hâte de me joindre à vous en tant que partenaire au cours des semaines et des mois à venir.

L'honorable Harjit S. Sajjan, ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada.



Le ministre Sajjan discutant avec des élèves de l'école secondaire David Thompson à Vancouver, au Canada, à l'automne 2021, école où il a étudié dans sa jeunesse.

Lettre du Conseil

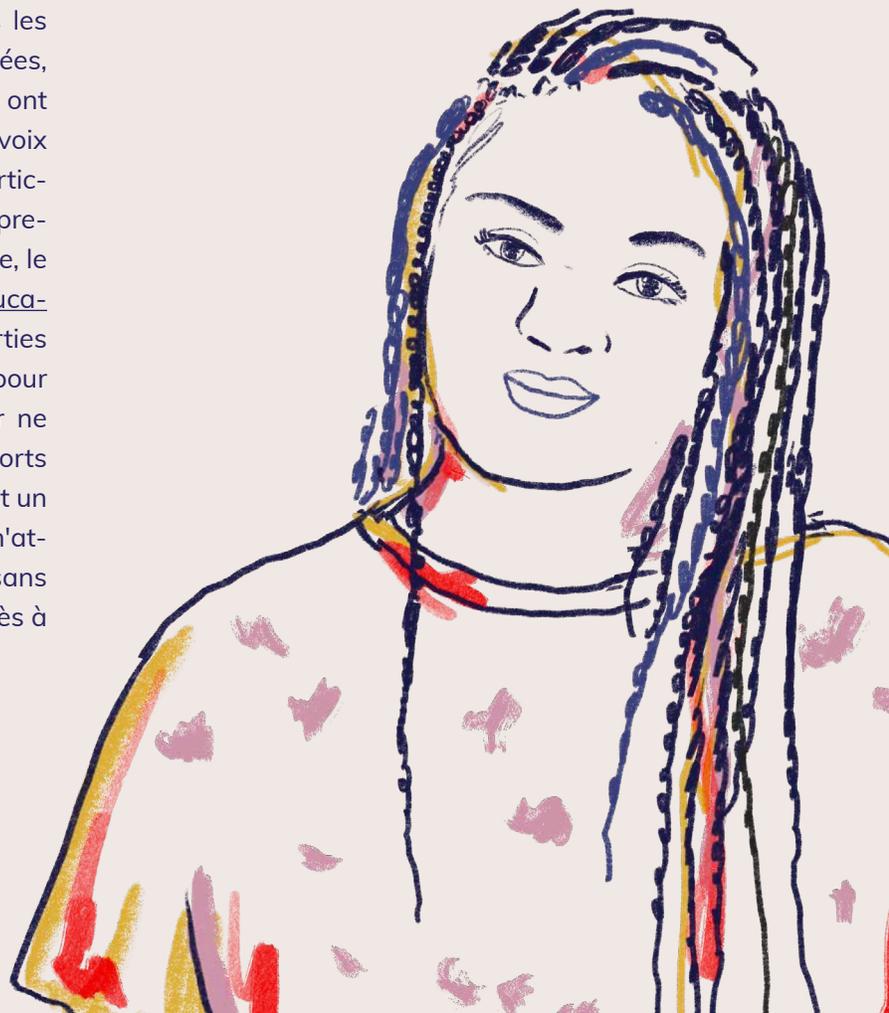
Avant-propos au nom du Conseil de l'éducation des réfugiés

Chères lectrices, chers lecteurs,

Au nom du Conseil j'ai le plaisir de vous présenter la première édition de notre rapport annuel intitulé *Tirer des leçons des apprenants en difficulté*.

Durant ces cinq dernières années, la communauté mondiale a galvanisé un élan et un soutien importants autour de l'éducation mondiale des réfugiés. En 2016, [Education Cannot Wait](#), le fonds mondial de l'ONU spécifiquement axé sur l'éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées, a été fondé; en 2018, les dirigeants du G7 ont pris un engagement historique à Charlevoix pour clore l'éducation des réfugiés, en particulier des filles ; et en 2019, à la suite du premier Forum mondial des réfugiés à Genève, le HCR a publié un [Cadre mondial pour l'éducation des réfugiés](#) qui sert de guide aux parties prenantes nationales et internationales pour atteindre l'ODD4 pour les réfugiés, pour ne citer que quelques exemples.^{1,2,3} Ces efforts reconnaissent que l'accès à l'éducation est un droit humain fondamental et que nous n'atteindrons pas les objectifs de l'ODD4 sans veiller à ce que tous les réfugiés aient accès à une éducation de qualité.

Cependant, le monde a beaucoup évolué ! Notamment, la pandémie de la COVID-19 a laissé le monde fatigué et avide de la vie telle qu'elle était avant les isolations, les couvre-feux et les masques obligatoires. Pour la majorité des gens, la fin de la crise est proche et la vie va reprendre son cours normal. Cela dit, pour les jeunes réfugiés et déplacés, la pandémie risque d'inverser les progrès ac-



compris en matière d'éducation des réfugiés. Le HCR estime que les apprenants réfugiés ont perdu en moyenne 142 jours d'école jusqu'en mars 2021 en raison des fermetures [...]. Ce déficit sera énorme à récupérer.⁴ De plus, les estimations montrent que de 2018 à 2020, près d'un million d'enfants sont nés en tant que réfugiés.⁵ Qu'est-ce que cela signifie ? (1) Le déficit d'éducation existant pour les réfugiés peut avoir été exacerbé par la pandémie ; (2) il y aura une demande accrue pour l'éducation des réfugiés une fois que les nouveau-nés atteindront l'âge scolaire ; (3) et ces problèmes arrivent à un moment où la communauté mondiale est surmenée.

Sachant cela, je ne peux pas m'arrêter de plaider pour l'éducation des réfugiés et je suis encore plus inspirée de poursuivre ce travail aux côtés des membres incroyables du Conseil de l'éducation des réfugiés. Nous sommes un groupe de 15 personnes ayant vécu des expériences variées de déplacement. Ce qui nous rassemble est une croyance fondamentale dans le pouvoir de l'éducation pour changer la vie des gens, peu importe les circonstances dans lesquelles ils sont nés ou dans lesquelles ils se trouvent. Le gouvernement du Canada nous a demandé de partager nos histoires et nos expériences vécues pour informer les politiques et les solutions en matière d'éducation qui sont adaptées à ceux qu'elles sont censées servir. Au cours de l'année écoulée, malgré nos emplois du temps chargés et les réalités de la pandémie, nous nous sommes mis au travail.

Nous avons identifié les domaines thématiques suivants : (1) **l'inclusion**, (2) **la santé mentale et le soutien psychosocial**, (3) **la technologie et l'apprentissage numérique**,

(4) **l'égalité des sexes**, et (5) **la responsabilité** comme principales inégalités que nous devons aborder dans l'éducation des réfugiés. En peu de temps, nous avons élaboré des recommandations pratiques pour chaque thème. En outre, les membres du Conseil ont participé à divers forums, dont les podcasts de l'INEE, les rapports du HCR, et l'Expo de Dubaï, afin de continuer à souligner la nécessité de combler les lacunes en matière d'éducation des réfugiés.

Nous participons à ces efforts car nous croyons au pouvoir de la narration pour susciter l'empathie, unir les gens autour d'une cause pour donner place à l'action.

C'est dans la même veine que le Conseil a rédigé ce rapport. Il contient des histoires et des arguments convaincants expliquant pourquoi la communauté internationale doit continuer à travailler plus intensément et de toute urgence à l'éducation des réfugiés. Le rapport vous laissera inspirés, mais aussi équipés de domaines d'intervention dans lesquels les acteurs de l'éducation internationale peuvent commencer à combler les lacunes de l'éducation des réfugiés.

Je vous invite à lire le rapport, à examiner nos recommandations et à prendre des mesures audacieuses pour combler les écarts croissants en matière d'accès à une éducation de qualité.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués,

Cordialement,

Amelie Fabian

Au nom du Conseil de l'éducation des réfugiés.

Faites connaissance des membres du Conseil de l'éducation des réfugiés

2021-2022

Les jeunes, les enseignants, les parents et les dirigeants communautaires déplacés de force comptent parmi les experts les plus crédibles pour répondre à l'urgence croissante de l'éducation dans le monde.

Le Conseil de l'éducation des réfugiés réunit des jeunes déplacés de force et des jeunes des communautés d'accueil du monde entier, qui possèdent un large éventail de compétences, d'expériences et de connaissances. Organisé par Vision Mondiale Canada en partenariat avec le Groupe de travail canadien sur les politiques d'éducation internationale (CIEPWG), le Conseil a été formé pour conseiller la campagne Ensemble pour l'apprentissage du gouvernement du Canada - une campagne internationale

visant à assurer que tous les enfants réfugiés et déplacés puissent avoir accès à l'éducation dont ils ont besoin et qu'ils méritent. Ensemble, les membres du Conseil travaillent à informer l'engagement du gouvernement du Canada envers l'éducation mondiale, à co-créeer des solutions et à s'assurer que l'éducation des réfugiés et des personnes déplacées, en particulier des filles, demeure une priorité absolue pour les citoyens et les décideurs du monde entier.

Istarlin Abdi, Somalie & Kenya

Istarlin est une maman célibataire de deux filles, une défenseure des droits de l'homme, une conteuse et une photographe. En 2017, elle a cofondé Dream Studio, une société de médias basée sur les réfugiés et axée sur la création d'un espace pour que ses compatriotes réfugiés puissent raconter et partager leurs propres histoires avec le reste du monde. Elle a travaillé avec Filmaid International et Refunite en tant que créatrice de contenu et photographe. Elle a également travaillé avec Windle International Kenya en tant que travailleuse communautaire pendant cinq ans, travaillant avec des écolières vulnérables, des parents, et la communauté dans son ensemble.

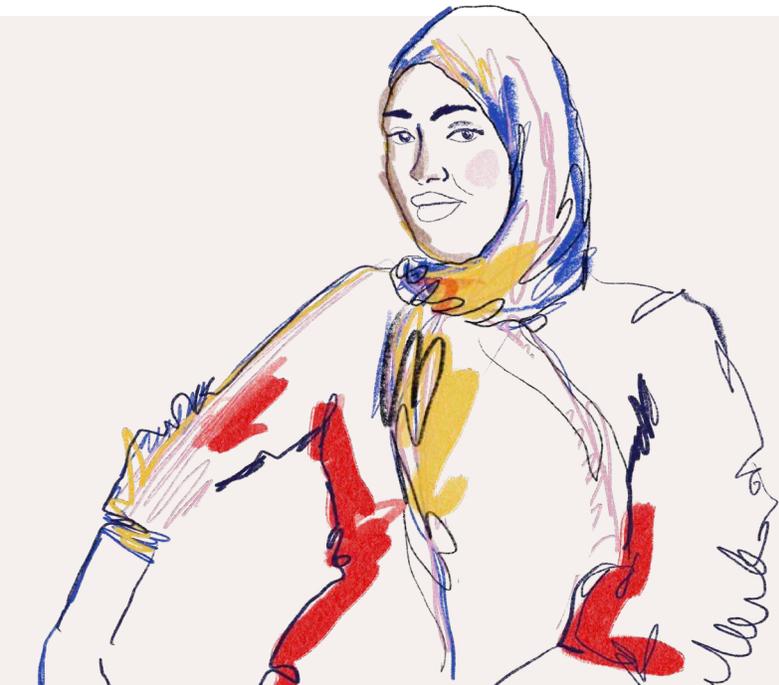
En tant que réfugiée de Somalie ayant vécu le déplacement pendant plus de 20 ans, Istarlin a longtemps lutté contre son sentiment d'identité, d'estime de soi et d'appartenance. Elle craint que ses filles, prises dans les mêmes circonstances de déplacement, ne commencent à y être confrontées elles aussi. Istarlin est convaincue que l'éducation est un grand égalisateur. Elle a rejoint le Conseil pour aider à briser la malédiction générationnelle du déplacement en faisant de l'éducation une priorité mondiale.



Bikienga Amdiatou, Burkina Faso

Bikienga Amdiatou est originaire de la région centre-nord du Burkina Faso. La fragilité et l'insécurité dans sa région ont conduit de nombreux élèves à abandonner l'école en raison de la fermeture des classes. En fait, Bikienga elle-même a failli abandonner l'école secondaire par manque de fonds. Heureusement, elle a reçu le soutien d'ONG qui lui ont permis de poursuivre ses études. Aujourd'hui, à 20 ans, elle est en deuxième année d'université et étudie les ressources humaines.

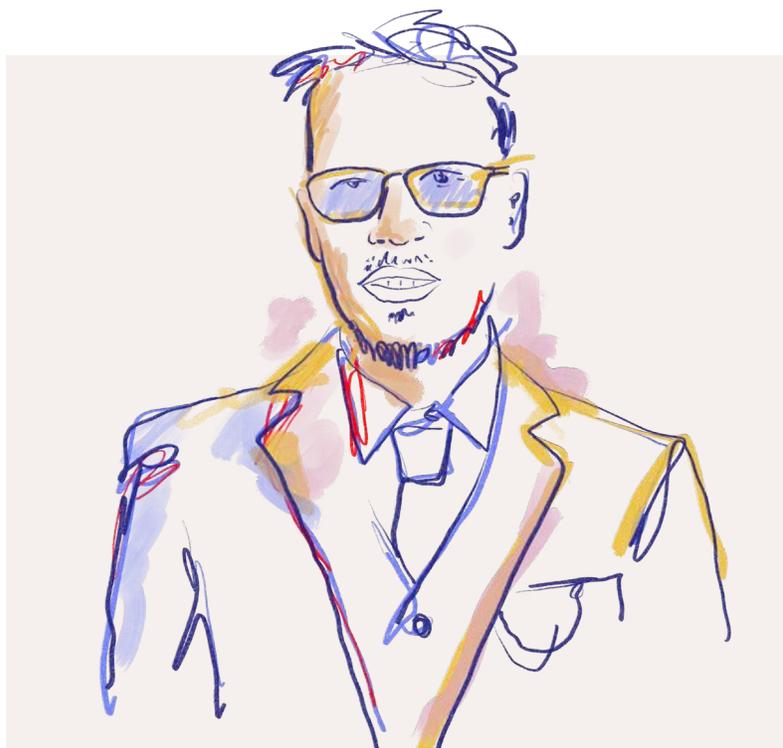
Bikienga est une ancienne boursière du projet Promouvoir l'égalité et la sécurité dans les écoles (PEASS), lauréate du prix d'excellence du président du Burkina Faso, et parmi les cinq meilleurs résultats scolaires au niveau national pour son niveau de classe en 2019. Au-delà de l'excellence dans ses propres études, Bikienga veut s'assurer que davantage de filles puissent devenir le meilleur d'elles-mêmes malgré les conflits et les déplacements internes. Elle est un membre actif de plusieurs initiatives scolaires et communautaires qui se préoccupent de l'accès à l'éducation et espère défendre les filles qui ont dû abandonner l'école sur une scène mondiale.



Suleman Arshad, Pakistan

Suleman est un jeune militant malvoyant du Pakistan qui défend les droits et le développement de sa communauté. À 12 ans, Suleman a commencé à perdre la vue et a été inscrit dans une école pour malvoyants. Dans sa communauté, les enfants et les jeunes handicapés sont découragés de recevoir une éducation au même titre que les enfants valides, et sont souvent mis à l'écart de la société.

Suleman s'est efforcé de lutter contre la stigmatisation et les difficultés rencontrées par les étudiants marginalisés. Il a fondé School of Inclusion, une organisation dirigée par des jeunes qui promeut une éducation inclusive et de qualité pour les jeunes handicapés. Il est membre du Commonwealth Children and Youth with Disability Network, qui cherche à offrir une éducation de qualité aux enfants et aux jeunes handicapés. En 2016, il a reçu le prix Commonwealth Youth Worker Award. En tant que membre d'une communauté d'accueil, Suleman a été témoin des défis et de l'hostilité auxquels sont confrontés les réfugiés d'Afghanistan. Il espère mettre à profit son expérience et ses compétences pour rendre la scolarité plus inclusive pour les réfugiés, en particulier ceux qui ont des capacités différentes.



Laura Barbosa, Colombie et Canada

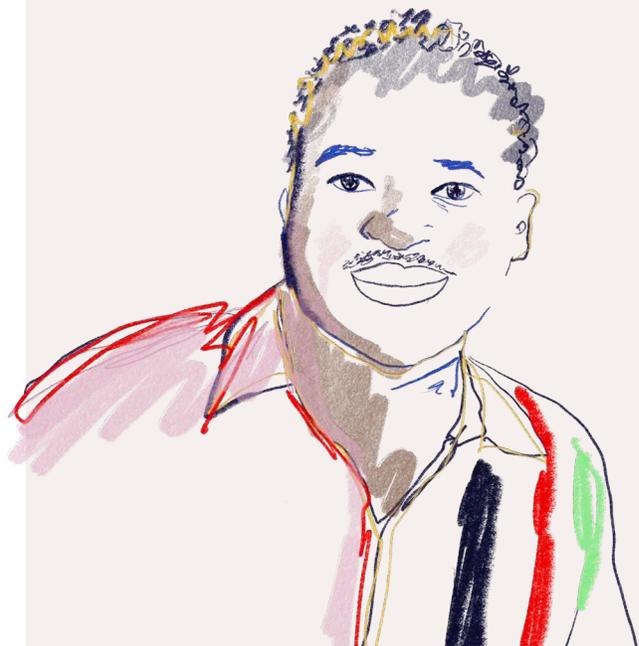
Laura est une éducatrice, une travailleuse communautaire, et une défenseure des droits de l'homme. Née en Colombie, avec un accès limité à l'éducation, les déplacements forcés par l'armée ou les paramilitaires étaient monnaie courante. À 18 ans, après avoir perdu ses deux parents, Laura a fui en Chine, à la recherche d'un avenir meilleur. Elle a travaillé comme professeur d'espagnol et s'est portée volontaire auprès d'enfants réfugiés du Myanmar qui avaient été récemment déplacés en Malaisie.

Aujourd'hui, Laura vit au Canada et s'efforce d'encourager ceux qui ont été déplacés de force à être courageux et à se battre pour leurs rêves. Elle est coordinatrice de programme dans une organisation caritative dirigée par des étudiants, qui s'efforce de créer des environnements d'apprentissage positifs pour aider les jeunes à atteindre leur plein potentiel. Laura est passionnée par le développement communautaire et souhaite continuer à soutenir des environnements sûrs et durables pour les jeunes confrontés à des déplacements forcés.



Malual Bol Kiir, Sud-Soudan et Canada

Malual Bol Kiir est un artisan de la paix sud-soudanais et un ancien réfugié. Il a cofondé l'African Youth Action Network (AYAN), une organisation de leadership et de consolidation de la paix qui recrute des jeunes pour travailler ensemble comme agents de paix et de prévention des conflits. Il est l'un des membres fondateurs du Global Youth Leadership Council (GYLC), le Conseil mondial des jeunes dirigeants de Search for Common Ground. En 2015, il a été membre du groupe consultatif d'experts auprès du Secrétaire général des Nations Unies pour l'étude d'avancement sur les jeunes, la paix et la sécurité, mandatée par la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies, dont le rapport final s'intitule *The Missing Peace*. En 2017, il a été récompensé par le prix *Voices of Courage 2017* de la Commission des femmes réfugiées. Malual est membre du *Refugee Advisory Network*, et un défenseur engagé qui se consacre à la promotion de l'éducation des réfugiés.



Nhial Deng, Éthiopie et Kenya

Nhial a rejoint le camp de réfugiés de Kakuma au Kenya en 2010 après avoir fui une attaque armée contre son village en Éthiopie. Fort de cette expérience directe, le jeune homme de 23 ans croit fermement que l'éducation est essentielle pour aider les jeunes réfugiés à s'assurer un avenir plus prometteur et plus brillant, pour eux-mêmes et leurs communautés. Nhial est un puissant défenseur des réfugiés et s'est exprimé lors de plusieurs forums, dont le 12e dialogue du Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés sur les défis de protection. Il a participé à plusieurs réseaux et initiatives de jeunes, notamment les *Global Changemakers*, les champions de la campagne *ONE* pour l'Afrique de l'Est, et le programme *Women Deliver Young Leaders*.

Nhial est à la tête des *Ambassadeurs de la paix de la jeunesse réfugiée*, une initiative dirigée par de jeunes réfugiés à Kakuma qui vise à promouvoir la coexistence pacifique entre les différentes communautés du camp. Le groupe se concentre sur l'autonomisation des jeunes en tant que bâtisseurs de paix et entrepreneurs sociaux. Il est également consultant en éducation pour l'école *Kakuma Innovation Lab* et membre du groupe consultatif des jeunes d'*Amala*.



Amelie Fabian, Rwanda & Canada

Craignant d'être persécutée à la suite du génocide rwandais, la famille d'Amelie a fui le Rwanda pour se rendre au Malawi, où elle a vécu en tant que réfugiée de l'âge de 6 à 18 ans. Elle est arrivée au Canada en 2014 grâce au Programme d'étudiants réfugiés de l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) afin d'obtenir un diplôme de premier cycle à l'Université McGill. Depuis son arrivée au Canada, Amelie s'est consacrée à l'amélioration de l'accès à l'éducation. Elle s'est portée volontaire en tant que co-présidente du comité local de l'EUMC, en tant que membre du Conseil d'administration de l'EUMC et en tant que membre du Conseil des jeunes du CIEPWG. Amelie a rencontré des députés et des conseillers politiques canadiens pour plaider en faveur de la priorisation de l'éducation et a participé à des allocutions sur l'éducation des réfugiés, comme à l'Assemblée générale des Nations unies de 2018 et à une table ronde avec le ministre Gould sur l'impact de la COVID-19 sur l'éducation des réfugiés.

Amelie a obtenu un Master en politique publique et un Master en affaires internationales dans le cadre d'un programme de double diplôme entre Sciences Po Paris et l'Université de Toronto. Elle se passionne pour les politiques éducatives et leur rôle dans l'inclusion des communautés marginalisées, comme les réfugiés, afin de réduire les inégalités. Amelie espère utiliser son éducation, son expérience vécue et ses relations pour aider davantage de réfugiés, et de jeunes déplacés à obtenir une éducation.



Qais Ghasan Abdulrazzaq, Syrie & Jordanie

Pendant la guerre civile syrienne, Qais et sa famille ont fui leur maison en quête de sécurité et d'opportunités. Le voyage vers la Jordanie n'a pas été facile et les choses ne se sont pas arrangées une fois qu'il est arrivé au camp de réfugiés. Qais a rapidement reconnu l'importance unique de l'éducation pour les réfugiés qui sont déjà désavantagés dans leurs communautés d'accueil et souvent confrontés à de faibles perspectives d'emploi et à des taux de chômage élevés. Il a vu dans l'éducation un moyen de se donner les moyens de subvenir aux besoins de sa famille et de sa communauté.

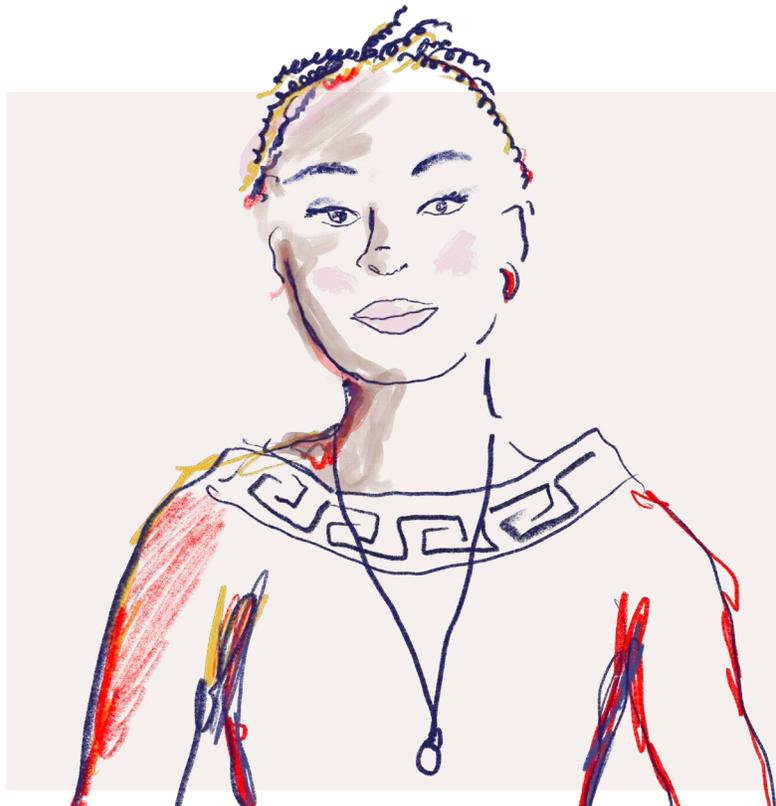
Qais a étudié la presse et les médias à l'université AMITY, et de là, a rejoint le centre culturel Zaha en tant que stagiaire en robotique dans le cadre du projet d'orientation professionnelle des jeunes de Vision Mondiale. Aujourd'hui, alors qu'il vit toujours dans un camp de réfugiés en Jordanie, ce jeune homme de 24 ans a amélioré ses compétences techniques et enseigne à d'autres jeunes en tant que formateur en robotique. Qais apprend tout au long de sa vie et est passionné par la recherche d'opportunités qui l'aideront à apprendre davantage, à se développer et à enrichir sa communauté.



Mwongera Christine, Kenya

Christine Mwongera est une enseignante de lycée qui a l'expérience du travail avec les réfugiés et de l'enseignement dans un contexte d'urgence. Elle est passionnée par l'idée d'offrir une éducation de qualité à tous les enfants de sa communauté, en particulier aux filles. À cette fin, elle a lancé un programme de mentorat pour les filles, un club de compétences de vie et une initiative de conseil par les pairs à l'école secondaire où elle travaille pour fournir un soutien psychosocial à tous les apprenants. Christine a également travaillé en étroite collaboration avec la station de radio locale pour sensibiliser la communauté à l'éducation des filles et parler des dangers des pratiques culturelles néfastes.

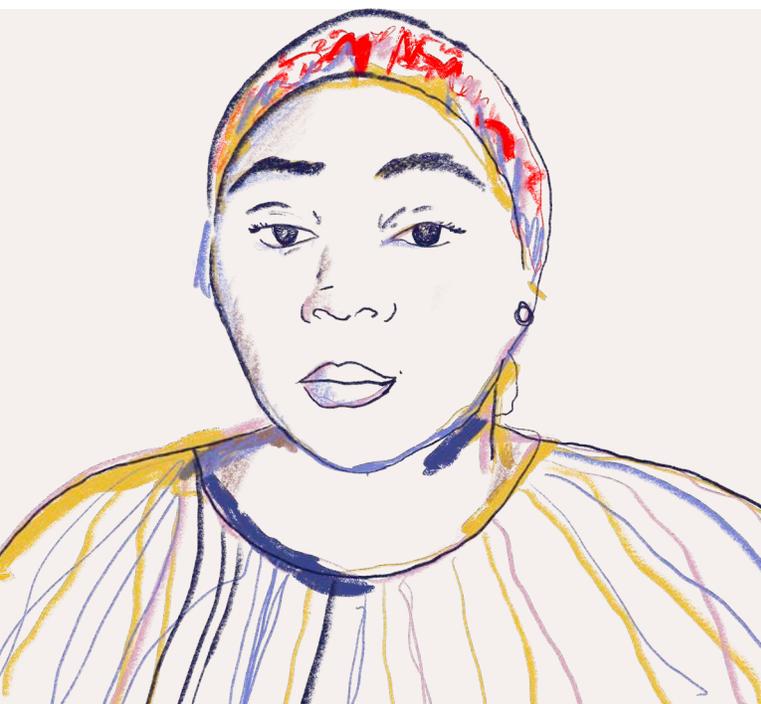
Christine a contribué à ramener à l'école des jeunes filles qui ont connu le mariage des enfants. Elle s'est efforcée d'aider les filles non scolarisées et les mères adolescentes et a lutté contre la stigmatisation des filles qui tombent enceintes alors qu'elles sont à l'école. Elle espère utiliser son expérience d'enseignante et de militante pour rendre l'éducation plus inclusive pour tous les enfants.



Nabaloum Pascaline, Burkina Faso

Nabaloum, 22 ans, a une conscience aiguë des défis auxquels sont confrontés les jeunes qui naviguent dans la fragilité, l'incertitude et le déplacement. En 2019, elle a été déplacée à l'intérieur de son foyer au Burkina Faso. Peu de temps après, Nabaloum a perdu ses deux parents, et a déménagé avec ses sœurs et ses frères pour vivre avec leur grand-père.

Au début de la pandémie de la COVID-19, elle a rejoint une initiative de la Fondation Hirondelle pour recevoir une formation et sensibiliser sa communauté au virus. Dans le cadre de ce projet, Nabaloum réalise des entretiens avec différents acteurs de la communauté qui sont diffusés dans des émissions de radio. Grâce à son travail, Nabaloum a acquis de solides compétences en matière de communication et de plaidoyer, qu'elle espère utiliser pour continuer à établir des liens avec d'autres défenseurs du monde entier et soutenir ses pairs qui ont été déplacés de force.



Yvana, Venezuela et Pérou

Yvana est une étudiante de 15 ans, militante, et réfugiée. En 2017, face à la crise au Venezuela, ses parents ont vendu leur voiture et sa famille a fui au Pérou en bus. Yvana a dû commencer dans une nouvelle école tout en naviguant dans l'incertitude, la faim, et le manque d'argent. Malgré cela, elle est rapidement devenue un leader dans sa classe. Aujourd'hui, elle dirige des séances dans sa classe et est une nouvelle défenseuse d'une éducation accessible et de qualité. La matière préférée d'Yvana est la communication, et elle veut continuer à améliorer sa capacité à s'exprimer et à demander ce dont elle a besoin. En tant que membre d'une équipe, Yvana espère apprendre des autres membres du Conseil tout en offrant son point de vue sur l'éducation mondiale basé sur son expérience vécue.



Rashel, Myanmar et Bangladesh

Rashel est un adolescent étudiant rohingya qui est né au Myanmar. En 2017, les militaires ont incendié la maison de Rashel et sa famille s'est cachée dans une jungle voisine jusqu'à ce que les choses se calment. Sans aucun de leurs biens, lui et sa famille ont fui vers le Bangladesh à pied, ce qui a pris deux jours. Rashel et ses deux sœurs vivent avec leurs parents dans un camp de réfugiés au Bangladesh. Malgré ses difficultés, Rashel n'a pas perdu espoir. Il aime apprendre et aime lire des livres et avoir des discussions intellectuelles avec ses professeurs dans le camp. Rashel rêve de devenir journaliste et veut que le monde voie la joie, la culture, et les traditions des réfugiés au lieu de se contenter de leurs peines. Il est impatient de rejoindre une plateforme mondiale où il pourra représenter sa communauté, aider les autres à accéder à une éducation de qualité, et être un exemple de l'impact positif de l'éducation.

Moriom, Bangladesh

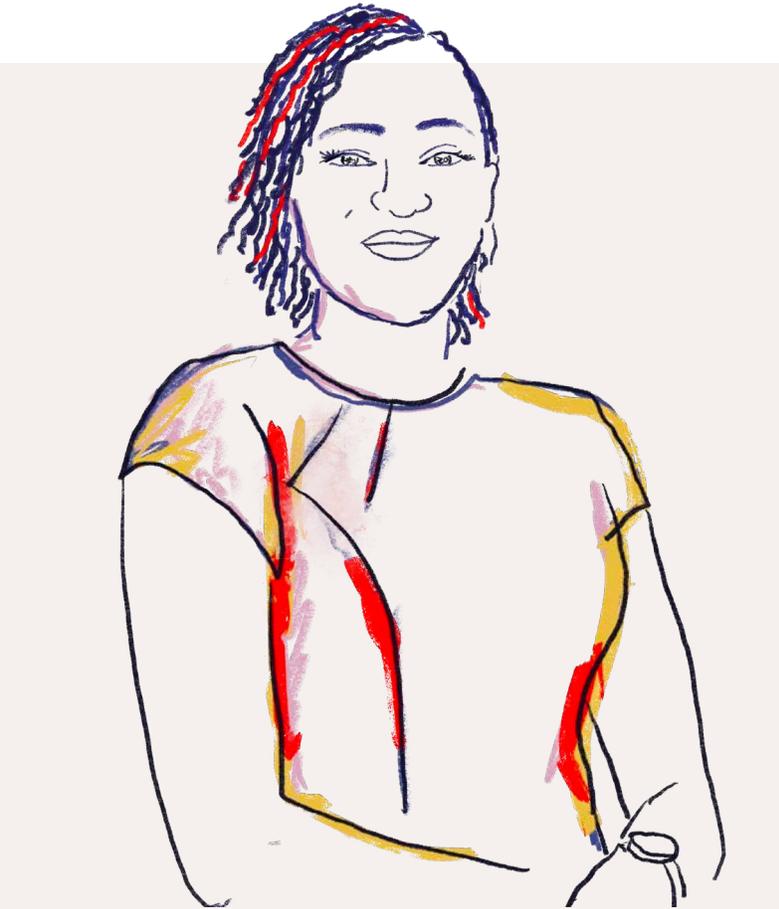
Moriom est une étudiante de 16 ans et une leader dans sa communauté au Bangladesh. Elle est membre de son club local d'adolescents et du comité communautaire de protection de l'enfance. Moriom a une profonde compréhension des questions liées à la protection de l'enfance, et elle joue un rôle actif dans le plaidoyer contre les atteintes aux enfants, aux adolescents, et à sa communauté dans son ensemble. En 2020, après avoir reçu une formation de Vision Mondiale, Moriom a mené des initiatives pour diffuser des informations vitales sur la COVID-19 aux adolescents de sa communauté.



Foni Joyce Vuni, Sud-Soudan & Kenya

Foni Joyce est une communicatrice et une militante. Elle est sortie major de sa promotion à l'université d'agriculture et de technologie Jomo Kenyatta avec un diplôme en communication de masse, avec une spécialisation en relations publiques. Sa famille a fui les conflits et la guerre au Sud-Soudan et, depuis 25 ans, elle vit au Kenya, contrainte de faire face à la stigmatisation associée au statut de réfugié.

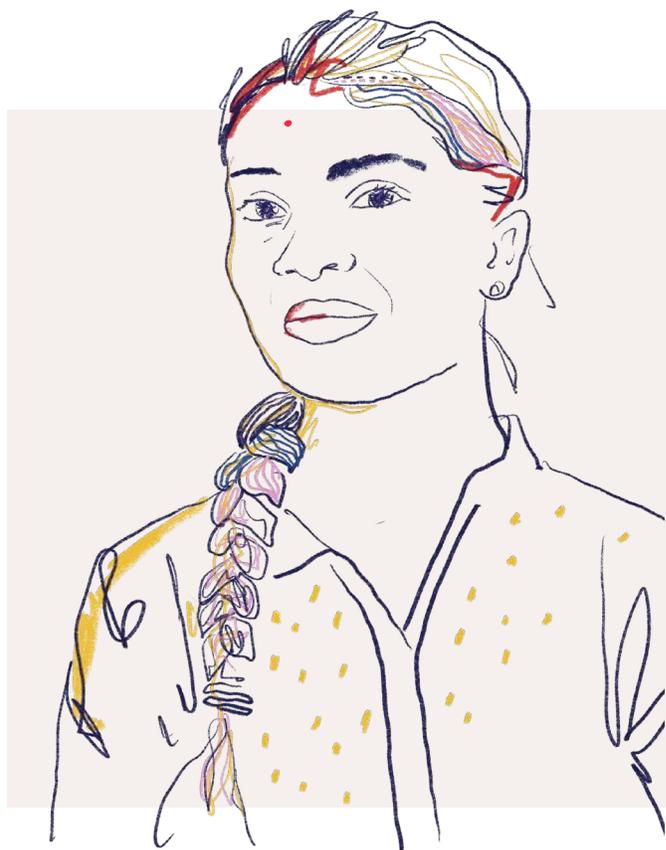
Aujourd'hui, Foni Joyce se sert de son expérience de réfugiée et de son expertise en communication pour faire passer les réfugiés du statut de bénéficiaires à celui de partenaires. Elle plaide pour une plus grande inclusion des jeunes, des femmes, et des filles dans les processus de décision qui sont importants pour eux. Foni Joyce a défendu les questions relatives à la jeunesse réfugiée lors des consultations HCR-ONG, du Dialogue sur la protection du Haut-Commissaire, du Sommet humanitaire mondial d'Istanbul, de l'Assemblée générale des Nations unies de 2016 et 2018, et par le biais de son rôle au sein du Conseil consultatif mondial de la jeunesse du HCR. Foni Joyce espère utiliser son expérience et son expertise pour améliorer l'éducation des réfugiés.



Anojitha Sivaskaran, Sri Lanka

Anojitha est une jeune militante basée au Sri Lanka. Ayant grandi dans le nord du Sri Lanka pendant une guerre civile qui a duré plusieurs décennies, Anojitha a connu les déplacements, les pénuries alimentaires, l'insécurité, l'injustice et, les logements inadéquats. De cette expérience directe est née une passion pour la paix durable. Anojitha a obtenu une licence en paix et résolution des conflits à l'université de Kelaniya au Sri Lanka et a obtenu des diplômes en Gestion des ressources humaines et en justice transitionnelle. Elle a travaillé avec le Réseau uni des jeunes bâtisseurs de paix, Tomorrow's Futurism, AIESEC, le Festival interuniversitaire des genres, et plusieurs autres initiatives engagées dans la transformation des conflits.

Actuellement, Anojitha travaille au Conseil national pour la paix du Sri Lanka en tant que responsable de projet. Elle travaille avec des étudiants pour sensibiliser et influencer positivement le discours public sur le pluralisme afin de renforcer le processus de réconciliation au Sri Lanka. Anojitha est convaincue que l'inclusion des jeunes est une composante essentielle des efforts efficaces, de grande envergure et durables visant à surmonter les conflits et la fragilité.



Pour en savoir plus sur le Conseil d'éducation des réfugiés, visitez:

Anglais : canada.ca/together-learning

Français : canada.ca/ensemble-apprentissage

À propos de l'éducation durant les situations d'urgence.

Ashlyn Nguyen au nom du Conseil de l'éducation des réfugié de Vision Mondiale Canada.

Qui est donc le réfugié ou la personne déplacée à l'intérieur du pays ?

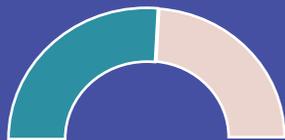
Qui est donc le réfugié ou la personne déplacée à l'intérieur du pays ? Un réfugié est une personne qui a été forcée de quitter son pays en raison d'un conflit, d'une persécution, d'une catastrophe naturelle, d'une violence, ou de situation critique quelconque de ce type. Une personne déplacée à l'intérieur du pays est une personne qui a été forcée et amenée à quitter son domicile pour se réfugier dans une autre région au sein du même pays. Souvent, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays subissent des traumatismes, peuvent être séparés de leurs proches, ou risquent leur vie en essayant de trouver un endroit sûr pour s'établir. Ils font face à des difficultés pour accéder à leurs droits humains fondamentaux, et peuvent aussi être victimes de stigmatisation et de discrimination dans leurs communautés d'accueil.

Qu'est-ce qui se passe ?

84 Millions

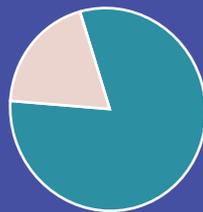
84 millions de personnes déplacées de force :

Plus de 84 millions d'enfants, d'adolescents, et d'adultes ont été déplacés de force dans le monde en 2021. Il y a plus de réfugiés dans le monde que jamais auparavant.⁶



42%

42 % sont des enfants :
42 % des personnes déplacées de force sont des enfants⁶



70%

70% des personnes déplacées à l'intérieur du pays sont des filles et des femmes :
selon l'UNESCO, les filles et les femmes représentent 70% des personnes déplacées à l'intérieur du pays dans le monde.⁶



23%

23%: de la population mondiale de réfugiés vivent dans des camps de réfugiés.⁶

1 Million —

de bébés nés en tant que réfugiés

1 million de bébés nés en tant que réfugiés : Dans des situations prolongées, les réfugiés peuvent passer plus de cinq ans et même des décennies dans des camps de réfugiés. Il est même courant que des générations entières de familles naissent et grandissent dans des camps. Entre 2018 et 2020, près d'un million de nouveau-nés sont nés réfugiés.⁶

2 / 3 —

de cinq pays :

2/3 de cinq pays : Deux tiers des réfugiés viennent de cinq pays : Syrie, Venezuela, Afghanistan, Soudan du Sud et Myanmar.⁶

Comment le déplacement affecte-t-il les possibilités d'apprentissage ?

3,5 millions —

d'enfants non scolarisés

3,5 millions d'enfants non scolarisés : En 2017, plus de 3,5 millions d'enfants et d'adolescents réfugiés n'allaient pas à l'école.⁷

27%

27% des filles réfugiées à l'école

Seulement 27% de toutes les filles réfugiées ont fréquenté l'école secondaire, contre 36% de tous les garçons réfugiés.⁸

48%

48% restent sans Scolarisation

En 2021, 48% de tous les enfants réfugiés ne vont pas à l'école.⁴



34%

34% inscrits dans l'enseignement secondaire :

En 2021, seuls 34% des adolescents réfugiés sont inscrits dans l'enseignement secondaire.⁴

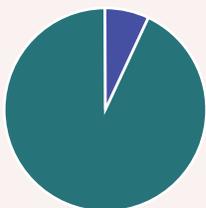


5%

5% inscrits dans l'enseignement supérieur :

En 2021, seuls 5% des jeunes réfugiés sont inscrits au collège ou à l'université.⁶

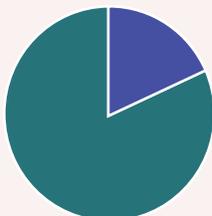
Qu'est-ce qui est possible avec l'éducation ?



14%

Baisse de 14% du nombre de mariages d'enfants :

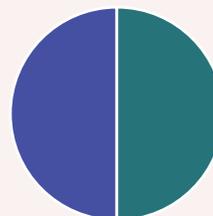
Le HCR estime une baisse de 14% si toutes les filles réfugiées arrivent à terminer l'école primaire, et 64% des filles ont terminé l'école secondaire.⁹



20%

Amélioration de 20 % du statut socioéconomique à long terme :

Une année d'études peut augmenter de 20 % le revenu d'une fille..¹⁰



50%

Réduction de 50 % de la violence dans les communautés :

La recherche montre que les régions à faible taux d'éducation sont 50 % plus susceptibles d'être victimes de violence et de conflits.¹¹

Vision pour l'éducation des apprenants réfugiés et déplacés :

Un manifeste

Introduction

Dans le cadre de la campagne *Ensemble pour l'apprentissage*, le Conseil pour l'éducation des réfugiés, hébergé par Vision Mondiale Canada, a été créé en consultation avec le Groupe de travail sur la politique canadienne en matière d'éducation internationale (CIEPWG). Composé de jeunes, d'enseignants, de parents et de leaders communautaires ayant une expérience du déplacement forcé, le Conseil veillera à ce que les solutions et les approches soient façonnées par l'expérience vécue et les connaissances acquises.

L'éducation des réfugiés est essentielle non seulement pour veiller à ce que les personnes déplacées acquièrent les compétences et la confiance nécessaires, mais aussi pour favoriser leur autonomie et leur intégration réussie dans leurs communautés d'accueil. Cependant, la voix des personnes les plus touchées par les décisions mondiales en matière d'éducation a été insuffisamment entendue à travers l'histoire. Nous espérons que ce manifeste fera écho aux demandes des membres canadiens du Conseil pour l'éducation des réfugiés et permettra de renforcer les engagements mondiaux pour faire face à la crise croissante des déplacements de population.

Manifeste

Nous croyons en un monde où tous les enfants ont accès à une éducation de qualité et à un apprentissage tout au long de leur vie. Cette vision est soutenue par nos cinq thèmes principaux : inclusion, santé mentale et soutien psychosocial, apprentissage numérique, égalité entre les genres et responsabilisation.

Inclusion

L'éducation doit être **informée** par les jeunes réfugiés et déplacés de toute origine et leur être **accessible**.

Nous croyons que :

- les jeunes réfugiés et déplacés doivent prendre part à la prise des décisions mondiales liées à l'éducation, et ce, à tous les échelons;
- les jeunes réfugiés et déplacés doivent avoir accès à une éducation de qualité, peu importe leurs capacités, leur statut juridique, leur genre, leurs besoins psychosociaux, leur situation matrimoniale, leur orientation sexuelle, leur rôle de soignant ou tout autre facteur discriminatoire. Il faut notamment intégrer les jeunes ayant des besoins différents dans les écoles et s'assurer qu'ils disposent des aménagements appropriés nécessaires pour participer pleinement;
- tous les obstacles juridiques qui empêchent les jeunes réfugiés et déplacés d'accéder à l'éducation doivent être supprimés. Il faut notamment s'assurer que les qualifications soient transférables et puissent suivre les enfants et les jeunes qui sont relocalisés;
- les initiatives d'inclusion communautaire sont essentielles pour mieux intégrer les personnes réfugiées et déplacées à la société et surmonter la stigmatisation;
- des programmes scolaires inclusifs qui enseignent l'égalité entre les genres, l'inclusion, la paix et tiennent compte des besoins des jeunes réfugiés et déplacés, notamment les plus marginalisés, sont essentiels pour renforcer la qualité de l'éducation pour tous les apprenants;

- les éducateurs réfugiés doivent pouvoir faire reconnaître leurs qualifications pédagogiques pour leur permettre d'enseigner aux apprenants dans le pays d'accueil;
- la communauté internationale doit élaborer des lois ou des instruments juridiques pour garantir l'intégration du droit à l'éducation dans tous les pays d'accueil;
- si la mise en place d'horaires par roulement est parfois nécessaire, toutes les classes doivent être de qualité égale pour ce qui est de l'enseignement donné, du personnel enseignant, du matériel pédagogique, etc., et réunir des élèves réfugiés et des élèves du pays d'accueil. Il est possible de fournir des ressources supplémentaires aux écoles disposées à accueillir des élèves réfugiés au même titre que les élèves du pays, afin d'encourager les enseignants et de réduire la discrimination financière.

Santé mentale et soutien psychosocial

Les apprenants réfugiés et déplacés sont très vulnérables aux facteurs pouvant entraîner des traumatismes et des problèmes de santé mentale. Le bien-être mental est essentiel à la capacité des élèves à accéder et à participer pleinement à un apprentissage de qualité. Pourtant, la santé mentale et le soutien psychosocial (SMSPS) restent l'un des domaines les plus négligés des systèmes de santé et d'éducation avec de grandes lacunes dans les données sur les besoins en santé mentale des jeunes réfugiés et déplacés, la stigmatisa-

tion continue et peu d'interventions durables qui considèrent la santé mentale et le soutien psychosocial comme partie intégrante des approches à adopter pour améliorer l'accès à l'éducation.

Nous croyons que :

- la santé mentale et le soutien psychosocial doivent être intégrés dans toute approche ou tout programme visant à améliorer l'accès à une éducation de qualité pour les enfants, en particulier les filles et les garçons qui ont été déplacés de force;
- il est essentiel de déstigmatiser la santé mentale et d'encourager un dialogue ouvert, sûr et solidaire qui favorise le bien-être mental et réduit les expériences d'isolement des apprenants et des enseignants réfugiés et déplacés;
- les écoles devraient disposer de conseillers qualifiés, et tous les éducateurs et le personnel devraient recevoir une formation sur la façon de déceler les traumatismes, de répondre aux besoins en santé mentale des élèves et de lutter contre les préjugés fondés sur le pays d'origine afin de créer des espaces d'apprentissage sûrs pour tous.

Apprentissage numérique

L'apprentissage numérique est au cœur de l'éducation des réfugiés. La technologie est essentielle pour combler la fracture numérique sur le plan économique, géographique et générationnel, surtout en présence d'une situation instable et d'écoles saturées dans les pays d'accueil.

Nous croyons que :

- la technologie est susceptible de mobiliser les élèves difficiles à atteindre, de faire tomber les barrières linguistiques, d'améliorer la participation, de permettre l'échange des connaissances, de faciliter l'apprentissage personnalisé et d'aider les jeunes déplacés à se sentir connectés aux communautés diasporiques;
- les enfants réfugiés devraient avoir la possibilité d'accéder à des ressources éducatives numériques qui leur permettront d'améliorer leurs compétences, d'accroître leurs possibilités d'emploi et d'établir des liens dans le monde entier. Pour cela, il faut une infrastructure fiable qui garantit la participation des communautés éloignées à l'apprentissage numérique;
- les possibilités d'éducation doivent être offertes en ligne et hors ligne afin de joindre davantage d'élèves et de rendre l'apprentissage accessible aux divers cadres et styles d'apprentissage. La prestation en ligne doit être reconnue et accréditée, au même titre que les modes de prestation hors ligne, et l'apprentissage numérique doit être intégré à l'ensemble du programme scolaire dès le primaire;
- il est essentiel de cultiver de solides partenariats avec des experts de l'éducation et des entreprises technologiques éthiques pour fournir la technologie aux personnes les plus difficiles à atteindre et s'assurer que les enseignants sont formés à l'utilisation des technologies éducatives;
- la technologie doit être harmonisée aux programmes scolaires et aux systèmes éducatifs nationaux pour avoir le plus d'incidence. Elle devrait être mise à profit pour stimuler la préparation à l'école et augmenter le taux d'alphabétisation aux niveaux primaire et secondaire.

Égalité entre les genres

Les filles réfugiées et déplacées continuent d'être défavorisées de manière disproportionnée au moment d'accéder à des possibilités d'apprentissage de qualité, malgré les engagements impressionnants pris à Charlevoix en faveur de l'éducation des filles.

Nous croyons que :

- l'égalité entre les genres doit être intégrée à tous les programmes scolaires et à la formation des enseignants. Il est essentiel de remettre en question les stéréotypes et les normes de genre pour parvenir à une véritable égalité;
- l'éducation et la sensibilisation à la santé et aux droits sexuels et reproductifs doivent être dispensées à l'école et dans la communauté pour vaincre les idées fausses sur la grossesse et les MST et contribuer à maintenir davantage de filles et de jeunes femmes à l'école;
- il faut trouver des solutions à court, moyen et long terme afin de créer des espaces plus sûrs pour les filles et les jeunes LGBTQI+ qui vont à l'école. Ces solutions doivent surtout permettre de réduire la violence sexuelle, l'intimidation, les mariages précoces, les grossesses et la stigmatisation, ainsi que de favoriser la santé mentale, une meilleure intelligence émotionnelle et une compréhension culturelle de l'égalité entre les genres et de l'inclusion des LGTBQI+, notamment au sein de la communauté au sens large. Les gouvernements doivent garantir la protection juridique des personnes LGBTQI+ et interdire le mariage des enfants et la violence conjugale

afin d'appuyer leurs efforts de sensibilisation sur un fondement juridique;

- toutes les écoles devraient fournir les installations et les outils de base nécessaires pour que les élèves ne soient pas exclus de l'école en raison de leur sexe biologique. Il faut notamment accroître l'accès aux toilettes, aux services de garde d'enfants, au soutien à la santé mentale, à la contraception et aux produits d'hygiène menstruelle sur place, ainsi qu'à des espaces sûrs pour favoriser l'apprentissage en ligne à distance;
- l'éducation des parents et des leaders communautaires est essentielle pour actualiser les croyances culturelles sur l'importance de l'éducation des filles, les droits des femmes, ainsi que les dangers du travail sexuel, du mariage précoce et du travail des enfants;
- un soutien financier aux familles peut leur donner les moyens de garder leurs filles à l'école. Cette aide doit s'accompagner d'autres mesures, notamment une formation à l'égalité entre les genres, et d'un numéro d'identification personnel sécurisé pour en assurer la bonne utilisation.

Responsabilisation

Les gouvernements et les organisations travaillant dans le domaine de l'éducation mondiale ont le devoir de rester redevables envers les apprenants réfugiés et déplacés qui sont touchés par leurs décisions. Pour cela, il faut notamment assurer le financement et la mise en œuvre adéquats de projets qui :

- reposent sur des données, désagrégées en fonction de facteurs d'identité sociale (genre, âge, orientation sexuelle, origine ethnique et

religion), sur les besoins en éducation, y compris les besoins en santé mentale, des jeunes réfugiés et déplacés, ou qui collectent et exploitent de telles données;

- sont dirigés ou, à tout le moins, éclairés par des femmes, des jeunes et/ou des réseaux et organisations de personnes réfugiées et déplacés;
- sont sensibles aux besoins exprimés par les jeunes réfugiés et déplacés en fonction des expériences vécues, en particulier ceux des communautés rurales et les plus marginalisés, et en tiennent compte;
- offrent, au niveau secondaire, des conseils d'orientation scolaire concernant les possibilités d'études postsecondaires et favorisent l'accès à l'enseignement et à la formation supérieure universelles;
- aident les apprenants réfugiés et déplacés dans leur transition de l'apprentissage au travail. Une transition mal faite et l'absence d'emplois décentement rémunérés après les études peuvent décourager les jeunes réfugiés et déplacés de terminer tout les niveaux d'études. La planification de l'éducation et de l'emploi doit aller de pair si l'on veut accroître l'autonomie des jeunes et leur pleine participation à la société;
- sont durables pour permettre la capacité à long terme des systèmes éducatifs à répondre aux besoins des apprenants réfugiés et déplacés;
- ont explicitement prévu de réduire au minimum ou d'éliminer la corruption, surtout la corruption liée au siphonage des fonds destinés aux initiatives d'éducation des réfugiés par les gouvernements et les entités de mise en œuvre.

Le Temps Est Venu D'agir

Nous appelons les gouvernements donateurs, les ministres responsables de l'éducation, les organisations multilatérales et non gouvernementales, les partenaires du secteur privé et les citoyens ordinaires à faire leur part pour donner la priorité à l'éducation des filles et des garçons réfugiés et déplacés. Plus précisément :

Nous appelons les pays donateurs, y compris le gouvernement du Canada, à donner la priorité à l'éducation dans les situations d'urgence au moyen de solutions adaptées, durables et transparentes qui sont informées par les jeunes réfugiés et déplacés. Il s'agit notamment :

- i) d'établir de nouvelles politiques d'aide internationale ou d'adapter les politiques en vigueur afin de garantir que les cadres de développement comportent des mesures en faveur de la santé mentale et du soutien psychosocial et s'attaquent activement à l'exclusion systémique et individuelle dans tous les domaines d'intervention;
- ii) de créer un poste ou un comité consultatif permanent et rémunéré ouvert aux jeunes réfugiés et déplacés, afin d'éclairer la prise de décisions en matière d'éducation à l'échelon gouvernemental;

iii) d'atteindre et de maintenir un investissement d'au moins 15 % de l'aide publique au développement dans l'éducation;

iv) d'assurer la production de rapports clairs et transparents sur l'affectation des fonds et leur incidence et d'en faciliter l'accès au public.

Nous appelons les ministres responsables de l'éducation des pays d'accueil à mettre en œuvre des programmes d'études qui soient inclusifs et répondent aux besoins de tous les apprenants, y compris les jeunes réfugiés et déplacés, et surtout les plus marginalisés. En particulier, nous appelons les ministres à créer de nouveaux programmes ou à réviser les programmes actuels de façon à ce qu'ils :

i) enseignent l'inclusion, la tolérance et la paix dès les premières années de scolarité;

ii) favorisent l'apprentissage sur l'égalité entre les genres et fournissent des renseignements adaptés à l'âge des élèves sur la santé et les droits sexuels et reproductifs dans les salles de classe;

iii) aident tous les étudiants à faire la transition vers les programmes d'études du pays d'accueil, notamment en proposant des cours de langue, des aménagements pour les personnes handicapées, des cours de rattrapage et des cours accélérés pour permettre aux apprenants de se joindre aux classes adaptées à leur âge;

iv) prévoient l'apprentissage des compétences interculturelles pour faciliter l'intégration avec les pairs du pays;

v) soient régulièrement évalués et améliorés

afin de s'assurer qu'ils restent adaptés aux besoins d'apprentissage particuliers des étudiants réfugiés et déplacés dans leur communauté.

Nous appelons les organisations de la société civile et les entités multilatérales à prendre part à un échange des connaissances à l'échelle de la communauté afin de briser le cloisonnement et de créer l'espace propice à une plus grande capacité collective. En particulier, nous appelons les organisations :

i) à créer, à tous les échelons de leur structure de gouvernance, un poste permanent réservé à un jeune dirigeant déplacé de force;

ii) à travailler avec des partenaires pour collecter, exploiter et conserver des données désagrégées en fonction de facteurs d'identité sociale (p. ex., genre, orientation sexuelle et origine ethnique) sur les expériences des jeunes réfugiés et déplacés, et plus particulièrement sur leurs besoins en matière de santé mentale;

iii) à assurer la transparence des rapports sur l'allocation des fonds et son incidence, d'en faciliter l'accès au public.

Nous appelons en particulier le fonds « Education Cannot Wait » à créer un groupe de travail composé de ministres responsables de l'éducation dans les pays d'accueil, d'enseignants dans des milieux aux prises avec une situation d'urgence, de leaders des jeunes réfugiés et déplacés, ainsi que de professionnels de la santé mentale et du soutien psychosocial, afin d'aider les ministres à élaborer des programmes scolaires inclusifs, réactifs et adaptés au contexte.

Nous appelons les organisations du secteur privé à collaborer avec les acteurs mondiaux de l'éducation et à tirer parti de leurs ressources pour améliorer l'accès à un apprentissage de qualité pour les jeunes les plus marginalisés du monde. Pour cela, il faut :

i) atteindre et maintenir un investissement d'au moins 10 % des bénéfices destinés à adresser la crise mondiale de l'éducation;

ii) collaborer avec les ministres responsables de l'éducation dans les pays d'accueil pour offrir des bourses d'études postsecondaires, des stages et des possibilités d'emploi après les études destinés aux jeunes réfugiés et déplacés;

iii) réduire la fracture numérique grâce à des ressources financières et matérielles qui améliorent la connectivité à Internet dans les communautés d'accueil, en particulier les communautés rurales et les camps de réfugiés, et qui augmentent l'accès à la culture numérique, aux plateformes d'apprentissage en ligne et aux appareils pour les étudiants et les enseignants dans les communautés d'accueil.

Nous appelons les citoyens ordinaires des pays d'accueil et des pays donateurs à s'engager à ne pas abandonner les réfugiés et les personnes déplacées. Il s'agit notamment :

i) d'encourager les gouvernements locaux à prioriser la réduction des écarts croissants en matière d'éducation dans le monde et à investir dans ce domaine;

ii) d'en apprendre davantage sur les expériences vécues par les apprenants réfugiés et

déplacés et de communiquer cette information afin de sensibiliser les gens, de remettre en question les stéréotypes et de briser la stigmatisation;

iii) de défendre de manière proactive l'inclusion et l'intégration des jeunes réfugiés et déplacés dans les écoles, les communautés et/ou les lieux de travail.

Nous appelons toutes les parties prenantes à prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre ces interventions d'ici la fin de la campagne « Ensemble pour l'apprentissage » en 2023.

Nous croyons qu'il incombe à chacun de contribuer à réduire les disparités afin de remédier à la crise mondiale de l'éducation, qui s'aggrave d'année en année.

Nous, les membres du Conseil pour l'éducation des réfugiés, avons rédigé ce manifeste pour parler d'une seule voix de l'urgence de ces questions pour l'éducation des réfugiés. Nous espérons que l'anthologie qui suit éclairera nos récits et inspirera le changement.

Signé

Istarlin Abdi, Qais Abdulrazzaq, Bikienga Amdiatou, Laura Barbosa, Malual Bol Kiir, Nhial Deng, Amelie Fabian, Foni Joyce Vuni, Christine Mwongera, Nabaloum Pascaline, Anojitha Sivaskaran



Égalité Des Sexes

L'accès à l'éducation n'est pas seulement un droit humain fondamental, mais il est souvent essentiel pour acquérir les compétences, les connaissances et la confiance en soi nécessaires pour travailler, s'exprimer en son nom, acquérir une indépendance financière et progresser dans le monde. Cependant, pour des millions de filles dans le monde, en particulier les filles réfugiées et déplacées, il existe d'innombrables obstacles à l'accès, à la participation et à l'achèvement d'une éducation de qualité. Parmi ces obstacles, citons les normes sexospécifiques préjudiciables, la violence et l'exploitation fondées sur le sexe, les normes culturelles qui favorisent les mariages précoces, le manque d'éducation sexuelle et les grossesses précoces, la stigmatisation, le manque d'installations sanitaires sûres, l'absence de soutien financier ou de moyens de transport, le peu de possibilités de mentorat et le fait que les femmes ne sont pas suffisamment représentées dans les rôles de direction.

Malgré les progrès réalisés par les organisations internationales, les filles sont toujours plus nombreuses que les garçons à ne pas être scolarisées. Cela s'explique par le fait que l'éducation des filles n'est souvent pas considérée comme un investissement et que de nombreuses familles choisissent de donner la priorité à l'éducation des garçons. Ces pratiques néfastes renforcent les cycles du mariage des enfants, de la grossesse des adolescentes et de l'exploitation des enfants. Cependant, les filles qui reçoivent une éducation sont moins susceptibles de se marier jeunes et plus susceptibles de mener une vie saine et productive. Elles ont également la possibilité de gagner des revenus plus élevés, de défendre leurs droits, de gagner en indépendance et de construire un avenir pour elles-mêmes, leurs familles et leurs communautés.

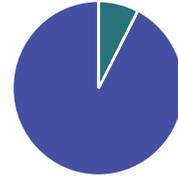
Plus important encore, l'éducation des filles réduit les inégalités dans le monde et permet à davantage de jeunes de devenir tout ce qu'ils ont toujours voulu et espéré pour eux-mêmes.



1 fille sur **5**

Le Fonds des Nations unies pour la population estime qu'au niveau mondial, une fille sur cinq est mariée ou mise en couple avant l'âge de 18 ans. Cela représente 12 millions de filles mariées chaque année, malgré les nombreuses lois interdisant le mariage précoce¹²

14%



Selon l'UNESCO, si toutes les filles terminaient l'école primaire, le mariage des enfants diminuerait de 14 %.⁹

129

millions de filles

Depuis 2002, de bons progrès ont été réalisés pour stimuler la scolarisation des filles. Cependant, on estime que 129 millions de filles dans le monde ne sont toujours pas scolarisées et sont confrontées à de multiples obstacles à l'éducation.¹³

16

millions

6 millions de filles ne mettront jamais les pieds dans une salle de classe.¹⁴

750

millions d'adultes

Les femmes représentent deux tiers des 750 millions d'adultes dépourvus de compétences de base en matière d'alphabétisation.¹⁴

"Nous devons changer le programme scolaire. Dans de nombreux livres, la fille fait la cuisine et le garçon joue. Ces stéréotypes ne sont pas bons. Ne nous catégorisez pas - ce n'est pas juste."

Hiba Ammar, femme réfugiée de Syrie vivant actuellement au Liban.

Égalité Des Sexes

Les filles réfugiées et déplacées continuent d'être défavorisées de manière disproportionnée dans l'accès à des opportunités d'apprentissage de qualité, malgré les engagements impressionnants pris à Charlevoix en faveur de l'éducation des filles.

Nous croyons que :

- Les filles réfugiées et déplacées continuent d'être défavorisées de manière disproportionnée dans l'accès à des opportunités d'apprentissage de qualité, malgré les engagements impressionnants pris à Charlevoix en faveur de l'éducation des filles. Nous croyons que :
- L'égalité des sexes doit être mise en œuvre dans tous les programmes scolaires et dans la formation des enseignants. Il est essentiel de remettre en question les stéréotypes et les normes de genre pour parvenir à une véritable égalité.
- L'éducation et la sensibilisation à la santé et aux droits sexuels et reproductifs doivent être dispensées à l'école et dans la communauté pour vaincre les idées fausses sur la grossesse et les maladies sexuellement transmissibles, et contribuer à maintenir davantage de filles et de jeunes femmes à l'école.
- Des solutions à court, moyen, et long terme doivent être conçues pour créer des espaces plus sûrs pour les filles et les jeunes LGBTQI+ qui vont à l'école. Ces solutions doivent se concentrer sur la réduction de la violence sexiste, des brimades, des mariages précoces, des grossesses et de la stigmatisation, tout en promouvant la santé mentale, une intelligence émotionnelle plus élevée et la compréhension culturelle de l'égalité des sexes et de l'inclusion des LGBTQI+, y compris au sein de la communauté au sens large. Les gouvernements doivent garantir des protections juridiques aux personnes LGBTQI+ et interdire le mariage des enfants et les violences conjugales, afin de disposer d'un filet de sécurité juridique pour les actions de sensibilisation.
- Toutes les écoles devraient fournir les installations et les outils de base nécessaires pour que les élèves ne soient pas exclus de l'école en raison de leur sexe biologique. Il s'agit notamment d'accroître l'accès aux toilettes, aux services de garde d'enfants, au soutien en matière de santé mentale, à la contraception et aux produits d'hygiène menstruelle sur place, ainsi qu'à des espaces sûrs pour les possibilités d'apprentissage en ligne hors site.
- Il est essentiel d'éduquer les parents et les responsables communautaires pour actualiser les croyances culturelles sur la valeur de l'éducation des filles, les droits des femmes et les dangers du travail sexuel, du mariage, précoce et du travail des enfants.
- Un soutien en espèces aux familles peut les aider à se permettre de garder leurs filles à l'école. Ces soutiens devraient être associés à des mesures supplémentaires, notamment une formation à l'égalité des sexes et des numéros d'identification personnels sécurisés pour en assurer la bonne utilisation.

Disparues :

Les filles qui ont disparu de ma classe

Mwongera Christine

Je ne me suis jamais posé la question de savoir ce que je voulais faire de ma vie et ce que je voulais devenir. L'enseignement était ma première, deuxième et troisième option.

Pendant mes études d'enseignement, j'ai rencontré cinq étudiants boursiers du camp de réfugiés de Kakuma au Kenya. Quatre d'entre eux étaient des hommes et un seul était une femme. J'étais curieuse et j'ai demandé pourquoi aucune autre fille n'avait été prise en considération pour la bourse. Ils m'ont expliqué les difficultés dévastatrices auxquelles les filles étaient confrontées dans le camp. En les écoutant, j'ai acquis la conviction que j'étais destinée à enseigner dans le camp de réfugiés de Kakuma.

Lorsque mes camarades de classe m'ont expliqué les difficultés que rencontrent les filles de leur camp pour accéder à l'éducation, j'ai été touchée car j'en avais eu un aperçu dans mon propre parcours éducatif. En grandissant, j'ai vu beaucoup d'enfants abandonner l'école, et les filles, en particulier, étaient stigmatisées par la communauté dont je suis issue. On comparait beaucoup les garçons et les filles sur le plan scolaire. Par exemple, s'il y avait un examen, on s'attendait toujours à ce que les garçons obtiennent de meilleurs résultats que les filles. Si une fille obtenait de bons résultats à l'examen, on considérait que l'examen était facile. On faisait toujours sentir aux filles qu'elles n'étaient pas assez nombreuses. Les filles devaient travailler deux fois plus que les garçons afin d'être vues et entendues.

Après avoir obtenu mon diplôme en éducation à l'Université catholique d'Afrique de l'Est, j'ai immédiatement commencé à chercher un emploi dans les camps de réfugiés au Kenya.

Les défis de l'éducation dans le camp de réfugiés de Kakuma

Le camp de réfugiés de Kakuma est situé dans le comté de Turkana, l'un des comtés les plus pauvres du Kenya, où il fait extrêmement chaud toute l'année et où les précipitations sont très faibles. La région de Kakuma est très pauvre et vulnérable, tant pour les hôtes que pour les réfugiés. Le camp de Kakuma accueille à lui seul environ 200 000 réfugiés de différents pays, dont la Somalie, l'Éthiopie, l'Ouganda, l'Érythrée, le Soudan, le Sud-Soudan, le Rwanda, le Burundi et le Congo.¹⁵

Je travaille comme enseignante ici depuis cinq ans, où je donne des cours d'études religieuses et d'histoire dans l'un des lycées gérés par Windle International Kenya. Je me suis engagée dans ce travail parce que je voulais avoir un impact et aider certaines des personnes les plus vulnérables à trouver l'espoir et à apprendre, en particulier les filles réfugiées. Cependant, je n'aurais jamais pu prédire à quel point enseigner dans l'un des plus grands camps de réfugiés du monde serait un défi.

Les salles de classe sont encombrées. Il y a environ 100 à 120 élèves par enseignant, ce qui signifie que l'enseignant n'est pas en mesure d'accorder l'attention dont chaque élève a besoin pour apprendre. En outre, les ressources sont également insuffisantes dans les écoles ; un manuel est partagé entre cinq à sept apprenants. Des bureaux et des chaises ne sont pas disponibles pour tous les élèves,

et certains sont obligés de s'asseoir par terre, ce qui n'est pas propice à un apprentissage productif.

Le temps est normalement chaud tout au long de l'année, ce qui rend également l'enseignement et l'apprentissage difficiles. Il y a soit des pluies minimales, soit de très fortes pluies qui peuvent provoquer des inondations dans l'école. Ces jours-là, nous ne pouvons pas aller à l'école, ce qui compromet la couverture de notre programme scolaire. Les salles de classe sont faites de tôles, qui sont également affectées par le temps. Parfois, elles sont emportées lorsqu'il y a trop de vent et nous nous retrouvons sans salle de classe physique.

Il arrive qu'un élève puisse attaquer un enseignant et le blesser. Cela s'explique par le fait qu'il s'agit d'apprenants traumatisés sur le plan émotionnel, physique et mental et que les enseignants reçoivent peu ou pas de formation en matière de soutien, et de conseil en santé mentale.

Les enseignants du camp de réfugiés de Kakuma doivent également faire face aux affrontements intercommunautaires. Par exemple, il y a eu des conflits entre les Dinkas et les Nuers, ou entre les Nuers et les Nubiens du Sud-Soudan. Cela peut arriver n'importe quel jour et n'importe quand, et c'est un risque pour l'enseignant et les apprenants. En fait, ces jours-là, nous n'allons pas à l'école, ce qui retarde encore notre enseignement et l'apprentissage des élèves.

Et bien que je doive faire face à des défis uniques et partagés pour un apprentissage de qualité pour chacun de mes élèves, je suis confrontée aux plus grands défis lorsqu'il s'agit de garder mes élèves filles en classe et de les faire participer. En voici quelques-uns :

Les pratiques culturelles néfastes touchent particulièrement les filles. Par exemple, une famille peut décider de marier sa fille mineure au lieu de lui permettre d'aller à l'école. Ils considèrent leurs filles comme une source de richesse en termes de dot. Le fait de marier leurs filles réduit également leur charge financière de s'occuper de nombreux enfants. Souvent, les filles et les adolescentes sont contraintes de se marier et de se concentrer sur leur mari et leurs tâches domestiques, ce qui les amène à **abandonner l'école**.

On observe beaucoup d'anxiété et d'agitation chez les mères adolescentes lorsqu'elles se présentent à l'école, en particulier celles qui ont un bébé de moins de neuf mois. Elles arrivent en retard à l'école parce qu'elles doivent s'occuper du bébé et trouver quelqu'un pour s'en occuper pendant qu'elles vont à l'école. Certaines trouvent qu'il est difficile de concilier l'école, les tâches ménagères et le bébé. Ce qui signifie qu'elles finissent par manquer l'école pendant un mois environ. Elles deviennent des absentéistes chroniques. Elles manquent tellement de choses à l'école qu'elles deviennent désespérées et doivent finalement choisir **d'abandonner l'école**.

Je constate que les filles plus âgées sont souvent stigmatisées si elles ne sont pas encore mariées, ce qui exerce une pression énorme sur les filles pour qu'elles trouvent un mari et abandonnent **l'école**.

L'approvisionnement en eau est limité à Kakuma. L'eau n'est disponible qu'à certaines heures et certains jours. Le manque d'eau contribue à une mauvaise hygiène, à l'exposition aux infections et aux maladies d'origine hydrique. Souvent, il y a peu d'installations

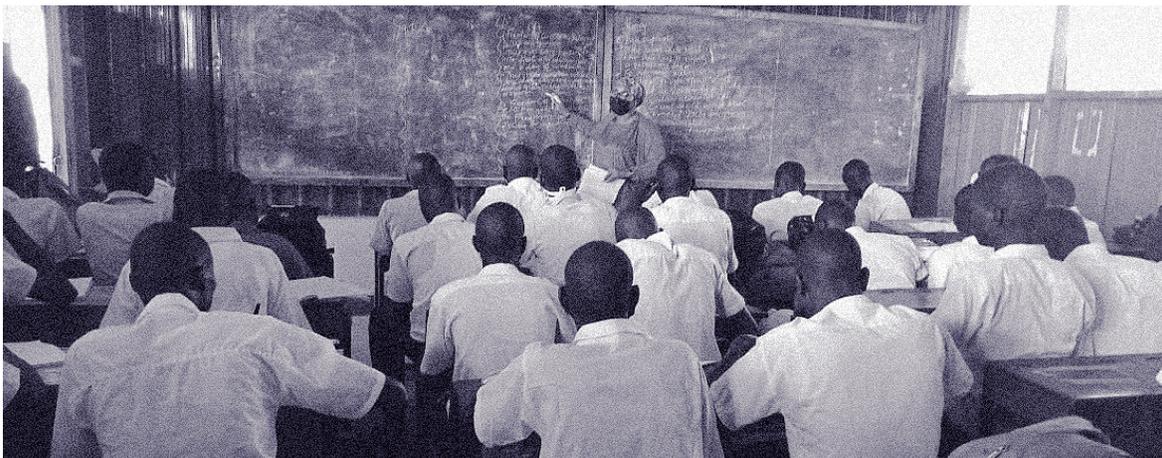
WASH pour les filles, en particulier pendant les menstruations, ce qui peut les amener à être régulièrement absentes ou même à abandonner **l'école**.

En raison du manque de perspectives d'emploi, de nombreux diplômés de l'enseignement supérieur retournent dans les communautés défavorisées pour gagner moins que le salaire minimum. Les femmes, en particulier, sont confrontées à des perspectives d'emploi moindres en raison de l'inégalité entre les sexes, et sont donc moins incitées à terminer leurs études. Cela peut conduire les filles à abandonner **l'école**.

El campamento de Kakuma también tiene un alto nivel de inseguridad debido a su ubicación geográfica. El campamento de Kakuma hace frontera con tres países: Uganda, Sudán del Sur y Etiopía. Las niñas son frecuentemente atacadas físicamente o agredidas sexualmente por su comunidad durante la noche si asisten a la escuela, o si aún no tienen marido o hijos.

Le camp de Kakuma connaît également un niveau élevé d'insécurité en raison de sa situation géographique. Le camp de Kakuma est situé à la frontière de trois pays, l'Ouganda, le Sud-Soudan et l'Éthiopie. Les filles sont fréquemment attaquées physiquement et/ou agressées sexuellement par leur communauté la nuit si elles vont à l'école, ou si elles n'ont pas encore de mari ou d'enfants.

Les filles sont également très vulnérables à la violence sexiste à la maison, notamment en raison des croyances culturelles néfastes qui désapprouvent la scolarisation des filles. Il est arrivé que des filles cachent leur uniforme dans des buissons le long du chemin



de l'école afin de ne pas être démasquées comme étant des élèves et de pouvoir assister aux cours sans être harcelées. Nous avons également eu recours à leur admission dans le pensionnat réservé aux filles dans le camp de Kakuma pour protéger l'enfant. Dans le cas d'un des ménages dirigés par des enfants, des membres inconnus de la communauté attaquaient les filles parce qu'elles allaient à l'école et parce qu'elles n'étaient pas mariées. Ces jeunes filles ont été battues avec des branches épineuses, ce qui leur a causé de graves blessures. Souvent, cette violence les oblige à **abandonner l'école**.

Un autre cas que j'ai traité concernait une étudiante qui était continuellement battue par ses frères et sœurs plus âgés et ses proches parce qu'elle refusait de se marier tout en élevant un bébé et préférait rester à l'école. La famille soutenait que sa valeur diminuerait parce qu'elle vieillissait. Ils craignaient qu'elle soit à nouveau enceinte et qu'ils aient à en assumer la responsabilité puisqu'aucun homme ne voulait l'épouser. Elle est venue me voir avec le cas et je suis allé le signaler aux agents de protection de l'enfance. Nous avons été attaqués par une foule de membres de la communauté. Avec l'aide des agents de sécurité, elle a été sauvée et placée dans un lieu sûr de la communauté jusqu'à ce que l'affaire soit résolue et que les filles soient autorisées à aller à l'école.

J'ai observé comment ces réalités ont entraîné le décrochage scolaire, l'absentéisme chronique, l'oisiveté, la toxicomanie, l'isolement social, l'anxiété, la dépression, la violence, le désespoir, les traumatismes, les faibles niveaux d'engagement et l'hostilité pour de nombreuses jeunes femmes et filles qui sont passées par ma classe.

Alors que le nombre de réfugiés et de personnes déplacées dans notre monde continue d'augmenter, il en va de même pour les lacunes auxquelles les filles sont confrontées en matière d'accès et de maintien à l'école.

Je vois 1 000 filles entrer dans la classe à l'école primaire. Au moment où l'école secondaire commence, ce chiffre baisse à environ 200 filles inscrites en classe. À la remise des diplômes, je peux m'attendre à voir, tout au plus, 20 filles qui ont terminé leurs études.

Si je suis devenue enseignante et si j'ai rejoint le Conseil de l'éducation des réfugiés, c'est pour continuer à voir ce nombre augmenter. Contribuer à fournir une éducation de qualité et faire en sorte que les filles puissent se sentir en confiance, sachant qu'elles sont importantes et qu'elles peuvent faire quelque chose d'incroyable d'elles-mêmes. Les gouvernements, les ministères de l'éducation et les organisations de la société civile doivent continuer à donner la priorité aux filles dans les systèmes éducatifs, en remplaçant les inégalités qui poussent tant de personnes à abandonner l'école par des solutions qui leur permettent d'y rester.

Fille, épouse, mère : Une éducation interrompue ¹⁶

Istarlin Abdi

La première fois que j'ai abandonné l'école, c'était pour que mon frère puisse poursuivre ses études. À l'époque, ma famille ne pouvait payer les frais de scolarité que pour l'un d'entre nous. La deuxième fois, j'ai laissé tomber, c'était pour que je puisse m'occuper de mon mari et devenir mère. Dans les deux cas, les besoins et le potentiel des hommes de ma vie ont été considérés comme plus importants que les miens.

Un jour, je suis allée à l'école comme d'habitude, et quand je suis rentrée à la maison, j'ai découvert que j'étais devenue la femme de quelqu'un.

Venant d'une communauté somalienne, c'est juste la norme. Les filles sont obligées de se marier entre 15 et 18 ans d'âge. En grandissant, j'étais habituée à voir ces mariages autour de moi, mais je n'ai jamais pensé que ce serait mon destin. J'ai toujours cru que je ne me marierais jamais jeune parce que je devais finir l'école, aller à l'université et faire mes propres choses.

L'accord pour me marier s'est produit alors que j'étais en première année de lycée dans un internat. Mes camarades de classe chuchotaient dans mon dos et me montraient du doigt. Puis deux de mes amis très proches m'ont annoncé la nouvelle : j'étais mariée. Je pensais qu'ils plaisantaient car je ne pensais pas que mes parents me feraient cela. Ils savaient à quel point j'appréciais l'école. Quand je suis rentrée de l'école et que j'ai pu enfin demander, mes parents ont confirmé les rumeurs : ils m'ont dit que je ne retournerais pas à l'école. Cela m'a anéanti et je ne pouvais rien y faire.

À l'époque, j'avais encore 15 ans. Je ne savais rien sur le fait d'être une épouse. Je n'avais même jamais eu de petit ami. Mes parents m'ont dit : « Nous sommes tous là et nous allons te guider » J'ai demandé s'ils avaient même reçu une dot en échange du mariage. C'est alors que ma mère a commencé à pleurer, et elle m'a dit que c'était hors de son contrôle. Il n'y avait rien qu'elle ou moi puissions







faire, et nous n'avions pas le choix. Je lui ai dit : « Maman, tu devrais toujours avoir le choix. Chaque être humain a un choix dans la vie. Et pour toi, tu es ma mère. Tu as le droit de dire non parce que je suis ton enfant. »

Je suis devenue une mère célibataire en 2008, lorsque mon mari est décédé dans un accident. Élever des enfants, surtout des filles, en tant que femme célibataire dans un camp de réfugiés est l'une des choses les plus difficiles que j'ai faites dans ma vie. J'ai dû être forte pour les protéger, les diriger et lutter contre les normes culturelles. Tout le monde me décriait constamment parce que je suis une femme, mais je restais ferme. Je faisais savoir à tout le monde : « Ce sont mes filles. Elles ont besoin d'une éducation de qualité. Elles doivent faire ce qu'elles ont envie de faire. Elles en ont le droit. »

Dans le camp de réfugiés de Kakuma, les mariages et les grossesses précoces sont des problèmes courants auxquels les filles sont confrontées, tout comme moi. Parfois, elles ont l'impression de ne pas avoir assez de modèles dans le camp. Elles pensent que, si elles sont des filles, elles n'ont pas besoin d'éducation parce que lorsqu'elles se marient, un homme va subvenir à leurs besoins et prendre soin d'elles. C'est une grande préoccupation que je vois dans le camp. Je vois une jeune fille de 15 ou 16 ans se marier, parfois de son propre gré, parce qu'elle pense que c'est la seule ou la meilleure option.

L'égalité des sexes est une question très personnelle pour moi, car je viens d'une communauté où les femmes et les filles doivent se battre pour obtenir tout ce qui leur revient de droit. J'ai vu de mes propres yeux les profond-

es inégalités entre les sexes et j'ai appris d'importantes leçons de vie pour la surmonter. Quand j'étais jeune fille, j'ai vu que les garçons étaient mieux traités que les filles dans tous les domaines. Chaque enfant doit être traité de la même manière pour qu'il y ait un équilibre dans le monde. En tant que mère de filles, je ne veux pas que ce qui m'est arrivé arrive à mes filles. Je suis défenseure de ces dernières et de toutes les filles. Bien que nous soyons toutes différentes, je peux me reconnaître dans les jeunes filles du camp, car j'ai déjà été comme elles.

Les filles qui reçoivent une éducation sont moins susceptibles de se marier jeunes, plus susceptibles de mener une vie saine et productive, et de construire un meilleur avenir pour elles-mêmes et leurs familles. L'égalité des sexes dans l'éducation profite à tous et

investir dans l'éducation des filles transforme des communautés et des pays entiers.

En tant que photographe, je voulais capturer et partager une version de l'égalité des sexes à travers mes yeux. Pour ce faire, j'ai accompagné des élèves de sixième année de l'école primaire de Mogadiscio jusqu'à leur domicile et j'ai passé du temps avec eux pendant qu'ils faisaient leurs devoirs et jouaient.



Le journal d'un réfugié :

La dernière fille debout

Achol Maker

Je m'appelle Elizabeth Achol Maker Deng. Je suis une femme de 23 ans. Je suis une réfugiée du camp de réfugiés de Kakuma, dans le nord-ouest du district de Turkana, au Kenya. Je suis venu à Kakuma quand j'étais bébé avec ma mère, ma sœur et mes proches. Ils fuyaient la guerre au Sud-Soudan, et ma vie a donc tourné autour du camp. Au fil des ans, j'ai eu l'occasion pour étudier à l'intérieur et à l'extérieur du camp. Même si la vie dans le camp est difficile, j'ai vécu de belles expériences, moments ; interagir avec mes pairs, participer à des activités communautaires et apprendre différentes des choses sur les cultures de mes camarades réfugiés. Le voyage dans le camp a été un véritable parcours de montagne russe.

“...1, 2, 3, 4... 4...”

Son regard passe d'un siège vide à un autre. Bien qu'elle ait compté avec précision, elle répète le processus. Double vérification. Pas de changement. Son esprit essaie d'inventer des raisons pour les sièges vides. « Halima a dû être malade aujourd'hui, c'est pourquoi elle n'est pas venue à l'école. Mzaliwa mmmh... Mzaliwa a dû avoir du mal à traverser la laga.¹ Il pleut tellement fort ces derniers temps ! Et Benitha ? Elle doit probablement s'occuper de sa mère malade. »

L'un après l'autre, elle trouva quelque chose à dire pour chaque siège vide. Le nombre s'est accumulé jusqu'à vingt. Sa bouche est sèche et

ses nerfs ne parviennent pas à formuler d'autres étincelles d'excuses. Oui, 24 filles dans une classe de 64 élèves de sa filière, et seulement quatre étaient présentes. Les chiffres étaient malheureusement bas.

C'était la pause et Achan ne pensait qu'à demain. Demain - si proche et pourtant si lointain. Qu'est-ce que l'éducation demain ? La classe, la famille, le Sud-Soudan, être une mère, Kakuma - la salade de mots était réelle. Demain est plus lent dans son monde, demain est loin d'être accessible. « J'espère que demain sera bon », se murmure-t-elle en souriant avec espoir.

« Eei Achan ! Le soleil à Kakuma ² est déjà brûlant. Il transforme presque la zone en flammes ! Ce sourire est en feu mon ami. Qu'est-ce qui te rend si heureuse ? » Fatuma, une fille de la classe voisine, s'est approchée d'elle : « N'est-ce pas une si belle chose d'être à l'école ? D'apprendre maths, sciences, poésie et l'histoire pour notre avenir ? » a demandé Achan. « N'avons-nous pas la chance d'être parmi les rares à acquérir tout cela ? » a répondu Fatuma en accord.

« Avons-nous vraiment de la chance en fait ? D'être ici sans nos amis ? » Achan a rajouté. Leurs visages sont devenus sombres, presque morts, comme s'ils savaient que des jours plus sombres les attendaient. Un groupe de filles s'était rassemblé sous un arbre pour s'amuser. Ils se sont joints à eux pour chanter des jeux.

Ce soir-là, elle a franchi le portail rouge maillé de l'école secondaire de Kakuma et l'air est soudainement devenu tendu, chaud, maussade. Son visage s'est allongé alors que l'atmosphère changeait automatiquement. Elle a sorti le deuxième pied et, de loin, elle pouvait voir Fatuma disparaître dans un coin, et, à l'autre bout, une silhouette ombrageuse de Brutukan à peine visible. C'était l'heure de la maison. Elle a traversé la route de Yuzu Park,³ et est passée devant l'hôpital principal en face de Group 8⁴ à Kakuma 1 et dans sa communauté.

« Loikadi malen? (Comment vas-tu tante ?) », demande une jeune fille portant une bouteille d'eau sur la tête en marchant d'un pas vif. Elle a essayé de l'équilibrer, mais est tombée à quelques mètres d'Achan. Elle l'a regardé fixement pendant un moment alors qu'elle gémissait sur le sol. Une vieille dame s'est approchée d'elle et l'a aidée à se relever, puis a regardé Achan avec dédain.

« C'est Athiei ? La fille d'Aduk ? Elle peut déjà parler ? Et marcher ? Et même porter une bouteille d'eau sur sa tête ? » Achan s'est dit. Aduk était sa camarade de classe à l'école primaire. Elle est tombée enceinte, a abandonné l'école et a déménagé chez son mari. Cela faisait trois ans qu'elle n'avait pas vu Aduk avec sa fille et, au vu du visage de la petite fille, Achan pouvait voir qu'elle était une copie conforme de sa mère.

« Bougez ! Bougez ! Bougez ! Jeune fille, pousse-toi du chemin ! » Elle est ramenée à la réalité par les mots de Mading, un jeune leader populaire de la communauté. Un énorme taureau était traîné dans le groupe. Il avait de si longues cornes, était bâti jusqu'à l'os et avait une peau si saine. C'est un taureau magnifique. « Je suis sûre que l'acheteur doit déjà avoir composé une chanson pour lui », se dit-elle.

« Alors quand est-ce qu'on va festoyer avec ton taureau, Acan ? » a exprimé un jeune garçon

sorti de nulle part. Elle laissa calmement échapper un son de dégoût. « Akur vient de nous rendre fiers ! Maintenant, nous t'attendons », continua-t-il et elle laissa échapper un sifflement et mit le garçon en laisse. Oui, elle savait. Elle savait qu'Akur allait se marier ce jour-là. Akur, son camarade de classe. Elle a soudainement arrêté d'aller à l'école et maintenant elle se marie. Ce n'était pas nouveau pour les gens autour d'elle. Pour eux, une fille était destinée au mariage, et dès qu'ils sentaient qu'elle s'épanouissait, elle était présentée aux prétendants. Les mariages étaient courants tous les week-ends. Unions, comme ils l'appelaient...

La semaine précédente, c'était Adu. Cette semaine-là, c'était Akur. La semaine suivante, ce ne serait certainement pas elle, mais quelqu'un d'autre était en ligne. En arrivant chez elle, elle trouve sa grand-mère allongée sous un arbre, respirant lourdement. Elle n'avait rien mangé de toute la journée. Toujours en uniforme d'école, Achan commence à préparer un repas.

À dix heures et quart, elle prépare des sacs pour le lendemain. Elle époussette sa natte, l'étale sur le sol, s'allonge et traîne un jerrican de cinq litres sous sa tête et s'endort. Elle devait se réveiller à 4 heures du matin comme les autres filles pour être parmi les premières à être servies afin d'arriver à l'école à l'heure. Le lendemain, c'était le jour du rationnement !⁵

1 Laga: Une rivière saisonnière. C'est du sable sec quand il n'a pas plu dans des endroits comme Nairobi.

2 Kakuma: Camp de réfugiés de Kakuma situé dans le nord-ouest du district de Turkana, au Kenya.

3 Parque de Yuzu: un parc, ou plutôt un champ de plaine, près de l'école secondaire de Kakuma.

4 Grupo: Il existe de nombreux groupes à Kakuma, chacun étant partagé par une communauté de la même ethnie ou de la même nationalité.

5 Ración:- Rations alimentaires données une fois par mois par le HCR.

Changer mon monde, changer notre monde :

le voyage d'une future mère pour la prochaine génération

Laura Barbosa

Je m'appelle Laura Liceth Barbosa Florian et je suis née à Bogotá, en Colombie. La Colombie est un pays où, malgré les circonstances et les conflits constants, les gens font tout leur possible pour pouvoir vivre et avancer.

Je suis issu d'une famille de guerriers. La plupart de mes oncles et tantes sont des professeurs d'université. L'éducation est très importante dans notre famille. Le rêve de ma grand-mère, Blanca Moreno, était que ses neuf enfants aient accès à l'éducation, même si son mari, mon grand-père Carlos Barbosa, n'était pas d'accord avec elle. Sa lutte pour offrir des opportunités à tous ses enfants, indépendamment de leur sexe, était un souhait qui a non seulement été tenu et réalisé, mais qui a également été transmis à ses petits-enfants.

Esteban Barbosa, un de ses fils, est mon père. Il a épousé ma mère, María Florian. Ensemble, ils ont eu deux filles, ma sœur Jhoana Barbosa et moi. Nos parents nous ont toujours soutenus, leur rêve était de nous voir diplômés, de soutenir la communauté et, surtout, de travailler pour améliorer la société dans laquelle nous vivions.

Malheureusement, ma mère a été assassinée en 2006 et mon père a disparu en 2007. Mes parents, ma sœur et moi vivions dans ce qu'on appelle la zone rouge en Colombie. En d'autres termes, une zone où il y a une présence



constante des groupes armés illégaux colombiens connus sous le nom de Las Farc. De nombreux efforts ont été faits pour comprendre ce qui est arrivé à nos parents. Malheureusement, la seule chose que nous savons est que les groupes illégaux en Colombie sont responsables de ce qui est arrivé.

Depuis que nous avons perdu nos parents, Jhoana et moi avons dû faire face à des défis différents. Malheureusement, la Colombie a un système qui fournit peu de ressources aux femmes et aux enfants sans défense. Bien que ce ne soit pas le cas de toute la société, c'est le cas d'une grande partie de celle-ci.

Heureusement, grâce au soutien constant de ma famille et aux économies laissées par mes parents, ma sœur et moi avons pu poursuivre nos études. Il y avait des limites, mais le plus important était d'aller de l'avant malgré ce qui se passait autour de nous.

À plusieurs reprises, j'ai dû changer d'école. J'ai étudié dans des écoles publiques et privées en Colombie. Dans les écoles publiques, j'ai vu comment les enseignants faisaient des efforts pour que leurs élèves puissent apprendre, même s'ils ne disposaient pas des ressources nécessaires pour faire leur travail.

L'infrastructure des écoles publiques est faible à cause de la rareté des outils tels que les ordinateurs est rare. Le programme scolaire est limité et peu inclusif, et le nombre d'élèves par rapport au nombre d'enseignants pour chaque matière est élevé. Chose qui réduit les possibilités d'apprentissage continu significativement. Outre le manque de ressources, les écoles publiques sont confrontées à d'autres types de problèmes : les élèves manquent de ressources financières, sont aux prises avec des grossesses précoces et conflits familiaux.

Les écoles privées, quant à elles, présentent leurs propres problèmes. Bien qu'elles proposent un excellent programme d'études et disposent d'infrastructures et de ressources de qualité, elles ne sont pas très accessibles financièrement. Les paiements mensuels pour les frais de scolarité et les coûts supplémentaires finissent par dépasser ce qu'une personne gagnant le salaire minimum peut payer.

En raison de ces difficultés, étudier en Colombie est devenu un privilège et non un droit. Pour cette raison et d'autres facteurs supplémentaires, ma famille m'a aidé à quitter la Colombie en 2011.

Mes voyages à travers l'Asie

La Chine a été le pays choisi. Mon objectif était d'apprendre le mandarin, de trouver un emploi et d'étudier pour obtenir mon diplôme univer-

sitaire. J'ai toujours été consciente de la valeur de l'éducation dans la vie d'une personne et c'est pourquoi j'ai essayé de tirer le meilleur parti de chaque opportunité qui m'était offerte. Après six mois, j'ai commencé à travailler et mon emploi m'a permis de voyager dans d'autres pays d'Asie comme la Thaïlande, le Cambodge et la Turquie.

La Thaïlande, le Cambodge et la Turquie sont des pays merveilleux, avec des cultures extraordinaires et des personnes qui sont une véritable source d'inspiration. Malheureusement, comme en Colombie, ils sont confrontés à des défis et des problèmes similaires qui accroissent la pauvreté et les inégalités. L'éducation est un privilège, pas un droit. J'ai vu ces défis et les luttes auxquelles les gens sont confrontés de première main.

La Thaïlande accueille plus de 91 000 réfugiés venus du Myanmar et d'autres pays d'Asie du Sud-Est avec lesquels elle a des frontières. J'ai vu des enfants vendre des marchandises dans la rue pour pouvoir soutenir économiquement leur famille. Il y a aussi un taux élevé de prostitution chez les jeunes filles, surtout dans les villes touristiques comme Pattaya.

Le Cambodge connaît des taux élevés de pauvreté, de faiblesses physiques et mentales, de violence, d'abus et de migration. À une occasion, j'ai dû assister à la façon dont une mère vendait sa fille à des étrangers afin de pouvoir nourrir le reste de sa famille.

La Turquie a accueilli de nombreux réfugiés de Syrie. J'ai vu des enfants mendier dans la rue et avoir peu de chances de pouvoir aller à l'école.

Ces expériences, ajoutées à celles que j'avais déjà vécues en Colombie, ont renforcé mon engagement à changer la société dans laquelle nous vivons et à lutter pour que les enfants du monde entier aient droit à l'éducation.

En 2014, j'ai décidé de déplacer ma carrière à Kuala Lumpur en Malaisie où j'ai travaillé comme professeur d'espagnol pour les enfants, les jeunes et les adultes. Apprendre une langue n'est pas seulement une question de grammaire et de vocabulaire (bien que ceux-ci soient importants !), c'est aussi une question de culture dont la langue est issue. L'espagnol, comme les pays et les personnes qui le parlent, est une langue où l'expression, le charisme et l'affection façonnent le dialogue.

Pendant mon séjour à Kuala Lumpur, je me suis également portée volontaire dans une communauté pour travailler avec des enfants réfugiés qui avaient fui le Myanmar. Je leur enseignais les sciences. Le centre était le foyer et l'école de ces familles. Il convient de mentionner que dans ma classe, il y avait neuf garçons (âgés de 8 à 15 ans) et une seule fille. C'est parce que les filles vivant au centre de réfugiés du Myanmar étaient souvent censées se marier à un jeune âge. Beaucoup d'entre elles avaient d'autres responsabilités, comme cuisiner, nettoyer et s'occuper des enfants, et certaines étaient des mères célibataires qui devaient aller travailler. Beaucoup de ces enfants et de leurs familles vivent dans une peur constante. Ils ont fui leur pays en raison de la guerre civile et, ce faisant, ils ont perdu des membres de leur famille, des effets personnels et des documents juridiques.

Malgré les défis constants auxquels ils sont confrontés au quotidien, ils font toujours preuve d'une attitude positive et généreuse.

Le changement pour la prochaine génération

J'ai déménagé au Canada en 2019 avec mon mari. C'était aussi ma chance de retrouver ma

sœur et d'être ensemble après neuf ans de séparation. Retrouver ma sœur était un rêve devenu réalité. Nous avons toujours rêvé de vivre dans un pays où nous étions en paix, où la peur n'existait pas et où, ensemble, nous pouvions nous enraciner et construire nos propres familles.

En mai 2019, nous avons tous les trois - mon mari, ma sœur et moi - décidé de vivre ensemble. Nous sommes toujours là les uns pour les autres, surtout quand l'un de nous en a le plus besoin. Cela fait du bien de savoir que nous sommes là les uns pour les autres quand l'un de nous a passé une mauvaise journée ou quand nous avons simplement besoin d'une épaule pour pleurer. Je remercie Dieu et mes parents de m'avoir donné l'honneur d'avoir une sœur.

Non seulement j'ai trouvé ma sœur au Canada après avoir été séparée pendant de nombreuses années, mais je suis également mariée à un homme qui soutient constamment ma passion et avec qui je vais avoir ma première fille.

Ce prochain chapitre de ma vie est la maternité et je suis remplie d'espoir. J'espère que ma fille sera en bonne santé et heureuse. Et j'espère qu'elle deviendra elle aussi un jour un agent du changement. J'espère qu'elle sera consciente et qu'elle dénoncera les luttes que de nombreuses filles doivent encore mener pour avoir accès à des opportunités qui mènent à une meilleure qualité de vie.





*Santé Mentale
Et Soutien
Psychosocial*

Santé Mentale Et Soutien Psychosocial

Les adultes, les enfants et les jeunes qui sont déplacés de force sont souvent témoins ou victimes d'événements gravement traumatisants tels que la violence, la violence sexuelle, l'exploitation, les enlèvements, la pauvreté, et bien plus encore. L'expérience du départ forcé de leur foyer et de l'installation dans une nouvelle communauté peut être traumatisante, avec des expériences d'isolement, de solitude, de deuil, de discrimination et d'exclusion rapportées par beaucoup. Les personnes souffrant de troubles mentaux préexistants, tels que la dépression, l'anxiété, les troubles bipolaires et la psychose, sont souvent confrontées à de plus grandes difficultés lorsqu'elles tentent de s'orienter dans les systèmes d'asile.

Avec autant d'obstacles qui se chevauchent, la capacité à accéder et à participer pleinement aux systèmes éducatifs représente un énorme défi. Malgré cela, le bien-être mental a été et reste l'un des domaines les plus négligés des systèmes de santé et d'éducation, avec peu d'interventions durables et peu de données sur les besoins en santé mentale des jeunes réfugiés et déplacés. La pandémie de COVID-19 a provoqué des perturbations encore plus importantes du bien-être mental à une échelle massive et avec des impacts du-

rables qui n'ont pas encore été révélés. Cela est particulièrement vrai pour les réfugiés et les migrants, notamment ceux dont le statut de résidence est précaire, les jeunes et les personnes âgées, les femmes, et d'autres groupes qui sont confrontés à des niveaux plus élevés de marginalisation, de discrimination et de facteurs de stress.

Les apprenants réfugiés et déplacés peuvent ne connaître personne et ne pas parler la langue locale de leur communauté d'accueil. Ils peuvent être confrontés à la stigmatisation, à la discrimination, à l'isolement et à la solitude. Ils peuvent également pleurer en silence des amis ou des membres de leur famille qu'ils ont perdus, que ce soit en raison de la distance, de la violence ou de la maladie. Les écoles d'accueil fournissent rarement des ressources ou des aménagements adéquats pour les soutenir, et les enseignants des communautés d'accueil n'ont souvent ni la formation ni les ressources nécessaires pour fournir des services psychosociaux ou de santé mentale appropriés, et ils peuvent aussi être confrontés à leurs propres maladies mentales et traumatismes non traités.

Le fait d'être physiquement capable d'aller à l'école perd son pouvoir de transformation si les élèves ne sont pas suffisamment bien mentalement et émotionnellement pour se concentrer, apprendre et se socialiser.



1 adulte sur **5**

Dans les zones touchées par les conflits, un adulte sur cinq 22,1 % souffre de problèmes de santé mentale. Nous n'avons pas de données sur les enfants, mais nous pouvons supposer que ce chiffre s'explique par le fait que les enfants sont plus vulnérables. Selon d'autres études, ce chiffre de base est deux à trois fois plus élevé que celui de la population en général.¹⁸



27.3%

Un rapport de 2015 publié dans l'Asian Journal of Psychiatry a révélé que 27,5 % de la population réfugiée au Nigeria a signalé des idées suicidaires, contre 17,3 % de la population non réfugiée.¹⁹

Outre le syndrome de stress post-traumatique, l'anxiété et la dépression, la proportion de réfugiés souffrant de graves problèmes de santé mentale tels que la schizophrénie ou la maniaque-dépression est en augmentation dans les déplacements.¹⁸

"Cela me rend triste de savoir que beaucoup de mes élèves ne voient pas l'école comme un espace sûr où personne ne peut leur faire du mal. Je vois comment la plupart vont s'asseoir au bord de leur chaise et paniquer à la moindre erreur. Quand j'ai demandé pourquoi, ils m'ont dit que c'était parce qu'ils étaient prêts à courir. C'est quelque chose qu'ils ont fait pendant la majeure partie de leur enfance et de leur adolescence."

Mwongera Christine

Salud Mental Y Apoyo Psicosocial

Les apprenants réfugiés et déplacés sont très vulnérables aux facteurs pouvant entraîner des traumatismes et des problèmes de santé mentale. Le bien-être mental est essentiel à la capacité des étudiants à accéder et à participer pleinement à un apprentissage de qualité ; pourtant, la santé mentale et le soutien psychosocial (SMSPS) restent l'un des domaines les plus négligés des systèmes de santé et d'éducation, avec de grandes lacunes dans les données sur les besoins en santé mentale des jeunes réfugiés et déplacés, une stigmatisation permanente et peu d'interventions durables qui considèrent la SMSPS comme faisant partie des approches visant à améliorer l'accès à l'éducation.

Nous y croyons :

- La santé mentale et le soutien psychosocial doivent être inclus dans toute approche ou programme visant à améliorer l'accès à une éducation de qualité pour les enfants, en particulier les filles et les garçons qui ont été déplacés de force.
- Il est essentiel de déstigmatiser la santé mentale et d'encourager un dialogue ouvert, sûr et solidaire qui favorise le bien-être mental et réduit les expériences d'isolement des apprenants et des enseignants réfugiés et déplacés.
- Les écoles devraient être équipées de conseillers formés et tous les éducateurs et le personnel devraient recevoir une formation sur la façon d'identifier les traumatismes, de répondre aux besoins de santé mentale des élèves et de lutter contre les préjugés fondés sur le pays d'origine afin de créer des espaces d'apprentissage sûrs pour tous.

La Nouvelle Arrivée : Extrait des 'Chroniques du Réfugié'.

Christian Baobab



Je m'appelle Christian et je suis un réfugié de 26 ans originaire de la République démocratique du Congo qui vit dans le camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya. Je suis un défenseur des réfugiés, un cinéaste et un écrivain qui a appris à raconter des histoires dans mon camp avec FilmAid Kenya. Je trouve mon inspiration dans les histoires de réfugiés et j'écris actuellement un livre de fiction inspiré de mes expériences et de celles de mes pairs dans le camp de réfugiés de Kakuma. Mon livre souligne la capacité et l'importance de considérer les réfugiés comme les principaux acteurs de leur propre bien-être et de leur avenir, et l'éducation comme la clé pour rendre cela possible.

Voici un court extrait de mon travail créatif :

Lumumba est dans un bus en direction du camp de réfugiés de Kakuma. Cet endroit est un lieu dont il a entendu parler mais qu'il n'a jamais vu de sa vie.

Il est né et a grandi au milieu du champ de bataille d'une guerre civile entre le bruit des AK47, des grenades à main, et des bombardiers, avec des villageois sans cœur déterminés à exterminer leurs voisins. Il a grandi sans avoir peur de rien, pas même du déclenchement répété des guerres et des conflits tribaux qui ont réduit les villages en mers de sang, transformant le pays entier en un berceau de misère pour ceux qui échappent à la mort.

Aujourd'hui, âgé d'une vingtaine d'années et en route vers une vie entièrement nouvelle, il lui était difficile d'imaginer un avenir différent - sans compter qu'il ne s'était jamais vraiment permis de penser à son avenir auparavant. Les rêves semblent presque impossibles à atteindre pour une personne obligée de se déplacer d'un endroit à l'autre pendant toute son enfance.

On dit que l'éducation est tout. C'est l'avenir. Eh bien, peut-être que le pays d'origine de Lumumba ne veut pas d'avenir. Sinon, pourquoi serait-il plus susceptible d'être invité sur un champ de bataille que dans une salle de classe ? Ou serait-il plus susceptible d'avoir accès à une arme qu'à un manuel scolaire ? On dit que sa génération est l'espoir des pays africains. Parle-t-on d'un espoir apporté par des coups de feu ? Il ne veut pas fuir sa maison, mais il a l'impression de ne pas avoir le choix. Qu'est-ce que la maison de toute façon ? Qui est-il encore ?

« Réfugié est un mot qui décrit quelqu'un qui n'est rien de plus qu'un fardeau pour les gouvernements et les organisations internationales », se dit-il lorsqu'il voit un panneau par la fenêtre du bus. On peut y lire : 5 kilomètres jusqu'au camp de réfugiés de Kakuma, 87 kilomètres jusqu'au Sud-Soudan.

Maintenant, au moins, il a une réponse à certaines de ses questions. Il sait qui il est, qui il va devenir à partir du moment où le bus s'arrête. Un réfugié. Les gens vont l'appeler comme ça pour le reste de sa vie. Y a-t-il une grande différence entre le désespoir vers lequel il se dirige et celui qu'il a déjà connu ?

Avec ses écouteurs dans l'oreille, il écoute une chanson française intitulée Le Pire de Maître Gims, un rappeur R&B franco-congolais vivant en France. Lumumba est assis quelque part près de la fenêtre du bus, avec une vue dégagée sur le nouveau monde qu'il explore. Avec lui dans le bus, il y a beaucoup d'autres personnes qui voyagent.

« Ce sont tous des réfugiés ? » Il se demande en regardant autour de lui. Il remarque qu'une fille d'une vingtaine d'années est assise juste à côté de lui et le fixe. Il ne fait pas attention à elle car la dernière chose qui l'inquiète est que quelqu'un puisse le reconnaître dans cet endroit. Quelques instants plus tard, il ramène son attention sur la fille et constate qu'elle le fixe toujours, mais cette fois, elle lui sourit presque. Lumumba est confus et avant qu'il ne puisse lui rendre son sourire, la femme murmure quelque chose que Lumumba n'entend pas jusqu'à ce qu'il retire ses écouteurs.

La femme se répète (en français) : « J'aime la chanson que tu écoutes là... »

L : « Oh c'est vrai ? C'est un très beau morceau en tout cas. Mais attends, tu parles français ? »

Après avoir posé sa question, Lumumba retire l'autre côté de ses écouteurs. Ils sourient tous les deux et la femme relance la conversation.

« Excuse-moi, je suis Ketsia, je suis burundaise, on apprend le français à l'école au Burundi ».

Lumumba lui donne sa main qu'elle serre. Dans un français très articulé, tout en lui tenant la main, Lumumba dit :

« Ravi de faire votre connaissance ».

K, en revenant à l'anglais : « Vous devez être un Congolais. C'est votre première fois ? », a-t-elle répondu.

Lumumba, qui est toujours en train de serrer la main de la femme, répond de manière amusante : « Première fois pour quoi ? que je voyage ? Non, j'ai déjà voyagé dans de nombreux endroits ».

K : « Je veux dire, êtes-vous nouveau dans le camp de réfugiés ? Vous êtes un nouvel arrivant ? », répond-elle.

La question le touche en plein cœur, le ramenant à la réalité. Son plaisir de la conversation s'estompe et, après une longue pause, il se ressaisit et rompt le silence : « Oui, c'est ma première fois. Je n'ai jamais été dans un camp de réfugiés avant. Mais j'ai entendu des histoires. Et vous ? ».

K : « Eh bien, je vis dans le camp depuis presque 5 ans maintenant. Quel genre d'histoires avez-vous entendu exactement ? ».

Lumumba, qui a fait de nombreuses recherches sur la vie et les expériences des réfugiés en préparation, ne sait pas trop quoi dire à cette femme. Après tout, cette femme devrait lui

parler des réfugiés, car elle en est elle-même une. Au lieu de lui demander de décrire son expérience, il la regarde avec pitié en imaginant ce qu'elle a vécu pendant les années qu'elle a passées dans le camp de réfugiés.

L : « Les réfugiés sont les personnes les plus misérables et les plus démunies du monde. C'est ce que je vois sur les médias sociaux et partout à la télévision. Ils souffrent d'un manque de tout, y compris d'eau et de nourriture. Ils passent des années sous une tente qu'ils appellent maison, dépendant de l'aide humanitaire pour survivre. La plupart des réfugiés ne vont pas à l'école et la qualité de l'enseignement est vraiment faible dans le camp. Seuls quelques réfugiés sont aidés par des organisations humanitaires et peuvent terminer l'école secondaire, mais personne dans le camp ne va jamais à l'université. J'ai même entendu dire qu'au Kenya, ils ne permettent pas aux réfugiés de travailler pour gagner leur vie ou de voyager. Ils sont censés rester dans les camps de réfugiés jusqu'à... je ne sais même pas quand. J'ai entendu dire qu'être un réfugié est terrible, mais j'ai déjà vécu tellement de choses, rien ne me fait peur. »

Il attend une réponse de sa nouvelle connaissance, et est surpris qu'elle rompe la tension par un gloussement, comme si elle venait de lui raconter une blague ridicule.

K : « Les histoires de désespoir que vous avez entendues sont peut-être vraies, mais qu'en est-il des histoires d'espoir ? Regardez-moi. Pendant les cinq dernières années de ma vie, le camp a été ma maison. Je voyage avec vous en ce moment, venant de Nairobi où j'ai une bourse d'études pour obtenir une licence. Je

vais devenir avocat. Tout le monde n'a pas la possibilité d'aller à l'école, mais ceux qui le font ont un bel avenir devant eux. »

Lumumba est surpris et confus par cette information. Il a encore des doutes, mais il sait qu'il est plus fiable d'entendre les informations de quelqu'un qui a une expérience de première main que celles de personnes qui n'ont jamais été déplacées ou qui n'ont jamais vécu dans un camp de réfugiés.

Tant de questions tourbillonnaient dans la tête de Lumumba. Lorsqu'il a commencé ce voyage, il pensait tout savoir de la vie dans laquelle il s'engageait, mais après avoir parlé à Ketsia, il s'est senti plus optimiste quant à son avenir potentiel.

Perdu dans son esprit, il a presque oublié qu'il parlait à Ketsia. « C'est parti ? », demande-t-elle, attirant son attention.

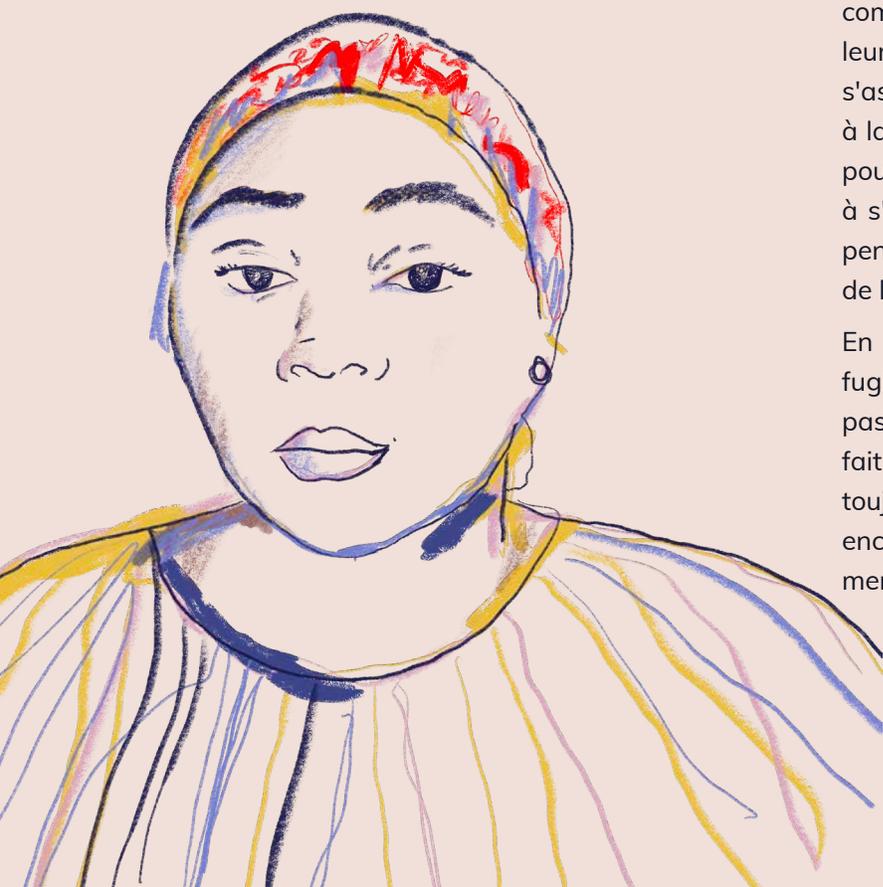
Elle désigne les écouteurs qui sont toujours dans les mains de Lumumba. Il met une seconde à comprendre ce qu'elle veut dire avant de se souvenir qu'elle a dit qu'elle aimait la chanson qu'il écoutait. Ouvrant à nouveau son application mobile, Lumumba recommence la chanson et tend les écouteurs à Ketsia. Elle porte un côté des écouteurs à ses oreilles et donne l'autre côté à Lumumba pour qu'ils puissent tous deux écouter.

Lumumba la regarde et sourit. Ils apprécient la musique ensemble. Le bus est toujours en marche. Sur un rond-point à double sens, pas très loin, un panneau indique AUTOROUTE LOKICHOGIO sur la voie directe et CAMP DE REFUGIÉ KAKUMA sur la droite...

" Les histoires de désespoir que vous avez entendues sont peut-être vraies, mais qu'en est-il des histoires d'espoir ? Regardez-moi. Pendant les cinq dernières années de ma vie, le camp a été ma maison. Je voyage avec vous en ce moment, venant de Nairobi où j'ai une bourse d'études pour obtenir une licence. Je vais devenir avocat. Tout le monde n'a pas la possibilité d'aller à l'école, mais ceux qui le font ont un bel avenir devant eux."

Ce que nous faisons en tant qu'enseignants : Soutenir la santé mentale dans les salles de classe des camps de réfugiés

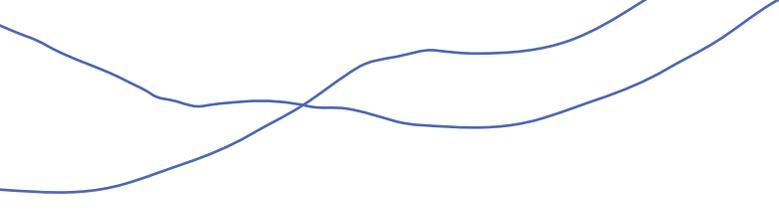
Mwongera Christine



**Avertissement déclencheur : Le texte fait référence à des sujets sensibles, dont le suicide.*

Le pneu d'une moto a éclaté près de la clôture de l'école et le bruit a provoqué la panique de mes élèves, qui ont sauté et sont sortis de la classe en courant. Je suis restée là, confuse, car j'étais certaine qu'il s'agissait d'un simple éclatement de pneu. Je n'avais pas réalisé que la plupart de mes élèves associaient ce bruit au son familier et traumatisant d'un coup de feu. Cela me rend triste de savoir que beaucoup de mes élèves ne voient pas l'école comme un espace sûr où personne ne peut leur faire du mal. Je vois comment la plupart s'assoient au bord de leur chaise et paniquent à la moindre erreur. Lorsque je leur demande pourquoi, ils me répondent qu'ils sont prêts à s'enfuir. C'est quelque chose qu'ils ont fait pendant la majeure partie de leur enfance et de leur adolescence.

En tant qu'enseignant dans le camp de réfugiés de Kakuma, ce type de réponse n'est pas rare de la part des élèves, mais malgré le fait que je travaille ici depuis cinq ans, ce n'est toujours pas facile à entendre. J'ai fait l'expérience directe des effets néfastes de la santé mentale sur les enfants de tous âges, qui se



manifestent souvent sous forme de stress, d'anxiété et/ou de dépression. Les jeunes réfugiés et déplacés sont souvent extrêmement vulnérables aux facteurs de risque communs qui peuvent entraîner de mauvais résultats en matière de santé mentale, tels que la violence envers les enfants, les traumatismes ou la négligence, les désavantages sociaux, la pauvreté ou l'endettement, ou la discrimination.

Lorsqu'une personne sombre dans la dépression ou qu'elle est incapable de gérer ses émotions, cela peut entraîner le malheur, la violence, une diminution de la joie de vivre, des conflits sociaux, domestiques et familiaux, l'isolement social, la toxicomanie, des problèmes juridiques et financiers, des troubles de l'alimentation ou l'incapacité de suivre les cours ou de conserver un emploi. En outre, si les problèmes de santé mentale ne sont pas traités, ils peuvent avoir des conséquences plus dévastatrices, en particulier pour les jeunes réfugiés et déplacés qui doivent faire face à la maladie mentale avec des réseaux de soutien et des ressources limités.

L'année dernière, vers la fin du mois d'octobre, un élève s'est suicidé dans mon école. Il aurait dû être promu dans la classe supérieure, mais sa mère a trouvé son corps sans vie accroché au toit d'une de leurs chambres. La veille, il avait dit à sa mère qu'il se sentait mal qu'elle ait du mal à s'occuper de lui et de ses frères et sœurs. Il ne supportait pas la pauvreté qui régnait à la maison et se plaignait également que la COVID-19 lui avait enlevé l'envie d'aller à l'école. Sa mère l'avait persuadé de retourner à l'école, mais il a dit qu'il avait perdu espoir car ses camarades avaient deux trimestres d'avance sur lui et il se sentait laissé pour compte. C'était le troisième élève de mon école à s'enlever la vie.

Au-delà de l'école où j'enseigne, le suicide est un problème dévastateur qui touche toute notre communauté. Avant de terminer cet article, un autre élève d'une école primaire voisine s'est suicidé. Il ne se sentait plus motivé pour aller à l'école et prétendait détester le fait d'être un réfugié. Il était à peine dans sa préadolescence. Au début de cette année, deux hommes et une femme ont mis fin à leurs jours à un kilomètre de l'école. Un autre homme, dont la ferme se trouvait à quelques minutes de notre école, s'est également suicidé, laissant derrière lui huit enfants.

Près d'un million de personnes meurent par suicide chaque année, et c'est la troisième cause de décès chez les jeunes. Selon l'Organisation mondiale de la santé, les réfugiés et les immigrants font partie des groupes les plus vulnérables au risque de suicide, en particulier pour ceux qui s'identifient comme LGBTQI+. Le suicide est un problème de santé publique grave mais évitable. Malgré le fait qu'il peut souvent être évité grâce à des solutions simples et abordables, à l'heure actuelle, moins de 40 pays dans le monde ont une stratégie nationale de prévention du suicide et encore moins considèrent le suicide comme l'une de leurs priorités en matière de santé.

Que faisons-nous en tant qu'enseignants ? Nous essayons de résoudre certaines de ces questions par tous les moyens possibles, avec l'aide des organisations disponibles pour nous soutenir. Nous ne sommes pas silencieux sur ces questions.

Non seulement les enseignants manquent souvent de formation et de ressources pour apporter un soutien psychosocial approprié aux élèves, mais ils sont eux-mêmes souvent confrontés à leur propre traumatisme mental. Les enseignants motivés du camp local

sont souvent porteurs de leur propre histoire traumatisante, tandis que la plupart des enseignants nationaux qui viennent travailler au camp doivent faire face au stress d'être si loin de leurs foyers et de leurs familles pendant de longues périodes.

Lorsque j'ai compris pourquoi mes élèves étaient assis au bord de leur siège, je me suis portée volontaire pour participer à plusieurs sessions de formation en orientation et conseil au niveau du certificat. Avec l'aide de l'Association japonaise d'aide et de secours (AAR Japon), nous avons formé des pairs conseillers pour aider les enseignants conseillers. Des séances de conseil sont organisées à chaque pause déjeuner et des suivis sont effectués en fin d'après-midi. Nous avons invité une infirmière de la Croix-Rouge internationale à parler aux élèves des questions de santé, de sexualité et d'hygiène. Nous avons également demandé aux élèves de choisir un sujet et avons invité FilmAid à diffuser des courts métrages sur les sujets qui intéressent les élèves afin de rendre l'apprentissage plus agréable.

J'ai également créé un club d'apprentissage de la vie qui se réunit tous les mardis et jeudis pour donner aux jeunes, en particulier aux filles, les moyens de gagner leur vie pendant leur temps libre. Grâce à la formation que Vision Mondiale a dispensée aux enseignants sur la consolidation de la paix, un club de la paix a même été créé dans notre école.

Nous impliquons les parents dans la résolution de ces problèmes car je crois au dicton anglais selon lequel la charité commence chez soi. Nous informons les parents si nous constatons que l'enfant est troublé ou isolé afin qu'ils puissent eux aussi participer à la

résolution des problèmes. Nous orientons également les élèves vers les Services jésuites pour les réfugiés, une organisation qui offre un soutien psychosocial à tous les habitants du camp.

Ma dernière réflexion à ce sujet est qu'il existe des lacunes identifiées dans l'offre de soutien psychosocial. Les données constituent un énorme problème. Bien que j'aie vu de près comment la maladie mentale non traitée a terrorisé ma classe, il est très difficile de trouver des informations et des données sur la façon dont la maladie mentale affecte les jeunes réfugiés et les populations déplacées et à quel rythme. Une autre lacune est le manque d'organisations qui fournissent des services de santé mentale et de soutien psychosocial ; dans le camp de réfugiés de Kakuma, par exemple, nous n'en avons qu'une seule. De plus, les gouvernements n'emploient pas suffisamment (et dans certains cas, pas du tout) de professionnels de la santé mentale capables d'aider les éducateurs.

Pour soutenir les enseignants, il des formations complètes sur les questions psychosociales et sur la façon de traiter la santé mentale des enfants, ainsi que des formations sur la façon de fournir des conseils en personne ou par téléphone. En outre, il doit y avoir davantage d'activités extrascolaires qui aident les enfants à surmonter leurs traumatismes, en particulier dans les communautés qui accueillent des jeunes réfugiés et déplacés. Enfin, il faut mettre en place davantage de politiques, éclairées par les parties prenantes et les étudiants, afin de réduire les facteurs qui contribuent aux mauvais résultats en matière de santé mentale et d'inciter les enseignants à suivre ces programmes.

Construire des ponts avec des histoires

Anojitha Sivaskaran, Sri Lanka

Construire des ponts entre des communautés divisées dans un contexte d'après-guerre n'est pas un processus facile. Il exige beaucoup de temps et des efforts continus.

Ayant vécu directement la dernière phase de la guerre civile sri-lankaise, j'ai toujours eu soif de vivre une vie pacifique et de donner aux communautés les moyens de parvenir à une paix et une réconciliation durables. Dans mon pays, nous avons traversé une guerre civile brutale qui s'est étendue sur trois décennies et qui n'a pris fin qu'en 2009, et nous sommes toujours hantés par les impacts de la guerre. J'ai personnellement perdu toute éducation pendant plusieurs mois en raison des déplacements continus et de la vie dans un camp de réfugiés, causés par la guerre.

Après la guerre, j'ai étudié dans une université du sud du pays, bien que je sois originaire du nord du Sri Lanka et que j'appartienne à la minorité tamoule. Dès les premiers jours, j'ai senti une différence : Je ne parlais pas l'anglais aussi bien que beaucoup de mes camarades, je n'avais pas autant de résultats exceptionnels, et je manquais de connaissances et de nombreuses facilités dans la vie. Cela a eu de graves répercussions sur mes études.

Cependant, j'ai eu l'occasion de partager mes expériences vécues de la guerre avec la majorité de la population : les Cinghalais. Ils n'étaient pas très conscients de ce que ma communauté avait traversé, et l'un de mes amis cinghalais s'est mis à pleurer en m'écoutant. Ce moment a changé ma vie et m'a fait prendre conscience du pouvoir de la narration et de la façon dont je peux contribuer et m'engager à relier les communautés divisées en tant qu'individu.

Dolores Desconocidos

Je crois que la narration est un outil puissant pour cela ; elle aide à relier les esprits divisés et à transformer les préjugés profondément ancrés, la haine, la négativité, la méfiance et la peur inconnue des uns envers les autres en compréhension mutuelle et en empathie mutuelle. J'ai été témoin et j'ai expérimenté les bénéfices physiques et émotionnels de la narration dans ma vie. Elle a la capacité d'aider les gens à aller au-delà du regard qu'ils portent sur les autres avec leurs propres opinions, en les amenant à éprouver de l'empathie pour le conteur. Elle permet d'accroître le partage des connaissances et de soutenir les collaborations au-delà des différences.

En partageant mes expériences personnelles et mes histoires de guerre, je crois fermement que les gens comprendront et s'identifieront à ce que ma communauté a enduré pendant de nombreuses années. J'espère que cette com-

préhension mutuelle, cette empathie mutuelle et cette responsabilisation mutuelle créeront un pont de compréhension plus solide grâce auquel davantage de jeunes réfugiés et déplacés pourront se sentir acceptés, inclus, vus, et pris en charge dans leurs nouvelles communautés.

Les cinq histoires courtes suivantes, que j'appelle Douleurs inconnues, sont ma tentative de créer une guérison émotionnelle collective, et de promouvoir le dialogue, et la sensibilisation à la paix et à l'unité entre les communautés divisées.

*** Douleurs Inconnus ***

Anojitha Sivaskaran

Art moderne par : Inthushan Pararajasingham

Ô ENFANT, donne-moi de l'eau, s'il te plaît !

Je marchais à toute allure en essayant de courir derrière ma mère, portant les sacs que mes petites mains pouvaient soulever. Au-delà du bombardement lourd, une voix pleurante est parvenue à mes oreilles. Les voix suppliaient : « Ô enfant, donne-moi de l'eau, s'il te plaît, donne-moi de l'eau. »

Sous la caisse de la machine, au bord de la route, une jeune femme est allongée et gémit à l'agonie. Elle saignait par ses blessures abdominales, qui étaient enveloppées dans un tissu.

Je suis restée debout, terrorisée. Quelqu'un m'a pris les mains en disant : « Il semble que ce soit une blessure causée par un bombardement. Son estomac est blessé, elle ne doit pas boire d'eau. » et m'a éloigné. Je suis parti en la laissant.

Mais jusqu'à ce jour, cet incident continue de me troubler. Je me demande souvent ce qui est arrivé à cette dame.



Baril

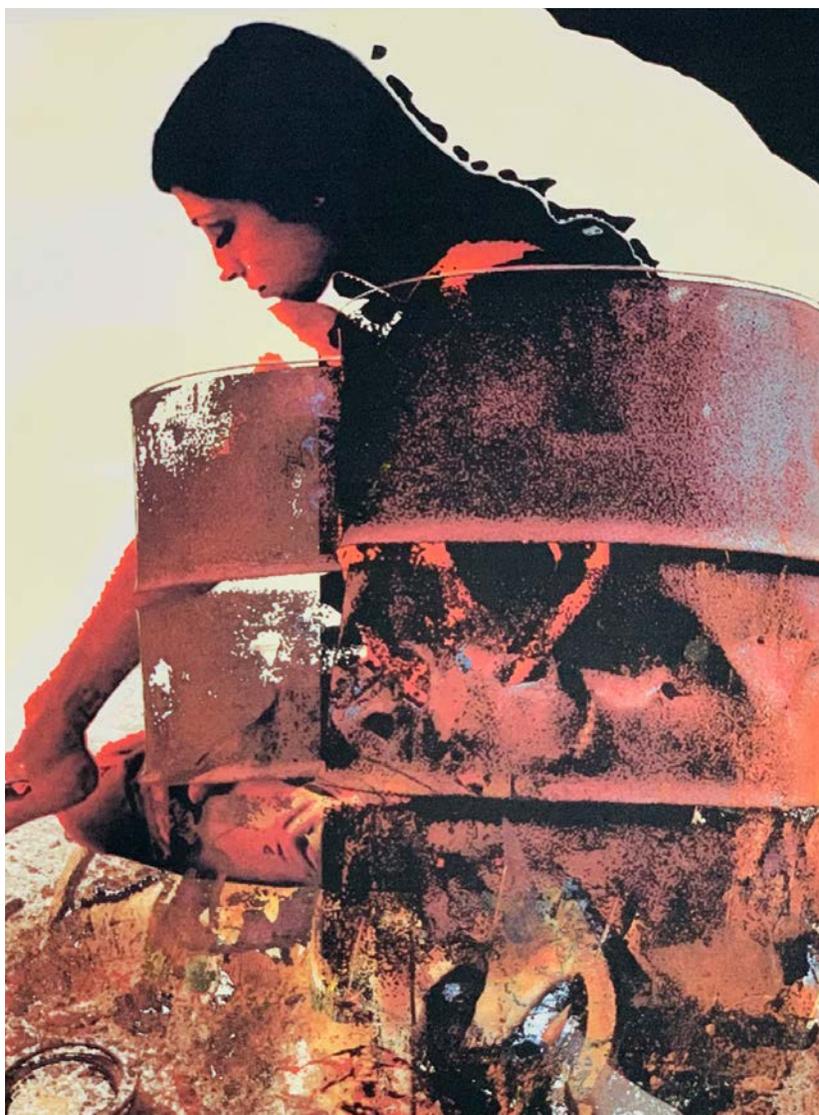
Temps de combat...

Il n'a pas été facile pour les habitants des deux grands quartiers de Killinochchi et de Mullaittivu de se disperser dans quatre villages. Les bombardements, la mort et la faim ont continué des deux côtés. Malgré ces horreurs, la nature ne manquait jamais d'appeler. Pour les hommes, ce n'était pas un problème : ils répondaient à l'appel sur le bord des routes. Mais pour les femmes, c'était l'une des plus grandes luttes quotidiennes.

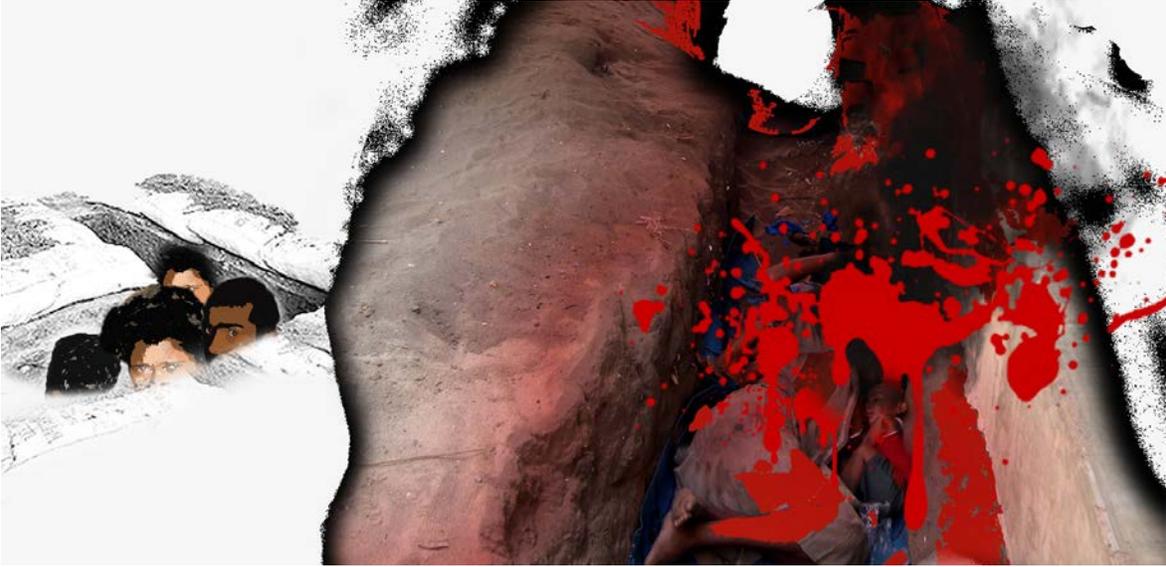
Une toilette éteinte un luxe pour une personne qui vit sous une bâche soutenue par de simples bâtons.

Pendant cette période difficile, les barils en plastique bleu coupés en deux ont sauvé notre dignité. Chaque jour, avant l'aube, nous devions aller à la plage pour nous soulager. Sinon, la journée entière était un enfer.

Aube et crépuscule passés sur la plage. Sur la plage, de nombreux barils poussent comme des étoiles dans le ciel nocturne. Ces barils ne connaissent que la douleur et le chagrin des gens qui y vivaient.



Une Histoire De Bunker



En passant Mullivaikal, les bombardements ont soudainement commencé. Quand les avions de guerre passaient, nous savions qu'ils allaient bombarder dans notre direction.

Maman s'est réfugiée dans un bunker voisin et nous a emmenés avec elle. C'était un petit bunker ouvert dans lequel beaucoup de gens ont commencé à se cacher. Dans cet espace exigu, un bébé était couché dans les mains d'une dame et il a commencé à pleurer. Deux de ses frères étaient avec elle et quelques autres personnes étaient là.

Soudain, maman s'est levée et nous a montré un autre bunker à seulement 15 ou 20 pas de là. Elle nous a dit d'y aller et nous nous y som-

mes rendus, mais quelques minutes plus tard, nous avons entendu une énorme explosion.

Je me suis bouché les oreilles en criant : Iyo Pillaiyarappa ! et je me suis baissé. Cette bombe est tombée dans le bunker où nous étions il y a quelques minutes. Ce que j'ai vu là-bas, c'est du sang et de la chair déchiquetée en morceaux.

Je ne pouvais voir personne. Qu'est-il arrivé à ce bébé, à la mère, à ses deux frères, à la grand-mère ou à l'homme au gros ventre ?

Venir Dans La File D'attente



La vie dans le camp d'aide sociale n'était pas très bonne. Les gens se languissaient de quelqu'un qui les ramènerait chez eux. Chaque jour, leurs yeux attristés errent au-delà des barbelés à la recherche de quelqu'un.

La vie est confinée dans une tente en bâche donnée par une organisation humanitaire. La lutte commence dès le matin. Ces ONG fournissent des paquets de repas ou Samaposha enveloppés dans des feuilles de polyéthylène. C'est possible si vous faites la queue pendant deux heures jusqu'à ce que vous obteniez un paquet. Je dois remettre le paquet à ma mère, et faire à nouveau la queue pour en obtenir un autre pour ma sœur. Je faisais la queue trois fois par jour pour ne pas avoir faim.

Il y a une queue même pour répondre à l'appel

de la nature. Moins d'une minute après être entré dans les toilettes, les personnes qui se tiennent à l'extérieur frappent à la porte. Il y a aussi une queue pour l'eau potable. Vous devez remplir vos pots et vos seaux le matin. Sinon, vous n'aurez pas d'eau pour toute la journée.

Parfois l'armée présente dans le camp, demande aux habitants de faire la queue pour les contrôles de sécurité.

Une fois par mois, un camion venait avec des produits de première nécessité. On nous donnait mille roupies, avec lesquelles nous pouvions acheter un paquet de lait en poudre, un peu de sucre, un pot. Même là, un homme debout sur le toit du camion s'écrie...

Venez en file!

Porridge Non Salé

« Où trouver du porridge aujourd'hui ? »

Cette question taraude l'esprit de beaucoup lorsque le jour se lève. Faire la queue tôt le matin, en attendant le porridge non salé, chaud et fumant, était en effet un luxe pour une personne déplacée à l'intérieur du pays. Le porridge était principalement aqueux et contenait quelques grains de riz.

« Les gens du chalet d'à côté ont échangé leur moto contre cinq noix de coco. » Il y a tellement d'histoires comme celle-ci.

« Si vous remplissez la bouteille jusqu'au goulot et que vous la faites bouillir, la bouteille en plastique ne fondra pas. »

Le porridge non salé, les sprats Mullivai-kal cuits au barbecue, la feuille de palmier tendre, le puttu¹ sans raclage de noix de coco, la boule de farine Vaipan²... tout cela a été inventé par notre peuple pour survivre et passer son temps avec la nourriture.



1 Puttu : est traditionnellement mangé pour le petit-déjeuner au Sri Lanka. C'est un plat cuit à la vapeur avec de la farine de riz et de la noix de coco grattée.

2Vaipan : La friandise rurale la moins chère à base de farine ordinaire et de banane entièrement mûrie. Le « vaipan » composé uniquement de farine est progressivement devenu le repas principal de nombreuses familles pendant la guerre.

Note : Au cours de la dernière guerre, les gens avaient traversé plusieurs déplacements et transporté des choses limitées tout en se déplaçant ailleurs. En raison de la pénurie alimentaire, ils ont fait le maximum d'efforts pour acheter des ingrédients en échangeant des articles coûteux dont ils disposent, trouver d'autres moyens de cuisiner, utiliser les ingrédients disponibles et attendre longtemps pour obtenir du lait en poudre et du sucre. L'histoire ci-dessus explique ce genre d'expérience.

Vacant:

Les défis de la santé mentale des réfugiés dans les camps

Hawa Abdiaziz Abdi



Légende : Hawa Abdi en 2020 pratiquant la photographie dans un parc à Istanbul, en Turquie, après son cours de photographie à l'université.

Hawa Abdi est une réfugiée somalienne de 24 ans, née et élevée dans un camp de réfugiés au Kenya, où ses parents se sont installés après avoir fui la guerre civile somalienne. Elle est passionnée par l'écriture, la santé mentale, l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes, la défense des réfugiés et le mentorat. Aujourd'hui, elle poursuit une licence en médias et journalisme à l'université Nişantaşı en Turquie. De temps en temps, elle se rend également dans des camps de réfugiés au Kenya, où elle organise des séances de mentorat pour les jeunes femmes et les filles.

Les problèmes de santé mentale sont sans aucun doute les adversités les plus graves qui affectent la santé et le bien-être général des réfugiés dans le camp. Un pourcentage important de réfugiés, en particulier les étudiants, sont confrontés à des défis insupportables et graves qui affectent négativement leur santé mentale et leur stabilité. Parmi les nombreux problèmes de santé mentale qui affectent les réfugiés, le syndrome de stress post-traumatique, ou SSPT, est généralement identifié comme l'un des problèmes de santé mentale les plus courants.

J'ai personnellement vécu avec une mère qui souffrait de SSPT après avoir donné naissance à onze enfants sans aucune aide financière et avec un mari absent. Je voyais souvent ma mère pleurer et se vider parce que personne n'était là pour l'aider ou même simplement pour lui parler. La communauté la négligeait parce qu'elle avait huit filles à la maison sans père présent. Ce trouble dont souffrait ma mère est attribué au fait que de nombreux réfugiés subissent des traumatismes dus à la guerre, à la violence et à différentes formes d'abus. Ces expériences déclenchent des problèmes de santé accompagnés de dépression, de stress et de crises de panique.

Mon expérience personnelle en tant que réfugié somalien ayant vécu dans le camp de réfugiés de Kakuma m'a permis de constater que les problèmes de santé mentale touchent la plupart des réfugiés, quels que soient leur âge, leur sexe ou leur nationalité. Malgré la

fréquence et l'étendue de ce problème, tout le monde évite d'en parler en raison de la honte qui accompagne le fait de partager ces problèmes. La santé mentale est stéréotypée comme le mauvais œil ou la magie noire par plusieurs communautés du camp. La sensibilisation est sans aucun doute l'une des stratégies les plus efficaces pour aider à surmonter les problèmes de santé mentale et de stabilité qui touchent les réfugiés. Il s'agirait d'éduquer les communautés de réfugiés sur les causes de ces conditions pour mettre fin à la honte et à la stigmatisation, ainsi que de leur apprendre à gérer efficacement des problèmes tels que le stress, l'anxiété et la dépression.

La santé mentale est l'un des domaines les plus négligés dans les contextes humanitaires et d'urgence comme celui de Kakuma. Pourtant, les écoles peuvent constituer un espace privilégié pour promouvoir la santé. Il est nécessaire d'introduire l'éducation à la santé mentale dans les activités extrascolaires du camp, tant dans les écoles primaires que secondaires. Cela devrait inclure la création d'espaces sûrs dans les écoles où les jeunes peuvent s'informer sur la santé mentale, lutter contre la stigmatisation et se soutenir mutuellement. L'engagement communautaire est également un élément clé de la promotion de la santé mentale dans les camps de réfugiés. Cela peut se faire par le biais d'ateliers et d'événements axés sur la santé mentale, auxquels devraient participer les anciens de la communauté et les chefs religieux.

Le fait de surmonter les problèmes de santé mentale aidera à faire face à divers défis, notamment les taux de suicide élevés qui sont signalés chaque année dans le camp. Après tout, nous savons que des problèmes tels que le stress et la dépression sont les principales causes de suicide dans la plupart des camps de réfugiés dans le monde.

Bien qu'ils soient conscients de ce problème urgent, la plupart des gens et des institutions, y compris les organisations gouvernementales et non gouvernementales, n'ont pas réussi à trouver de meilleures mesures et approches pour traiter les problèmes de santé mentale des réfugiés dans le camp. Offrir des opportunités d'emploi et une meilleure éducation, par exemple, aidera considérablement à résoudre les graves problèmes sous-jacents qui contribuent à l'instabilité de la santé mentale.

L'éducation est comme un moteur pour l'esprit - elle développe votre savoir-faire mental et vos façons de faire dans la vie. L'éducation est souvent liée au bien-être mental, car l'un de ses principaux aspects est la résolution de problèmes, ce qui implique de savoir comment relever les défis que la vie nous lance chaque jour. À mon avis, c'est le principal lien entre la santé mentale et l'éducation. Les écoles aident les enfants à développer une attitude de croissance, car c'est un espace où l'on peut voir l'espoir et les possibilités d'un avenir meilleur à partir des circonstances quotidiennes.

Davantage de gouvernements et d'organisations non gouvernementales devraient également fournir des ressources supplémentaires pour améliorer la santé sociale, économique et mentale des réfugiés. Les organisations non gouvernementales devraient créer davantage de lieux sûrs pour ces personnes, en particulier les femmes et les enfants du camp qui sont plus vulnérables. Les individus comme les organisations devraient unir leurs efforts et envisager de mettre en œuvre des stratégies meilleures et plus efficaces pour aider à surmonter les problèmes de santé mentale ayant un impact sur la vie et le bien-être des réfugiés.



Inclusion

Inclusion

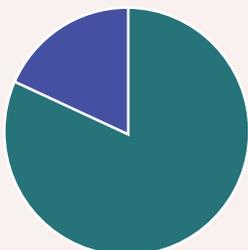
L'inclusion n'est pas binaire, elle existe sur une échelle. Trop souvent, le sujet de l'inclusion des apprenants réfugiés et déplacés fait référence à l'inclusion minimale : tous les enfants devraient avoir accès à l'école. Cette affirmation est particulièrement pertinente aujourd'hui, alors que nous assistons à la plus grande crise mondiale de l'éducation que le monde ait jamais connue, en raison de la COVID-19.

Selon le HCR, 84 % des adolescents dans le monde ont accès à l'enseignement secondaire, alors que seulement 24 % de leurs homologues réfugiés et déplacés ont la même possibilité.²⁰ En outre, le Fonds Malala estime que 20 millions d'adolescentes supplémentaires risquent de ne pas retourner à l'école même une fois la crise passée.²¹ Nous savons également que les jeunes non scolarisés sont plus vulnérables à la violence, à l'exploitation et aux abus, et qu'ils sont confrontés à des difficultés supplémentaires pour briser les cycles de la pauvreté et des traumatismes. Alors bien sûr, l'inclusion minimale est essentielle. Tous les enfants ont le droit à l'éducation et devraient avoir accès à l'école.

Cependant, nous ne voulons pas seulement une inclusion minimale. Nous voulons une inclusion significative. De nombreux jeunes réfugiés et déplacés font état d'expériences

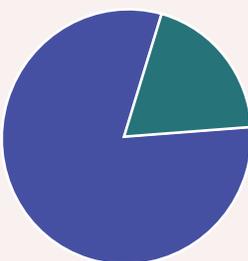
de discrimination, d'isolement et de non-appartenance dans leurs communautés et écoles d'accueil. Des facteurs tels que la capacité, l'ethnicité, la religion, la race, la langue, l'orientation sexuelle, l'expression de genre, peuvent conduire à une stigmatisation supplémentaire et à des réalités d'exclusion nuisibles. En tant que telle, notre définition de l'inclusion appelle également à des aménagements appropriés, à la déstigmatisation et à la pleine intégration des personnes indépendamment de leur différence.

Au-delà de l'inclusion physique dans les institutions éducatives, l'inclusion des apprenants réfugiés et déplacés devrait également s'étendre à l'inclusion de leurs perspectives dans les processus décisionnels. **Historiquement, les voix des personnes les plus touchées par les politiques et les programmes éducatifs mondiaux ont été chroniquement sous-représentées aux tables de décision, créant ainsi un fossé entre nos besoins et les solutions créées pour nous aider.** Les jeunes du monde entier qui ont vécu l'expérience du déplacement forcé sont parmi les experts les plus crédibles pour informer l'éducation mondiale des réfugiés.



84%

Selon le HCR, 84 % des adolescents dans le monde ont accès à l'enseignement secondaire, alors que seulement



24%

24 % de leurs homologues réfugiés et déplacés ont la même possibilité.²⁰

En outre, le Fonds Malala estime que

20 millions

d'adolescentes supplémentaires risquent de ne pas retourner à l'école même une fois la crise passée.²¹

“Les enfants et les jeunes réfugiés représentent près de la moitié de la population réfugiée. Leurs besoins éducatifs, qui ont un impact direct sur leur capacité à participer à la société, ne peuvent être ignorés et doivent être une priorité.”

Amelie Fabian

Inclusion

L'éducation doit être informée par et accessible aux jeunes réfugiés et déplacés de toutes origines.

Nous croyons que :

- Les jeunes réfugiés et déplacés doivent être inclus à tous les niveaux de la prise de décision mondiale liée à l'éducation.
- Les jeunes réfugiés et déplacés doivent avoir accès à une éducation de qualité, indépendamment de leurs capacités, de leur statut juridique, de leur sexe, de leurs besoins psychosociaux, de leur statut marital, de leur orientation sexuelle, de leur rôle de gardien ou de tout autre facteur discriminatoire. Il s'agit notamment d'intégrer les jeunes ayant des besoins différents dans les écoles et de veiller à ce qu'ils disposent des aménagements appropriés nécessaires pour participer pleinement.
- Tous les obstacles juridiques qui empêchent les jeunes réfugiés et déplacés d'accéder à l'éducation doivent être supprimés. Il s'agit notamment de s'assurer que les qualifications sont transférables et peuvent être transférées avec les enfants et les jeunes qui déménagent.
- Les initiatives d'inclusion communautaire sont essentielles pour aider à intégrer les réfugiés et les personnes déplacées dans la société et à surmonter la stigmatisation.
- Des programmes scolaires inclusifs qui enseignent l'égalité des sexes, l'inclusion, la paix, et qui tiennent compte des besoins des jeunes réfugiés et déplacés, notamment les plus marginalisés, sont essentiels pour renforcer la qualité de l'éducation pour tous les apprenants.
- Les éducateurs réfugiés devraient pouvoir faire reconnaître leurs qualifications pédagogiques pour leur permettre d'enseigner aux apprenants dans le pays d'accueil.
- La communauté internationale doit élaborer des lois ou des instruments juridiques pour garantir le droit à l'intégration scolaire dans tous les pays d'accueil.
- Si la mise en place d'horaires par roulement est parfois nécessaire, tous les quarts doivent être de qualité égale en matière d'enseignement, de personnel, de matériel, etc. et inclure un mélange d'élèves réfugiés et d'élèves hôtes. Cela peut inclure un ressourcement supplémentaire des écoles disposées à accueillir des étudiants réfugiés au même titre que les nationaux, afin d'inciter les enseignants et de réduire la discrimination financière.

L'inclusion contre vents et marées : Déclarations des membres du Conseil se trouvant dans des situations difficiles.

Moriom y Rashel

Moriom et Rashel sont deux jeunes qui vivent dans les plus grands camps de réfugiés du monde, à Cox's Bazaar, au Bangladesh. En 2021, ils ont été sélectionnés pour rejoindre le Conseil canadien de l'éducation des réfugiés. Cependant, le couple a dû faire face à d'importants obstacles de connectivité et technologiques pour participer. C'est pourquoi des aménagements ont été prévus dès le départ pour faciliter leur engagement significatif au sein du Conseil. Il a notamment été décidé que chaque réunion du Conseil de l'éducation des réfugiés serait enregistrée et partagée avec le personnel local de l'UNICEF et de Vision Mondiale au Bangladesh. Le personnel apporterait ensuite les enregistrements à Moriom et Rashel et, à leur tour, enregistrerait leurs réponses, leurs questions et leur discours. Le personnel aidera également Moriom et Rashel à examiner les documents, à réaliser les activités et à créer du contenu pour la campagne Ensemble pour l'apprentissage dans un format hors ligne.

Malheureusement, lorsque la COVID-19 a frappé le camp de réfugiés bondé, des mesures strictes et prolongées ont été mises en place pour réduire la propagation du virus. En conséquence, l'entrée et la sortie du camp ont été limitées et le personnel local soutenant la participation de Moriom et Rashel n'a plus pu y accéder, ce qui a perturbé la capacité de ces membres à contribuer au Conseil de l'éducation des réfugiés. L'incapacité de Moriom et Rashel à participer et à contribuer au Conseil cette année, malgré leurs connaissances, leurs compétences et leur volonté, témoigne du potentiel perdu lorsque les jeunes sont exclus de la participation.

Heureusement, nous avons pu obtenir une contribution de Moriom et Rashel. Le texte ci-dessous a été partagé en rohingya, la première langue des membres, puis traduit en anglais.

Rashel

Je m'appelle Rashel. J'ai 15 ans. Je suis originaire de Buthidaung, dans le nord de l'État d'Arakan, au Myanmar. Je suis un étudiant de niveau 4 dans un centre d'apprentissage du camp de réfugiés de Cox' Bazaar. Ma famille compte six membres en tout. Nous sommes quatre frères et sœurs au total dans ma famille. Je suis le fils aîné et j'ai trois petites sœurs.

Quand j'étais dans mon pays, le Myanmar, j'étudiais en deuxième classe à l'école primaire de notre village. Je viens d'une famille de classe moyenne. Quand nous étions au Myanmar, mon père était agriculteur et ma mère était femme au foyer. Pendant les vacances, j'allais à la ferme avec mon père pour l'aider dans ses activités agricoles. Tous les membres de ma famille appréciaient le curry de poisson dans leurs repas. C'était une période merveilleuse de ma vie !

Le 25 août 2017, une campagne de brutalité a été menée par l'armée du Myanmar pour déplacer de force la minorité rohingya hors de notre pays, faisant près d'un million de victimes parmi notre peuple. Nous avons peur et ne savions pas ce qui nous attendait, mais nous avons tout de même commencé un voyage pour sauver nos vies. Il nous a fallu plusieurs jours pour arriver au Bangladesh.

Selon un dicton de nos ancêtres, l'éducation est l'épine dorsale d'une nation. Avec une éducation, nous sommes mieux à même de prendre la bonne décision dans des situations critiques. C'est pourquoi l'éducation des réfugiés me passionne. J'ai rejoint le Conseil de l'éducation des réfugiés parce que je voulais rendre compte au Conseil des enfants de notre communauté persécutée qui sont privés d'une éducation appropriée. Je voulais également partager le message

du Conseil avec les enfants de ma communauté afin qu'ils puissent eux aussi réaliser l'importance de l'éducation.

J'ai perdu deux précieuses années de ma formation en m'abritant dans le camp. C'est l'une de mes plus grandes pertes. Lorsque nous vivions encore dans notre pays, au Myanmar, nous n'étions pas en mesure d'acquérir une éducation de qualité. Nous étions incapables de comprendre la langue de la plupart de nos professeurs d'école, car ils étaient issus de la communauté bouddhiste. De plus, je n'ai pas pu passer l'examen final de mon année scolaire à cause des événements cruels qui ont eu lieu le 25 août 2017.

C'est le plus grand défi que j'ai eu à relever. Pendant longtemps, je n'ai pas pu oublier le spectacle de nos maisons qui brûlaient, de nos pères et de nos frères abattus, de nos mères et de nos sœurs violées, et des bébés jetés dans les flammes par les militaires brutaux du Myanmar. Après être arrivé au Bangladesh et avoir étudié à l'école pendant environ 4 ans maintenant, je ne peux pas oublier la vision tragique de cette opération inhumaine.

Des milliards de personnes vivent dans le monde. Tous sont des êtres humains. Je voudrais envoyer un message au monde entier : tout le monde doit être traité comme un être humain et les enfants doivent être traités comme des enfants. Tout le monde doit bénéficier des mêmes droits, y compris et surtout l'accès à l'éducation pour les enfants. Plus important encore, les gouvernements d'accueil ne devraient jamais faire de discrimination à l'encontre des enfants ou les priver d'éducation en raison de leur religion ou de leur race.

Moriom

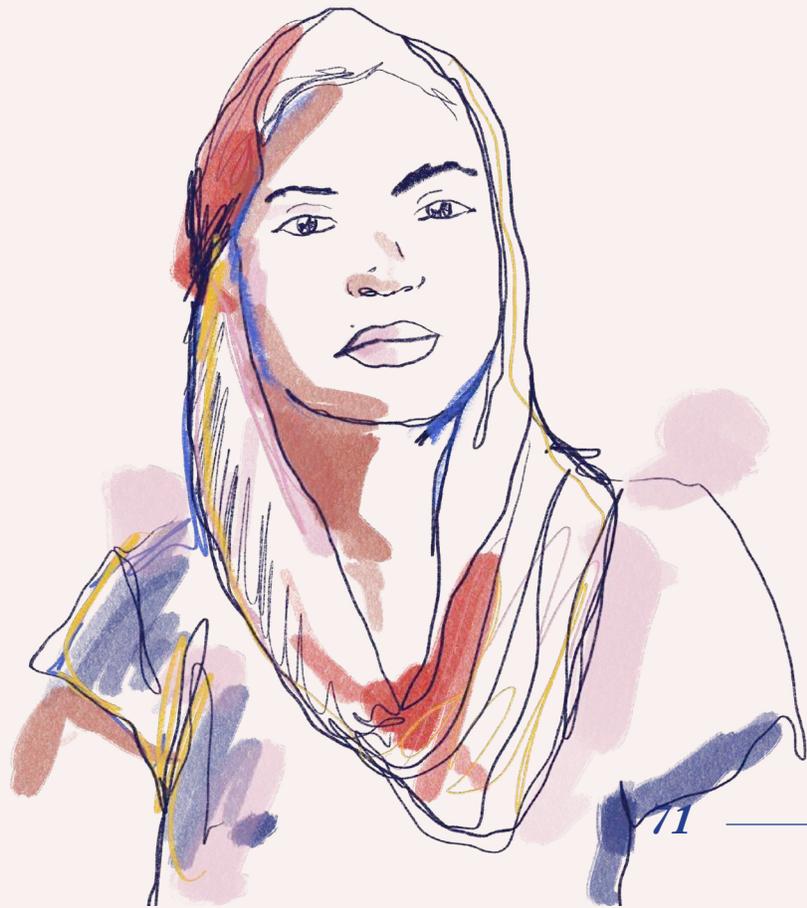
Je m'appelle Moriom et je viens du camp de réfugiés de Cox's Bazaar, dans la communauté rohingya du Bangladesh. Je suis âgée de 17 ans. Je vis avec mes parents et mes quatre sœurs. Je suis née au Myanmar mais je vis maintenant au Bangladesh. Quand j'étais dans mon pays, il n'y avait pas beaucoup d'opportunités pour les filles d'étudier. C'est pourquoi les filles étaient toujours loin derrière les garçons. Mon rêve est de recevoir une éducation - pas seulement moi, mais tous les enfants des communautés rohingyas. Je rêve qu'il n'y ait plus de discrimination fondée sur la couleur, la race, la religion, la langue et le sexe, et qu'au contraire, nous soyons tous éduqués et protégés. Je rêve aussi de devenir enseignante à l'avenir. J'ai rejoint le Conseil de l'éducation des réfugiés afin d'apprendre des autres qui vivent à l'autre bout du monde, pour apprendre comment ils ont surmonté les obstacles dans leur vie, et pour pouvoir partager mon histoire aussi.

Lorsque ma famille et moi sommes arrivés au Bangladesh depuis le Myanmar, nous ne savions pas quelle incertitude nous attendait, mais après quelques jours, nous avons réalisé que nous étions en sécurité ici. Petit à petit, nous avons eu accès à l'éducation et à tous les besoins fondamentaux. Ici au Bangladesh, nous avons la possibilité d'aller à l'école où nous avons appris tant de choses que nous n'avions pas au Myanmar.

Mais il ne nous suffit pas d'avoir une école. Au-delà, nous aimerions avoir une éducation formelle qui soit inclusive pour tous les enfants. Nous sommes confrontés à un grand défi dans nos communautés pour l'éducation des filles.

Les dirigeants de nos familles et de nos communautés nous découragent d'aller à l'école, mais nos enseignants continuent de communiquer avec nos parents et les dirigeants de nos communautés et de les sensibiliser à l'importance de l'éducation des filles. Grâce à cela, ils nous permettent désormais d'étudier.

Nous avons besoin d'une éducation inclusive car beaucoup d'entre nous ne peuvent pas aller à l'école. J'espère qu'un jour je pourrai recevoir une éducation, retourner dans mon pays d'origine et vivre une vie pleine de dignité et de joie.



Tout et n'importe quoi :

Reconnaître le potentiel des jeunes handicapés

Suleman Arshad

J'ai commencé à perdre la vue à cause d'un glaucome. Bien que la perte ait été progressive, le fait de ne plus voir a été un grand choc pour moi, et il m'a fallu beaucoup de temps pour me faire à l'idée que mon monde s'enfonçait dans l'obscurité. Ma vue se détériorait rapidement et, à 17 ans, j'en avais perdu 70 %.

J'ai beaucoup lutté pendant mes années scolaires, car j'ai dû passer dans un système d'éducation spécialisée. Il n'a pas été facile de laisser derrière moi une certaine partie de moi-même. Perdre la vue et ne pas pouvoir étudier ou apprendre d'une manière normale m'a brisé le cœur, c'est pourquoi j'ai souvent choisi de m'isoler. J'étais en colère contre tout et une question me hantait : **pourquoi moi ?**

Après mon handicap, toute mon expérience de l'éducation est devenue difficile. Les enseignants du système d'éducation publique d'Islamabad, au Pakistan, ne savaient pas comment répondre à mes besoins et ne savaient pas comment m'inclure en classe. Une fois, j'ai demandé à m'asseoir à l'avant de la classe parce que je ne parvenais pas à distinguer clairement les images sur le tableau noir lorsque j'étais assise au fond de la classe. Le professeur m'a accusé d'être un menteur. Il a affirmé que je voyais tout et que

je ne mentais que pour attirer la sympathie. Cela m'a beaucoup blessé et, après cela, j'ai préféré rester seul. Il m'a fallu des années pour sortir de ma coquille et m'accepter.

Comme le système d'enseignement général ne pouvait pas m'aider à apprendre, j'ai dû passer à l'enseignement spécial, qui a été extrêmement accommodant. Les enseignants ont été très serviables et compréhensifs.

Il ne devrait pas y avoir une si grande différence entre les deux systèmes éducatifs. Un enfant handicapé ne devrait pas avoir à quitter tout ce qu'il connaît et à s'adapter à un système nouveau et différent simplement à cause de son handicap.

Le manque de formation des enseignants et le manque d'expertise en matière d'inclusion ont rendu mon expérience assez difficile. C'est à cette époque que j'ai décidé que je ne laisserais pas d'autres personnes comme moi traverser les mêmes difficultés. Les enseignants devraient recevoir une formation afin de pouvoir rendre les salles de classe plus inclusives. Un enfant handicapé, quel qu'il soit, est souvent plus vulnérable et a besoin de compréhension et de soutien pour grandir et s'épanouir. Pour rendre les salles de classe, le matériel d'apprentissage et le système éducatif plus accessibles et les enseignants plus sensibilisés, de meilleures



politiques doivent être mises en œuvre. Plus important encore, ces politiques inclusives doivent bénéficier de la contribution des parties prenantes directement concernées - à savoir les personnes handicapées - car rien ne devrait être décidé à leur sujet sans les inclure.

C'est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de réfugiés handicapés. Ces dernières années, des millions de réfugiés sont venus au Pakistan pour trouver la sécurité en raison du conflit régulier dans l'Afghanistan voisin. Aujourd'hui, il y a environ 1,4 million de réfugiés recensés qui se trouvent toujours au Pakistan et d'innombrables autres qui ne sont pas enregistrés. En outre, des situa-

tions d'urgence complexes dans le pays ont également entraîné une augmentation du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Les réfugiés mènent une vie très difficile, car ils ont quitté leur pays pour diverses raisons, et ils tentent de s'installer dans un pays étranger pour y faire valoir leurs droits fondamentaux. Les jeunes réfugiés sont déjà une communauté marginalisée, et beaucoup d'entre eux ont également un handicap, ce qui rend les obstacles à l'inclusion encore plus élevés. En tant que personne handicapée et ayant vécu ces luttes à un niveau personnel, je travaille pour m'assurer que le déplacement et le handicap n'affectent pas les opportunités éducatives et l'expérience d'apprentissage des jeunes.

Aujourd'hui, à 28 ans, j'ai obtenu ma licence en sciences de la gestion à l'université de Pendjab et je suis devenue une jeune militante. J'ai rejoint le Conseil de l'éducation des réfugiés parce que je crois que nous pouvons avoir un impact positif lorsque nous prenons en compte et célébrons les différentes expériences des gens.

Mon message aux personnes valides du monde entier est que **les personnes handicapées peuvent faire tout et n'importe quoi**. Au lieu de nous prendre en pitié ou de compatir, vous devriez faire le nécessaire pour supprimer les obstacles afin que nous puissions être pleinement intégrés. Nous sommes tout à fait capables. Et pour toute personne handicapée qui lit ceci, vous n'êtes pas seuls. Les moments difficiles passeront et tout cela en vaudra la peine. Croyez en vous, car ce n'est pas vous le problème, mais le monde qui vous exclut.



Ne pas attendre de l'aide : les jeunes réfugiés et déplacés conçoivent des solutions

Nhial Deng

Enfant, j'ai eu une belle enfance. J'allais à l'école le matin, je jouais dans la rivière voisine avec les enfants de mon quartier l'après-midi, et je m'asseyais sur mes chaussures le soir pendant que mon père racontait des histoires de son enfance dans un petit village au bord du Nil, au Sud-Soudan. Mon père possédait une petite radio Panasonic et la plupart des soirs, les hommes du quartier le rejoignaient pour écouter une radio locale du Sud-Soudan. Je les écoutais attentivement alors qu'ils analysaient les nouvelles et se posaient mutuellement des questions. Quand la guerre va-t-elle se terminer ? Quand pourrons-nous rentrer chez nous ?

Dans certains cas, mon père écoutait la BBC et j'étais toujours émerveillé par le diffuseur de nouvelles. D'une certaine manière, la radio de mon père m'a fait découvrir le monde extérieur et a éveillé ma passion pour la narration. Je rêvais de devenir journaliste. Mon père savait ce que mes rêves signifiaient pour moi, et il travaillait plusieurs fois à la fois pour s'assurer que je puisse aller dans une bonne école, tout en mettant de la nourriture sur la table. Mon père m'a dit que je devais maîtris-

er la langue anglaise pour être journaliste à la BBC et j'ai promis que je ne le laisserais pas tomber. J'ai travaillé dur à l'école pour améliorer mon anglais.

Un matin de 2010, la vie que je connaissais a disparu en l'espace de quelques minutes. Mon père m'a réveillé et m'a dit de mettre quelques vêtements et une bouteille d'eau dans un petit sac en papier. J'ai entendu des coups de feu et quelqu'un qui criait dehors. Une milice attaquait notre village.

Ma famille a été touchée par la guerre et les conflits sur plusieurs générations. Je suis née à Itang, une petite ville de la région de Gambella, en Éthiopie, où mon père s'était installé après avoir fui la première guerre civile soudanaise, il y a plus de cinq décennies. Et maintenant, j'étais moi aussi obligée de fuir.

Quand mon père m'a vu trembler, il m'a pris dans ses bras et m'a dit que je devais aller au Kenya où je pourrais encore aller à l'école. La promesse de l'école, dont mon père savait qu'elle était l'une des choses les plus importantes dans ma vie, m'a suffisamment calmé pour continuer à faire mes bagages.

Je suis arrivé au camp de réfugiés de Kakuma au Kenya deux semaines plus tard, dévasté, frustré et perdu.

Ma vie a pris un tournant lorsque j'ai repris mes études. C'est là que j'ai pu trouver le réconfort, la guérison et l'espoir. En 2017, pendant ma troisième année de lycée, j'ai créé les Ambassadeurs de la paix des jeunes réfugiés pour offrir un espace aux jeunes du camp afin qu'ils puissent guérir, partager des histoires, acquérir des compétences importantes pour la vie et jouer ensemble. Lorsque j'ai obtenu mon diplôme de fin d'études secondaires un an plus tard, j'ai commencé à m'impliquer activement dans des projets communautaires visant à aider les jeunes à se construire un meilleur avenir par l'éducation, le mentorat et l'entrepreneuriat social. J'ai également commencé à plaider pour davantage d'opportunités éducatives pour les jeunes déplacés comme moi, dont l'éducation est comme une seconde forme de citoyenneté. Elle nous permet de nous épanouir et de nous assurer un avenir plus prometteur et plus brillant. J'ai rejoint le Conseil de l'éducation des réfugiés parce que je crois fermement que les jeunes réfugiés devraient être impliqués dans des discussions visant à trouver des solutions aux problèmes qui les concernent.

Je suis fier de l'impact que j'ai pu avoir, mais je suis encore plus fier lorsque je regarde autour de moi la totalité de l'impact que les réfugiés et les personnes déplacées ont individuellement et collectivement. Au cours des 12 dernières années, depuis que je me suis installée dans le camp de réfugiés de Kakuma, j'ai eu l'immense plaisir de connaître, d'apprendre et de collaborer avec d'impressionnants acteurs du changement qui mettent en

œuvre des solutions pour transformer leurs communautés.

Car Après tout, il ne peut y avoir de solution efficace sans la participation des communautés touchées.

Abdullahi Mire, dans le camp de réfugiés de Dadaab au Kenya, et John Jal Dak, dans le camp de réfugiés de Rhino en Ouganda, sont de bons exemples de deux jeunes leaders inspirants que j'ai rencontrés au cours de mon voyage. Leurs histoires et leur travail, comme le mien, mettent en lumière les nombreuses façons dont les jeunes déplacés sont à l'origine de changements positifs réels dans leurs nouvelles communautés et confirment l'idée que les jeunes réfugiés sont les experts de leurs propres expériences et défis.

La famille d'Abdullahi Mire a fui vers le camp de réfugiés de Dadaab alors qu'il n'avait que trois ans. Il a été scolarisé à Dadaab et a passé toute sa vie dans le camp.

Aujourd'hui, Abdullahi dirige le Centre d'éducation des jeunes réfugiés à Dadaab. L'organisation a créé l'initiative Dadaab Book Drive, une bibliothèque de plus de 60 000 livres pour aider les réfugiés à rester informés et à continuer à apprendre pendant la pandémie, à un moment où les écoles étaient fermées et les activités de subsistance suspendues. Pendant la fermeture des écoles, l'organisation a également organisé une émission de radio locale pour permettre aux réfugiés et aux enfants des communautés d'accueil de continuer à apprendre et de lutter contre une vague de désinformation sur le virus.

En 2020, le Centre a été sélectionné comme l'un des lauréats du prix de l'innovation du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés pour l'est et la corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs.

John Jal Dak a fui en Ouganda en 2013 après le déclenchement de la guerre civile actuelle au Soudan du Sud. Trois ans plus tard, en utilisant son expertise et en s'inspirant de ses expériences vécues au Soudan du Sud, il a fondé l'Équipe de défense sociale des jeunes (YSAT), une organisation non gouvernementale dirigée par des jeunes réfugiés qui œuvre à la promotion de la coexistence pacifique entre les communautés de réfugiés dans le camp de Rhino en Ouganda et à l'amélioration de leur autonomie. Elle donne des moyens d'action à la communauté locale par le biais du développement des compétences, de la transformation des conflits, de l'alphabétisation des adultes et du développement social. À ce jour, ils ont formé plus de 10 000 jeunes dans le camp de réfugiés de Rhino et John s'est récemment rendu au Sud-Soudan pour ouvrir la première succursale de YSAT dans le pays.

Dans leur contexte unique, John et Abdullahi ont souligné les possibilités limitées de financement et de partenariat pour les organisations dirigées par des réfugiés, le renforcement des capacités et les obstacles à l'enregistrement légal.

Malgré les limitations majeures que Jal, Abdullahi et moi-même avons rencontrées, les organisations que nous avons fondées et les programmes que nous avons créés témoignent de l'immense richesse des expériences et de l'expertise des jeunes déplacés pour trouver des solutions aux défis auxquels nous

sommes confrontés. Nous n'avons pas attendu de l'aide. Je crois que nos histoires et notre travail devraient tirer la sonnette d'alarme : les jeunes déplacés devraient avoir l'espace et les possibilités de jouer un rôle moteur dans leurs communautés et au-delà. Un appel que tous les gouvernements, les agences des Nations Unies, les organisations internationales et les autres parties prenantes devraient entendre !

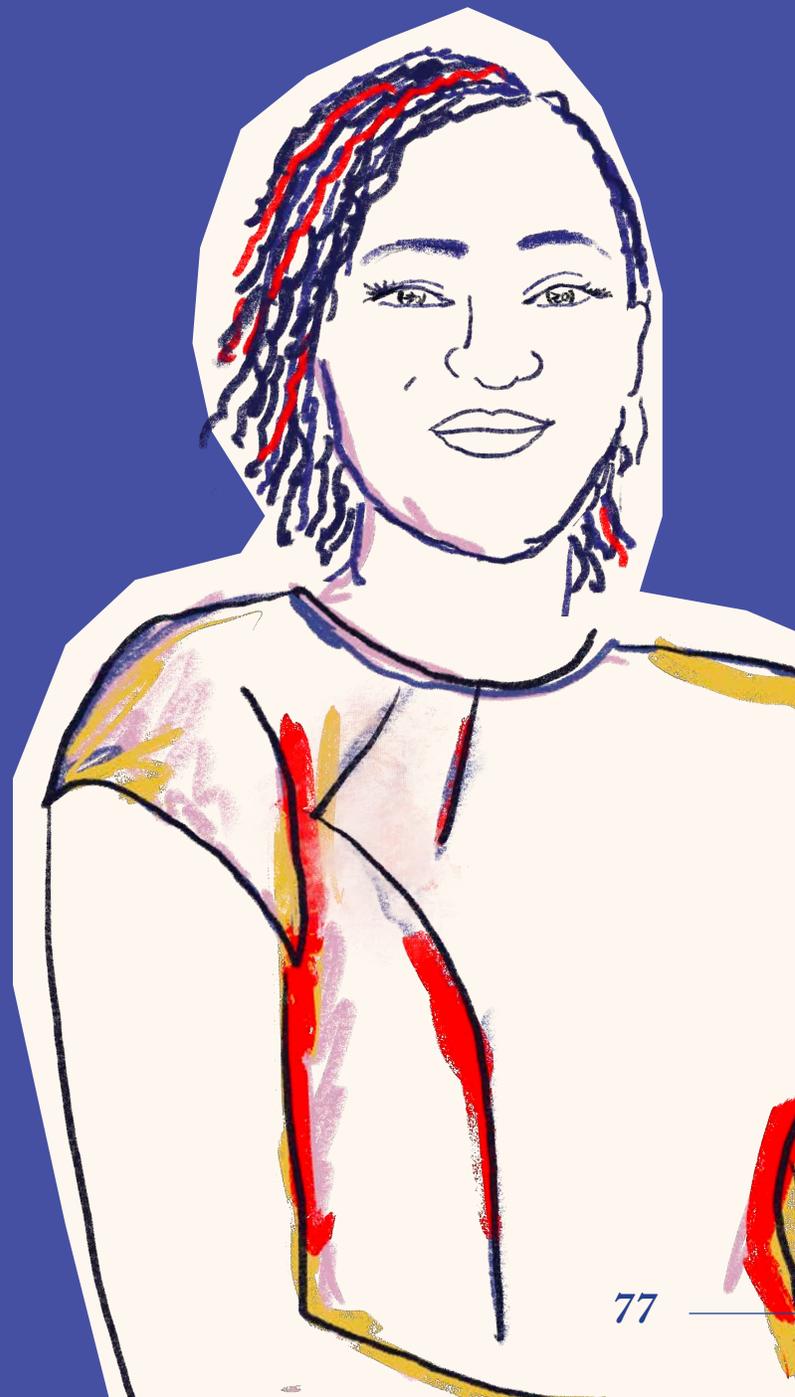
De l'inspiration et de l'idéation à la mise en œuvre et à l'évaluation, nous sommes la preuve que les réfugiés et les personnes déplacées peuvent et doivent être inclus à chaque étape du processus pour créer le changement.



Les gens d'abord

Foni Joyce

La première personne qui m'a appris l'importance de faire passer les gens en premier est mon père. En tant que journaliste, il défendait la vérité et soulignait toujours les injustices au sein de la communauté. Il travaillait pour la communauté. Quel que soit le danger que représentait son travail de journaliste pendant un conflit en cours, il défendait la justice. Cela lui a coûté la vie, mais il en a tiré une leçon sur l'importance de valoriser les autres et de se reconnaître dans les autres. Cela signifie se battre pour quelque chose, défendre les autres et soutenir ceux qui ne sont pas capables de se tenir debout. Le travail de mon père pour la communauté a mis en évidence l'importance de défendre les autres, quelles que soient les difficultés que l'on rencontre personnellement. Son travail m'a influencé pour m'occuper des autres dans ma communauté et à faire passer les gens en premier.



« Les gens d'abord ». Qu'est-ce que cela signifie réellement ? Pour moi, cela signifie soutenir ma communauté, apprécier notre diversité culturelle unique, faire preuve de créativité pour trouver des solutions et travailler avec d'autres pour ouvrir la voie aux solutions dont nous avons besoin. Cela signifie être capable de faire un effort supplémentaire pour s'assurer que d'autres personnes puissent dormir en paix, vivre de manière humaine et digne, et avoir accès aux besoins fondamentaux tels que la nourriture, le logement, les documents et l'éducation.

"Dans notre communauté, j'ai vu de nombreux autres jeunes leaders réfugiés faire passer les gens en premier. Ils ont choisi de s'engager pour aider là où ils le peuvent. J'espère pouvoir partager leurs histoires avec vous"

Foni Joyce

Si je réfléchis à la façon dont mon parcours a commencé dans la défense et l'amplification des voix des réfugiés, je vois comment le travail de mon père a influencé mon travail d'aujourd'hui. Ma mère travaillait aussi dans la communauté, formant des femmes et partageant ses compétences en matière d'artisanat. Mes deux parents ont démontré l'importance de travailler d'abord au sein de la communauté dans laquelle on vit. J'ai repris le flambeau et mon premier rôle de leader a été celui de leader étudiant pour l'organisation étudiante DAFI Kenya. Mon rôle consistait à diriger l'équipe et à soutenir différents projets d'orientation professionnelle pour les étudiants de Nairobi, Kakuma et Dadaab.

Dans notre communauté, j'ai vu de nombreux autres jeunes leaders réfugiés faire passer les gens en premier. Ils ont choisi de s'engager pour aider là où ils le peuvent. J'espère pouvoir partager leurs histoires avec vous. Adhieu, Grace et Faridah ont fait passer leur communauté en premier en utilisant leurs propres expériences et leur expertise pour trouver des solutions. Elles le font parce qu'elles font partie de ces communautés. Elles ont connu les mêmes besoins et défis que les membres de la communauté, et ont fait preuve de flexibilité et de résilience pour développer des solutions pour leurs communautés.

Adhieu Achuil Dhieu:

Soutenir l'accès des femmes et des filles à l'éducation

Adhieu Achuil Dhieu est l'un des grands jeunes leaders de ma communauté qui fait passer les autres en premier. Les femmes et les filles de notre communauté rencontrent des difficultés pour accéder à l'éducation, faisant faces aux mariages précoces et aux grossesses adolescentes, et aux prises avec des besoins de santé mentale. En réaction, Adhieu est devenue une militante passionnée de l'éducation des filles et a soutenu des femmes et des filles à Nairobi, Kakuma et Dadaab. Elle a participé à des actions de plaidoyer sur l'éducation des filles, les mariages précoces, la violence

sexiste, la santé sexuelle et reproductive, et le soutien psychologique. Elle a encadré des mères adolescentes et leur a enseigné des compétences en matière d'entrepreneuriat, tout en les encourageant à retourner à l'école malgré les circonstances.

Elle est la fondatrice et la PDG de Monicadow Enterprise, une startup qui s'occupe de la fabrication de produits à base d'huile pour cheveux, de shampoing, de savons en barre, de nettoyeurs pour les mains, de savons liquides et de détergents. Pendant la pandémie de la COVID-19, elle a produit plus de 3 000 masques et savons pour soutenir sa communauté.

« Grâce à ce soutien, les filles et les garçons ont pu poursuivre leurs études et ne pouvaient pas manquer les cours en raison de l'absence de masques, et les autres membres de la communauté n'ont pas été harcelés en raison de l'absence de masques, a dit Adhieu. Les masques ont permis à ma communauté (réfugiés et communauté d'accueil) d'avoir accès à des équipements de protection pendant cette période difficile ».

Adhieu a continué à souligner l'importance de soutenir l'accès des femmes et des filles à l'éducation, leur droit de gagner leur vie, ainsi que la nécessité d'un soutien psychosocial entre pairs. Elle-même est actuellement étudiante en troisième année de licence en commerce (option marketing) à l'université d'agriculture et de technologie Jomo Kenyatta (JKUAT), grâce à une bourse Windle Trust/Dafi. Adhieu a montré comment donner aux femmes et aux jeunes filles l'accès à l'éducation grâce au soutien pratique qu'elle apporte.



Grace Gasiga:

encourager les jeunes à étudier au milieu de la COVID-19

En Ouganda, Grace Gasiga, une jeune réfugiée, a choisi de créer une organisation appelée Jeunes et femmes engagés pour le développement (YWED).

Grace déclare : « En tant que jeune réfugiée vivant dans le camp de Kyaka II en Ouganda, j'ai vu comment les jeunes se battaient pour accéder aux possibilités d'éducation limitées et pour subvenir à leurs propres besoins. J'aspire à aider les autres membres de ma communauté, à savoir les jeunes réfugiés, les personnes ayant des besoins spécifiques et les enfants. Nous devons nous entraider car nous ne pouvons pas progresser seuls ».

Avec d'autres jeunes, ils se sont réunis pour aider et défendre les réfugiés, en particulier les personnes ayant des besoins particuliers, et pour faire en sorte que les jeunes réfugiés puissent être autonomes.

La JEM a mené des activités d'élevage de volailles et de lutte contre l'analphabétisme des enfants. Ils ont animé des sessions avec les enfants pour les encourager à retourner à l'école après la première fermeture de l'école pendant la pandémie de COVID-19. Grâce à son travail au niveau communautaire, YWED a encouragé les enfants et les a motivés à retourner à l'école, créant ainsi l'opportunité de futurs moyens de subsistance pour les jeunes.

« Il est important de veiller à ce que les femmes et les jeunes aient les moyens d'être



autonomes. Pour réduire l'oisiveté des jeunes, il est important de s'assurer qu'ils ont accès à l'éducation - formelle ou informelle - ainsi qu'à d'autres activités qui favorisent leur bien-être, a déclaré Grace. Alors que nous attendons la réouverture des écoles, il est important d'apporter également un soutien financier. Les écoles ont besoin de meubles, de livres et de bien d'autres choses pour que l'expérience des élèves soit saine ».

Le travail accompli par Grace et son groupe me rappelle mes propres expériences avec DAFI Kenya, une association d'étudiants réfugiés dont je suis un ancien élève. DAFI Kenya a décidé de faire don de l'argent provenant de leurs allocations de bourse DAFI - c'est-à-dire l'allocation qu'ils reçoivent de la bourse DAFI - et de le rassembler pour soutenir les étudiants qui n'avaient pas les moyens de terminer leurs études secondaires par un diplôme.

Faridah Luanda:

Développer le potentiel et créer des moyens de subsistance

Faridah Luanda, qui est désormais basée en Suède, a fondé le groupe Davison Jeunesse et Femmes, une organisation dirigée par des jeunes réfugiés.

« J'ai été motivée à créer ce groupe par ma propre expérience en tant que survivante de mariage d'enfants, de VSBG et de mère adolescente. Cela m'a poussée à rompre le silence et à commencer à parler de cette expérience en tant que fille pour essayer de mettre fin au mariage des enfants et aux grossesses précoces dans la communauté des réfugiés et de promouvoir l'éducation des filles », explique Faridah.

Le groupe Davison travaille à plusieurs niveaux pour répondre aux problèmes de protection de l'enfance, tout en soutenant et en responsabilisant les jeunes, en particulier les filles non scolarisées et les enfants-mères. Ils y parviennent par la musique, la danse, le théâtre et l'éducation. Ils sont à l'écoute des besoins exprimés et cherchent des moyens créatifs d'aider la communauté.

Si Faridah a réussi à travailler avec la communauté, cela ne s'est pas fait sans difficultés. « L'un des plus grands défis du camp de réfugiés de Kyaka II est le mariage des enfants », dit-elle.

Le groupe Davison a sensibilisé la communauté aux impacts négatifs des mariages d'enfants et aux dommages qu'ils causent en partageant des histoires vécues. Il a également formé les victimes de violences sexistes et de mariages d'enfants à des compétences pratiques telles que la couture, la coiffure, la fabrication de chaussures et de savon, tout en fournissant des informations importantes sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive et sur les soins personnels. Ce faisant, Davison Group donne aux femmes et aux filles les moyens de devenir des mentors et d'avoir la confiance nécessaire pour atteindre leur plein potentiel.

Ils ont également renforcé la coordination et le soutien entre les jeunes de différents âges et de différentes origines afin d'utiliser leurs compétences potentielles pour devenir des agents de changement résilients et autonomes en se concentrant sur les compétences de vie, les moyens de subsistance et les activités récréatives qui renforcent la solidarité. Le travail en commun a aidé les jeunes à réduire leur stress, leur anxiété et leurs inquiétudes, et tout en améliorant leur capacité d'adaptation.

Selon Farida, « il est nécessaire de développer les capacités organisationnelles des jeunes et leurs initiatives afin qu'ils puissent devenir des acteurs de projets communautaires. Nous pouvons le faire en offrant des possibilités de financement auxquelles les organisations dirigées par des réfugiés peuvent accéder sans bureaucratie compliquée et en les aidant à développer des compétences en matière de finances et de gestion de projet ».

Changer grâce à des solutions dirigées par la communauté

La résilience et la créativité des leaders réfugiés se manifestent par les programmes et stratégies innovants qu'ils développent pour résoudre les problèmes de leur communauté. De nombreux autres jeunes sont à l'origine de solutions dans leur communauté et il est important de leur offrir des espaces où ils peuvent partager leurs expériences et leur expertise. Cela implique de les écouter, de leur faire confiance et de les aider à développer leurs compétences et leurs capacités en matière de plaidoyer.

Comme le dit Faridah :

"Tout le monde veut un endroit sûr où se sentir chez soi. Il est temps de travailler davantage avec les responsables des jeunes réfugiés en tant que partenaires. Faites-leur confiance. Investissez dans leur leadership. Au lieu d'attendre le bon moment, le moment est venu."



Inclus : Faire partie du processus de prise de décision

Istarlin Abdi

Je m'appelle Istarlin Abdi et je suis originaire de Somalie. Je vis dans le camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya, depuis plus de 20 ans. Je suis arrivée à Kakuma quand j'étais enfant et j'élève maintenant deux filles en tant que mère célibataire. La photographie est une forme de thérapie pour moi. M'exprimer à travers l'objectif m'apporte la paix de l'esprit. Raconter les histoires humaines, en particulier celles des réfugiés, est ma passion. Comme on dit, une photo vaut mille mots. En tant que photographe somalienne réfugiée, je représente toutes les jeunes filles/femmes. Si je peux être photographe, elles le peuvent aussi.

J'espère partager mon message sur l'importance de donner la priorité à l'éducation des réfugiés à travers ma passion pour la photographie.

En tant que réfugié, l'éducation est notre principal espoir. Avoir une bonne éducation nous donne plus de chances et d'opportunités pour améliorer nos vies. J'ai rejoint le Conseil de l'éducation des réfugiés afin d'exprimer ma voix et de me battre pour que l'éducation soit meilleure pour la génération future. J'exhorte les dirigeants du monde entier à faire de l'éducation des réfugiés une priorité absolue, ainsi qu'à adopter des politiques d'emploi favorables aux réfugiés. Après tout, à quoi bon avoir une bonne éducation si vous êtes ensuite incapable de trouver un emploi convenable en raison des limitations imposées par votre statut ?

L'inclusion, pour moi, signifie faire partie du processus de décision dans tout ce qui affecte ma vie, directement ou indirectement. Ayant vécu l'expé-

rience des réfugiés pendant la majeure partie de ma vie, je comprends les difficultés que rencontrent les réfugiés en raison du manque d'inclusion, dans des domaines importants comme l'éducation, la santé, et l'emploi. Ce sont des domaines dans lesquels les réfugiés se battent encore pour une inclusion maximale. Je crois que tout le monde a des connaissances sur ces questions et une solution à leur problème, c'est pourquoi il est important que tout le monde participe à la discussion lorsque des décisions qui les concernent sont prises.

Lorsque je participe au processus de prise de décision, j'ai la possibilité de contribuer activement au bien commun, car je vois comment mes idées, mes opinions et mes connaissances peuvent influencer le résultat de ces conversations. Participer au processus décisionnel me donne également l'occasion d'exposer mes problèmes et de réfléchir avec d'autres personnes pour trouver des solutions appropriées. Lorsque les réfugiés sont inclus dans les discussions qui affectent leur vie, il y a une chance de changement, une chance de renverser la situation et de s'améliorer, mais surtout, l'inclusion donne à chacun d'entre nous le même pouvoir de prendre en charge et de contribuer à des questions qui n'influencent pas seulement nos vies individuelles, mais contribuent en plus au bien de l'humanité.

Chaque personne est unique et les droits individuels de chacun doivent être respectés. Les droits des réfugiés sont aussi des droits de l'homme. Inclure les réfugiés et leur offrir des espaces leur permet de participer pleinement à leur communauté et de favoriser l'émergence de sociétés pacifiques. L'inclusion d'un réfugié signifie être vu, entendu et soutenu.

En tant que réfugié, tout ce que je veux, c'est vivre dans la dignité et en dehors de la marginalisation

La crise des réfugiés est énorme et croissante, et elle nous affecte tous. Mais ce sont aussi les gens qui ont créé ce problème et donc les gens peuvent aussi le résoudre. Il est plus que possible de garantir l'inclusion et la dignité des réfugiés. Il faut juste avoir la volonté d'y parvenir.



*Technologie Et
Apprentissage
Numérique*

Les fermetures d'écoles dans le monde en 2020 en raison de la pandémie COVID-19 ont entraîné un passage rapide et sans précédent à l'apprentissage à distance pour des milliers d'apprenants, y compris des apprenants déplacés. La pandémie a aggravé une crise mondiale de l'apprentissage existante avec des effets disproportionnés pour les apprenants déplacés qui étaient déjà confrontés à des difficultés d'accès. En réponse aux impacts de la COVID-19 sur la scolarisation, de nombreux pays à faible revenu et ceux qui accueillent d'importantes populations de réfugiés ont déployé un plus large éventail de technologies pour dispenser l'éducation, notamment la radio, les SMS, les réponses vocales interactives (RVI), l'apprentissage en ligne/hors ligne et les ressources sur papier. Ces interventions en matière de technologie de l'éducation (EdTech), combinées à d'autres initiatives, ont permis de maintenir l'apprentissage en vie pour les apprenants déplacés, y compris pour les groupes d'apprenants vulnérables tels que les filles et les apprenants handicapés. Les nouvelles conditions d'apprentissage à distance dans le cadre de la COVID-19 ont exigé des enseignants qu'ils adoptent rapidement de nouvelles méthodes d'enseignement et qu'ils assument une plus grande responsabilité pour favoriser le bien-être des élèves tout en gérant leur propre bien-être.

Comme tous les autres apprenants, les apprenants déplacés font eux aussi partie de la génération numérique. L'apprentissage numérique, avec des contrôles et des équilibres en place, peut nous donner l'occasion de réimaginer des opportunités d'apprentissage équitables, inclusives et de qualité pour les apprenants déplacés dans le monde. L'apprentissage numérique peut permettre aux apprenants déplacés de rattraper leur retard, de remédier à la perte d'apprentissage et de se connecter à des réseaux d'apprentissage entre pairs et à une communauté mondiale.

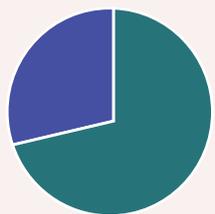
La maîtrise de la technologie est également une

compétence essentielle dans le monde d'aujourd'hui. L'offre de compétences technologiques, d'éducation professionnelle, d'apprentissage non formel, de compétences socio-émotionnelles et de compétences nécessaires à la vie courante par le biais d'une gamme de plates-formes non technologiques et de plates-formes à faible/moyenne et haute technologie peut permettre aux apprenants déplacés d'accéder à des moyens de subsistance, à des emplois et à des opportunités d'entrepreneuriat à l'avenir. Il est important de noter que l'apprentissage numérique peut aider les responsables à répondre aux chocs futurs en matière de prestation de services éducatifs.

Cependant, les apprenants déplacés dans les pays en crise et à faible revenu sont confrontés à d'importants obstacles à l'accès à l'apprentissage numérique en raison d'une infrastructure technologique médiocre, du manque d'électricité et d'un accès limité à l'internet et aux dispositifs d'apprentissage numérique. Ces obstacles sont plus importants pour les filles et les apprenants handicapés et les enfants déplacés issus de ménages plus pauvres. Les difficultés liées à la culture numérique chez les apprenants et les enseignants peuvent également constituer un obstacle supplémentaire. En outre, les modalités EdTech peuvent présenter des risques accrus pour la sécurité des enfants et devraient inclure une évaluation des risques pour la sauvegarde des enfants.

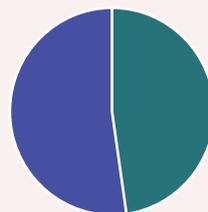
Il est essentiel de s'attaquer à ces obstacles et à d'autres par le biais de solutions EdTech adaptées au contexte, qui permettent d'atteindre tous les apprenants déplacés et d'autonomiser les enseignants. Les modalités d'EdTech devraient impliquer des partenaires locaux et offrir des solutions de basse/moyenne/haute technologie avec d'autres modalités d'apprentissage adaptées au contexte. La durabilité des interventions EdTech peut être assurée par des stratégies basées sur des données en temps réel pour informer les politiques et programmes locaux et nationaux

Technologie Et Apprentissage Numérique



78%

78 % des enfants et des jeunes réfugiés n'ont eu qu'un accès limité ou nul à des possibilités d'apprentissage pendant les fermetures d'écoles liées à la pandémie.²²



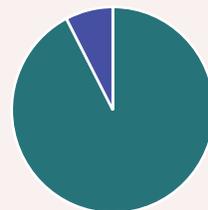
57%

Selon une analyse récente des données du HCR, on estime que 57 % des apprenants réfugiés ou déplacés qui étaient inscrits à l'école avant la pandémie de la COVID-19 n'ont bénéficié d'aucun programme d'apprentissage numérique ou à domicile pendant la fermeture des écoles.²²



32,9%

La fracture numérique entre les sexes en matière d'accès à l'internet reste la plus importante dans les pays les moins développés du monde, avec 32,9 %.²³



90%

Plus de 90 % des emplois dans le monde ont déjà une composante numérique* et la plupart des emplois exigeront bientôt des compétences numériques sophistiquées.¹⁸

**600
Millions**

Si 600 millions de femmes supplémentaires sont connectées à l'internet en 3 ans, cela se traduirait par une augmentation du PIB mondial comprise entre 13 et 18 milliards de dollars.²³

Technologie Et Apprentissage Numérique

L'apprentissage numérique est au cœur de l'éducation des réfugiés. La technologie est essentielle pour combler le fossé numérique sur le plan économique, géographique, et générationnel, en particulier dans le contexte de situations instables et lorsque les écoles des pays d'accueil sont saturées.

Nous croyons que :

- La technologie a le potentiel de faire participer les élèves difficiles à atteindre, de faire tomber les barrières linguistiques, d'améliorer l'engagement, de permettre le partage des connaissances, de faciliter l'apprentissage personnalisé et d'aider les jeunes déplacés à se sentir connectés aux communautés diasporiques.
- Les enfants réfugiés devraient avoir la possibilité d'accéder à des ressources éducatives numériques qui leur permettraient d'améliorer leurs compétences, d'accroître les possibilités d'emploi et de développer des connexions mondiales. Cela nécessite des infrastructures fiables qui garantissent la participation des communautés éloignées à l'apprentissage numérique.
- Les possibilités d'éducation doivent être proposées dans des formats en ligne et hors ligne pour atteindre davantage d'étudiants et rendre l'apprentissage accessible à différents contextes et styles d'apprentissage. La prestation en ligne devrait être reconnue et accréditée au même titre que les options de prestation hors ligne, et l'apprentissage numérique devrait être intégré dans l'ensemble du programme scolaire dès le primaire.
- Il est essentiel de cultiver des partenariats solides avec des experts de l'éducation et des entreprises technologiques éthiques pour fournir des technologies aux personnes les plus difficiles à atteindre et veiller à ce que les enseignants soient formés à l'utilisation des technologies éducatives.
- La technologie doit être alignée sur les programmes scolaires et les systèmes éducatifs nationaux pour avoir le plus d'impact. La technologie devrait être exploitée pour stimuler la préparation à l'école et augmenter les taux d'alphabétisation au niveau primaire et secondaire.

Réalité virtuelle : comment continuer à apprendre pendant une pandémie

Nhial Deng e Yvana Portillo

Publié à l'origine dans le Rapport sur l'éducation du HCR 2021⁴

Pour comprendre les défis auxquels les élèves réfugiés ont été confrontés lorsque le COVID-19 a balayé le monde, nous avons demandé à deux membres du Conseil de l'éducation des réfugiés, basé au Canada - l'un à Lima, au Pérou, et l'autre dans le camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya - de s'interroger mutuellement sur la manière dont ils ont réagi, se sont adaptés. Et ont persévéré malgré les perturbations constantes de l'enseignement.

Nhial Deng

Nhial Deng, 22 ans, a fui à Kakuma en 2010 après une attaque armée contre son village en Éthiopie. Parmi ses nombreux autres projets, il dirige le Groupe des jeunes réfugiés ambassadeurs de la paix à Kakuma, une initiative visant à promouvoir la coexistence pacifique entre les communautés du camp et à donner aux jeunes les moyens de devenir des artisans de la paix et des entrepreneurs sociaux. Il entrera à l'université au Canada cette année universitaire.

Yvana Portillo

Yvana Portillo, âgée de 15 ans, a fui le Venezuela avec sa famille en 2017. Aujourd'hui à Lima, au Pérou, elle s'est épanouie dans son nouvel environnement, surmontant la faim et le manque d'argent pour se hisser au premier rang de sa classe au lycée, émergeant comme défenseuse d'une éducation accessible et de qualité.

Y : Salut Nhial ! Où es-tu en ce moment, et comment se passent tes études ?

N : Je suis dans le camp de réfugiés de Kakuma et je me prépare à partir au Canada en août pour commencer mes études au Collège universitaire d'Huron le mois suivant. [J'espère faire des études de droits mondiaux avec un mineure en anglais et en études culturelles. Je n'ai pas été à l'école depuis janvier lorsque j'ai terminé un cours d'un an sur la réalisation de films et le journalisme, organisé par une organisation appelée FilmAid. Ce cours était censé se terminer en décembre, mais nos études ont été perturbées par la COVID et tous nos cours ont été suspendus. Nous avons été renvoyés chez nous, mais je n'avais pas d'accès à Internet ni d'électricité là-bas, et je vis dans un complexe avec plus de dix autres personnes - trouver un endroit privé et calme pour étudier n'a donc pas été facile. Et toi, Yvana ? Comment se passent tes études ?

Y : Je suis toujours en train d'étudier dans ma chambre. Au début, je pensais que le virus et les restrictions ne dureraient pas longtemps - un ou deux mois au plus. Mais après quelques semaines à l'école, nous avons été renvoyés chez nous, alors j'ai vu que ça n'allait pas se terminer si vite. Le plus dur a été de s'adapter aux cours à distance - pour moi, c'était encore plus dur que de ne pas pouvoir sortir ou voir mes amis.

N : Avez-vous eu ce dont vous aviez besoin pour les classes virtuelles ?

Y : Pas au début. Nous avons un téléphone cellulaire et un ordinateur portable, mais mes parents sont enseignants et ils avaient besoin de l'ordinateur portable pour donner des cours et partager leur écran et tout ça. Mon frère et moi n'avions que le téléphone. Ensuite, pendant une semaine et demie, nous n'avions pas d'électricité. Nous sommes allés chez l'ami de ma mère pour que nous puissions aller en classe et que mes parents puissent enseigner. Heureusement, ils ont pu acheter un autre téléphone. Et vous ? Vous avez dit que vous n'aviez ni internet ni électricité...

N : J'allais dans un cybercafé - ils [les organisateurs du cours] ont mis en place une classe Google et nous ont envoyé du contenu, des documents et des vidéos, pour que nous puissions les télécharger et les regarder hors ligne - j'avais la chance d'avoir un ordinateur, ce que la plupart des réfugiés ici n'ont pas, et FilmAid nous a fourni des forfaits de données. Je téléchargeais donc ce contenu et j'attendais que tout le monde dorme à la maison pour pouvoir prendre le temps d'étudier. Avez-vous réussi à vous adapter à l'apprentissage en ligne ?

Y : Nous avons un tuteur qui nous guide dans les cours en ligne. Mais ce sont nos professeurs qui ont eu des problèmes - ils n'étaient pas aussi habitués à la vie en ligne que nous [les élèves], ils ne savaient pas comment allumer leurs microphones ou leurs caméras ou partager leurs écrans. Mais ils ont appris. Ils ne sont peut-être pas aussi habitués à la technologie que nous, mais cela fait plus d'un an maintenant et ils y sont donc plus habitués. Comment avez-vous réussi à rester motivés ?

N : La formatrice de mon cours de journalisme m'a beaucoup aidée. Elle est kényane et j'étais très proche d'elle. J'aime m'adresser à des personnes en qui j'ai confiance et dont je sais qu'elles peuvent m'aider à surmonter les difficultés. Je lui passais donc un coup de fil ou lui envoyais un SMS tous les jours. L'un des conseils qu'elle m'a donnés, et qui m'a été très précieux, est que les opportunités sont très limitées dans ce monde et que tout le monde est en compétition pour les obtenir. Elle m'a donc dit d'être très énergique, de rechercher le meilleur dans chaque situation. Et c'est ce que j'ai fait, en essayant de trouver des moyens de me propulser vers de nouveaux sommets. Avez-vous hâte de retourner à l'école ?

Y : Oui ! Je choiserais 1 000 fois d'aller à l'école plutôt que d'apprendre virtuellement. Vous étudiez plus. Ou bien la connexion internet [à la maison] tombe parfois en panne et ça t'arrête. Mais je dois dire que j'ai de meilleures notes maintenant que lorsque j'allais à l'école ! Je pense que c'est parce que je peux faire plus de recherches sur l'internet, chercher des vidéos sur YouTube qui expliquent les choses que je dois étudier. J'ai mes parents près de moi et ils peuvent m'aider à faire mes devoirs. Je suis donc en mesure de mieux trouver des informations.

N : L'apprentissage numérique devrait-il donc jouer un rôle plus important dans l'éducation, même après la pandémie ?

Y : Oui - l'apprentissage devrait être double. Les outils numériques peuvent nous aider beaucoup à l'école. Si je pouvais faire une recommandation aux gouvernements, ce serait de fournir aux apprenants réfugiés les ressources dont ils ont besoin, et cela inclut l'accès aux informations numériques.

N : Je suis d'accord, même si je vois les choses sous deux angles. D'abord, je pense que l'école doit continuer - en pensant à mon propre voyage, lorsque je suis arrivée à Kakuma, j'étais perdue, j'étais dévastée, j'étais frustrée. Je faisais des cauchemars sur la violence dont j'avais été témoin en fuyant mon village en Éthiopie. À l'école, j'ai pu trouver du réconfort, de l'espoir et la guérison. C'était un endroit sûr où je pouvais penser à un avenir radieux. Et j'ai vu tant d'autres jeunes venus d'endroits différents et qui avaient tant enduré, et ils recevaient une éducation parce qu'ils croyaient que c'était leur ticket pour un avenir plus radieux. Je pense donc que l'école physique est quelque chose qui devrait être [disponible]. Mais je pense aussi qu'un élément d'apprentissage numérique est nécessaire. L'éducation devrait être l'occasion pour des personnes de différentes régions du monde de se réunir et d'apprendre ensemble. Une occasion pour quelqu'un en Amérique du Nord de connaître quelqu'un à Kakuma, pour quelqu'un à Kakuma de connaître quelqu'un en Europe. Chaque école devrait être connectée à l'internet, afin de permettre à des personnes d'horizons et de lieux différents de partager des idées et des connaissances, et de nouer des amitiés.



Connecté : L'apprentissage numérique en action

Istarlin Abdi

L'apprentissage numérique vise à améliorer les expériences d'apprentissage et joue un rôle important dans l'amélioration de l'accès à l'éducation. Le monde est bien connecté grâce à la technologie, et les réfugiés devraient en faire partie également.

La plupart des enfants vivant dans des camps de réfugiés n'ont pas accès aux technologies d'apprentissage numériques. En fait, la plupart des écoles n'ont même pas l'électricité. Dans le camp de réfugiés de Kakuma, les tablettes téléphoniques sont partagées entre cinq à huit élèves dans très peu d'écoles, ce qui est un privilège et un combat.

Les dirigeants et les organisations internationales devraient intégrer l'apprentissage numérique dans l'apprentissage quotidien. Il est triste de voir un diplômé du secondaire ne pas être capable d'utiliser un ordinateur parce qu'il n'en a jamais vu ou eu accès auparavant.

DES PHOTOS D'ÉLÈVES UTILISANT L'APPRENTISSAGE NUMÉRIQUE EN CLASSE :

J'ai passé un après-midi à l'initiative URISE pour l'Afrique avec des lycéens qui suivaient leur cours de base d'informatique, car il n'y a pas de formation informatique dans les écoles. La formation en informatique leur est bénéfique lorsqu'ils cherchent un emploi ou qu'ils entrent au collège/à l'université.

L'Initiative URISE pour l'Afrique, propose un apprentissage innovant et mixte dont la mission est de développer les talents des jeunes réfugiés de Kakuma âgés de 16 à 25 ans. Ils offrent des compétences techniques et de vie qui permettent aux jeunes réfugiés de développer leurs capacités personnelles.

Un pas de plus : exploiter la technologie pour lutter contre le chômage

Qais Ghasan Abdulrazzaq

Adapté d'un article publié à l'origine par
Vision Mondiale International en 2021²⁴

En Jordanie, les jeunes sont très souvent bien formés, mais ils ont toujours du mal à trouver un emploi, car il existe une inadéquation entre l'éducation qu'ils reçoivent et les compétences requises par le marché du travail. Cette situation est à l'origine de taux de chômage élevés, même parmi les diplômés de l'université. Je suis l'un des jeunes de ma communauté qui, malgré l'obtention de mon baccalauréat, a eu du mal à trouver un emploi après avoir obtenu son diplôme universitaire.



Depuis que ma famille et moi avons fui la guerre en Syrie, nous vivons dans un camp de réfugiés à Mafraq. Ma famille se compose de sept personnes : quatre frères et sœurs et mes parents. Sincèrement, le voyage de la Syrie à la Jordanie a été très difficile – je n'oublie pas à quel point nous avons été effrayés et tristes d'être forcés de quitter notre pays. Si cela n'avait tenu qu'à nous, nous ne serions pas partis. Le pire moment de notre voyage a été lorsque nous avons dû marcher pendant deux heures à la frontière et qu'il y avait des tirs partout.

Après mon arrivée en Jordanie, j'ai poursuivi mes études à distance dans deux filières : Technologies de l'information et Journalisme et médias. J'étais tellement heureux de pouvoir poursuivre mes études, je sentais que je me rapprochais un peu plus de la réalisation de mes rêves. J'ai également étudié l'anglais dans le cadre de l'un des programmes organisés au camp, ce qui m'a permis d'entreprendre des études universitaires. Cependant, j'avais vraiment besoin d'une orientation professionnelle et je manquais de compétences professionnelles pour suivre les méthodes les plus appropriées et les plus efficaces pour la recherche d'un emploi.

En chemin, j'ai découvert sur Facebook le programme de moyens de subsistance de Vision Mondiale, financé par le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ). J'ai été enthousiasmée lorsque j'ai consulté les cours de formation proposés par le partenaire de Vision Mondiale, le Centre culturel Zaha. J'ai toujours été passionnée par la technologie, et la robotique a donc attiré mon attention. Le programme Planification et orientation des moyens de subsistance pour les jeunes, dans les gouvernorats d'Amman, Mafraq, Irbid et Zarqa en

Jordanie soutient les jeunes Jordaniens et Syriens âgés de 15 à 26 ans en leur offrant une formation professionnelle et des séances de conseil individuelles pour les aider à identifier les options nécessaires à la création de moyens de subsistance.

J'ai donc postulé et, au centre, j'ai suivi un cours d'orientation professionnelle pour la première fois de ma vie. Ce cours m'a beaucoup aidé à améliorer ma personnalité et mes compétences, et les séances m'ont encouragé à suivre mes intérêts personnels. Le cours de robotique, en particulier, a amélioré ma personnalité et ma rendu plus forte. J'étais l'un des meilleurs participants, et le Centre culturel Zaha m'a proposé un poste de formateur en robotique. J'ai été très surpris par cette merveilleuse opportunité. Être formateur en robotique m'a permis de rencontrer d'autres amis et formateurs dans différents domaines. Cela a vraiment renforcé ma confiance et mes compétences sociales, d'autant plus qu'il était très difficile de se faire des amis dans les limites du camp.

Les compétences pratiques et techniques que j'ai acquises ont enrichi mon C.V., m'ouvrant de nouvelles possibilités d'emploi à l'avenir. Avant de m'inscrire au cours de robotique, j'avais l'habitude de postuler à des emplois de manière inefficace. Mais après avoir suivi le cours, j'ai acquis une expérience qui m'a guidée dans ma recherche d'offres d'emploi appropriées auxquelles je devais postuler.

Avec une nouvelle confiance en moi et un CV plus fort, je veux maintenant me spécialiser dans le domaine de la robotique. Mon plan d'avenir est de me spécialiser en robotique afin de pouvoir trouver un emploi dans ce domaine.

De la passion, au gagne-pain: Développement de compétences auto-guidées à Kakuma

Paul Padiet

@padi.pictures

Je suis Paul Padiet, un homme de 25 ans originaire du Soudan du Sud, résidant dans le camp de réfugiés de Kakuma. J'ai été contraint de déménager dans le camp de réfugiés de Kakuma en 2017. Il m'a fallu beaucoup d'ajustements avant de pouvoir m'approprier le camp et d'apprendre à connaître le paysage et à me sentir à l'aise avec les autres personnes présentes. J'aime la culture, le football et la nature.

La même année où j'ai emménagé au camp, j'ai développé ma passion pour la photographie. Au cours d'une de mes promenades du soir avec des amis, j'ai pris des photos. J'ai capturé des images de la nature, des nuages et des couchers de soleil. J'ai commencé à prendre des photos tous les jours où je sortais. Je les éditais et les postais sur mon WhatsApp. J'ai adoré les commentaires encourageants que j'ai reçus de personnes impressionnées par les photos que j'ai prises.

Deux ans ont passé et je pratiquais toujours la photographie mobile. Je commençais à y prendre goût car elle m'aidait à raconter des histoires et à montrer la beauté du camp de réfugiés de Kakuma. À partir de là, j'ai créé

un compte de photographie Instagram pour m'aider à présenter mon travail et mon art au monde entier. Un ami m'a tendu la main et m'a donné un appareil photo numérique à utiliser. C'est à ce moment-là que j'ai appris moi-même à utiliser un appareil photo numérique.

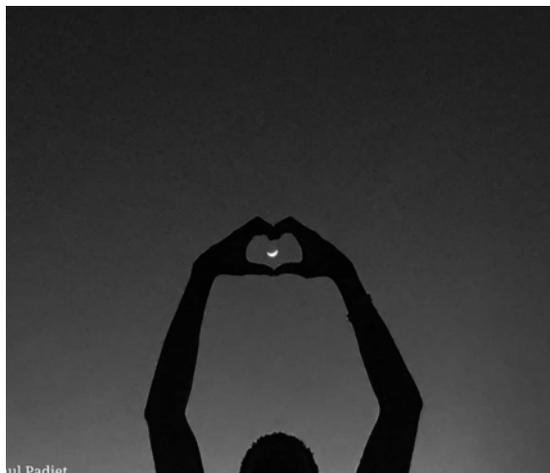
J'ai rencontré une photographe extraordinaire nommée Joelle. Nous avons un intérêt commun pour la photographie et elle avait beaucoup d'expérience. Elle a un Canon 7D et j'étais fasciné de la voir manipuler l'appareil, de l'allumer au viseur. Elle m'a donné l'appareil pour que je la prenne en photo, sans savoir que je n'avais jamais utilisé d'appareil photo reflex numérique. Après avoir appris d'elle et avec mon courage, j'ai pris une photo incroyable d'elle et elle m'a dit que j'avais du talent. J'ai sauvegardé la photo et je l'ai gardée depuis. Joelle me confiait son appareil photo à chaque fois qu'il y avait des événements au



camp pour que je prenne des photos et des vidéos. C'est ainsi que j'ai continué à apprendre l'art de la photographie.

Le temps a passé et j'ai rencontré deux réalisateurs et photographes extraordinaires nommés Allan et Joseph lors d'une session de formation sur Microsoft. Allan et Joseph travaillaient pour FilmAid Kenya et filmaient nos sessions de formation. Après avoir vu leur travail extraordinaire, je me suis dit que c'était ce que je voulais faire. Le dernier jour de notre session, je suis allé m'asseoir avec eux pendant qu'ils remballaient leur matériel. Je leur ai montré mon travail et leur ai demandé des conseils pour mon parcours. Ils m'ont tous deux recommandé de m'inscrire à la formation aux médias proposée par FilmAid Kenya afin de poursuivre la réalisation de films et la photographie. J'ai postulé, j'ai été convoqué pour un entretien et j'ai été heureux d'être inscrit à la formation aux médias de la classe 2020.

Pendant ce cours, j'ai rencontré Mercy qui est une réalisatrice extraordinaire et un grand mentor. Elle a cru en moi dès la première fois que je lui ai montré certains de mes travaux. Elle m'a aidé à exploiter le pouvoir de la narration et à devenir monteur de films. Nous



nous sommes promis de faire de la réalisation ensemble. J'ai réalisé deux projets alors que j'étais encore étudiant, couvrant les coulisses et permettant d'en apprendre davantage sur l'action. Depuis, j'ai créé et co-créé cinq courts métrages à Kakuma.

Kakuma est un lieu d'opportunités pour ceux qui cherchent. Cet endroit m'a aidé à trouver et à développer une passion. D'une passion, la photographie et la vidéographie sont devenues une carrière, puis une source de revenus pour moi. C'est incroyable de gagner sa vie avec ce qui reste pour beaucoup un passe-temps.

Kakuma est un lieu d'apprentissage et d'opportunités pour ceux qui le cherchent. Beaucoup s'efforcent d'obtenir une éducation professionnelle et formelle à Kakuma. Les personnes qui réussissent sont les artisans du changement dans la communauté. Si vous avez de la chance et que vous apprenez vite, vous pouvez obtenir une formation et construire votre chemin pour rejoindre l'enseignement supérieur à l'étranger ou gagner un revenu de votre passion ici. Kakuma est la maison de beaucoup de gens et pour certains résidents, dont moi, c'est l'endroit où vous pouvez explorer vos rêves.

Genre : online

Accès à l'éducation pour les communautés indigènes au Guatemala

Laura Barbosa

Lorsque j'ai déménagé au Canada, j'ai occupé différents emplois qui m'ont permis d'améliorer mes compétences en communication et de comprendre la culture canadienne, ce qui est très important lorsqu'on se rend dans un pays différent du sien. En tant que réfugiée colombienne ayant travaillé avec des réfugiés et des personnes déplacées dans certaines régions d'Asie, j'ai continué à me passionner et à m'engager dans la lutte pour l'éducation, la jeunesse et l'action communautaire.

C'est en juin 2020 que j'ai entendu parler pour la première fois de Students Offering Support (SOS) et de son programme Guatemala Groundswell. Je savais que je voulais travailler avec SOS en raison de l'approche de l'organisation visant à faciliter les échanges et la collaboration entre les cultures et à soutenir l'éducation dans les communautés vulnérables d'Amérique latine. C'est une mission que j'ai vécue dans ma propre vie et ce rôle est un rêve devenu réalité pour moi.



Depuis que j'ai rejoint SOS, je travaille en tant que coordinatrice du programme Guatemala Groundswell (GG). En quoi consiste ce programme ?

Le programme Groundswell au Guatemala est une initiative visant à donner aux jeunes les moyens de devenir des mentors et des leaders dans leur communauté. Dans chaque communauté, des mentors (âgés de 14 à 20 ans) ont été sélectionnés et bénéficient d'une formation, de bourses et d'un accès à la technologie pour animer des sessions hebdomadaires de cercle d'apprentissage pour les élèves plus jeunes. Au cours de ces séances, ils aident les élèves sur le plan scolaire et social, afin de favoriser la réussite scolaire, l'égalité des sexes et le développement communautaire durable. Il est très important pour le programme que 60 % de nos mentors soient des jeunes filles et des femmes, et que l'égalité des sexes soit prise en compte dans tous les aspects de la planification et de la gestion du programme.

Les trois principales composantes du programme sont :

Tutorat de pair à pair ou cercles d'apprentissage:

Des mentors sélectionnés (âgés de 14 à 20 ans) ont reçu une formation, des bourses et un accès à la technologie pour animer des sessions hebdomadaires de cercles d'apprentissage pour les élèves plus jeunes. Les mentors soutiennent des élèves de 4e, 5e et 6e année. Chaque mentor a en moyenne sept ou huit mentorés qu'il rencontre jusqu'à dix heures par semaine.

Outils d'apprentissage numériques :

Chaque mentor se voit prêter une tablette qui comprend diverses ressources dans un format hors ligne. Les mentors utilisent également les tablettes pour aider les mentorés dans leurs études.

Bourse d'études :

Afin de réduire les obstacles financiers pour les familles des participants au programme, nous offrons une modeste bourse mensuelle de 45 dollars canadiens.

J'ai pu constater de visu l'impact de cette initiative sur les jeunes indigènes mayas vivant au Guatemala. Grâce à la modeste bourse, aux tablettes et aux programmes de formation que reçoivent nos mentors guatémaltèques, leurs parents ont accepté de les laisser poursuivre leurs études.

Les communautés avec lesquelles nous avons travaillé se trouvaient dans les départements de Quiché et d'Alta Verapaz, deux régions du Guatemala où le niveau de pauvreté est le plus élevé, où les résultats scolaires sont les plus bas et où la culture maya est la plus présente.

Miguel Us Castro, un mentor à Ojo de Agua, a déclaré : « L'utilisation de la tablette est très simple et plus divertissante... J'aime les vidéos de mathématiques. J'aimerais que la tablette apporte des films constructifs, de la lecture, de la culture, ou même de l'histoire dynamique. »

Efren Mus Cal, le directeur de l'école Telesecundaria de Las Arrugas, a également confirmé ces changements positifs. « Le programme a considérablement aidé les élèves de Telesecundaria à renforcer leurs connaissances. Il les a aidés à être plus responsables. En outre, ils deviennent une motivation pour le reste des élèves. Maintenant, les jeunes travaillent grâce à la technologie, c'est quelque chose que les enseignants apprécient beaucoup. »

« J'ai continué à apprendre malgré le virus, j'ai pu me renforcer en mathématiques grâce aux vidéos et je me suis améliorée en communication et en langue », a commenté Francisca Cojoc Suram, 13 ans.

Le programme change la vie de nos jeunes participants, mais il change aussi la mienne. Être un nouvel immigrant au Canada n'a pas été facile, il y a des hauts et des bas. Mais travailler pour le bien de tous m'incite à continuer à me battre pour ce qui, selon moi, peut changer notre monde... l'éducation.

Je souhaite vous présenter Glenda Josefina Lem Ical et Maria Nohemi Gomez, qui sont toutes

deux des participantes à cette initiative. Par le biais d'interviews en ligne, Glenda et Nohemi ont partagé avec nous leurs luttes pour accéder à l'éducation et comment la mise en œuvre d'initiatives comme GG peut contribuer au développement durable de toute une communauté.

Maria Nohemi Gomez a 18 ans et est en troisième année de lycée.

Sa mère l'encourage à poursuivre ses études car elle souhaite que sa fille travaille dur, poursuive ses rêves et ait un meilleur avenir.

« Dans ma communauté, les femmes n'ont ni voix ni vote. Ma mère n'a pas pu étudier et c'est pourquoi elle me dit toujours que je dois montrer à tout le monde que les femmes sont capables de réaliser leurs rêves », explique Nohemi.

Nohemi a décidé de participer au programme Groundswell au Guatemala parce qu'elle voulait acquérir plus de connaissances et de nouvelles expériences.

Nohemi rêve de devenir mécanicienne un jour, mais ce ne sera pas une tâche facile. Premièrement, Nohemi devra briser les stéréotypes imposés par sa communauté. Ensuite, elle aura besoin d'une stabilité financière pour payer ses frais d'université. C'est pourquoi Nohemi a décidé d'économiser sa bourse GG et de payer ses frais de scolarité à l'Institut technique de formation et de productivité (ITCP) l'année prochaine.

Glenda Lem est âgée de 18 ans. Glenda a voulu participer au programme GG pour que sa mère n'ait plus à se demander comment payer ses frais de scolarité et qu'elle s'inquiète moins. Glenda veut que sa mère prenne soin d'elle et ne s'inquiète pas d'autre chose. La bourse aide Glenda à payer ses frais de scolarité pour qu'elle n'ait pas à arrêter d'étudier pour commencer à travailler. Elle est actuellement au troisième semestre d'études d'infirmière et est la première de sa famille à poursuivre ses études. Aujourd'hui, elle travaille comme assistante médicale dans son centre de santé communautaire.

Une conversation avec Nohemi et Glenda

L : Bonjour, Nohemi et Glenda. Je voudrais commencer par vous demander, d'où venez-vous ?

N : Je suis de San Felipe Chenlá, municipalité de Cotzal et département de Quiché.

G : De Las Arrugas, San Cristóbal, Alta Verapaz.

L : Pouvez-vous me parler un peu du Guatemala ? Quel est le contexte économique et social au Guatemala ?

N : Eh bien... Le Guatemala est un beau pays. Mais [au] Guatemala, l'éducation n'est pas très bonne, nous ne sommes pas très à jour. Parfois, nous avons besoin de nombreux outils pour étudier et beaucoup de gens n'ont pas assez de revenus pour que leurs enfants puissent étudier. Mais si nous étions tous en mesure d'étudier, le Guatemala pourrait être un meilleur pays.

G : Au Guatemala, il y a un manque d'emploi. On peut toujours étudier, mais on ne trouve pas d'emploi immédiatement après avoir étudié. Lorsque vous obtenez votre diplôme, vous n'avez pas d'emploi, vous devez attendre un an, deux ans, trois ans.

L : Et pourquoi pensez-vous que cela arrive ?

G : Pour le manque d'égalité des sexes, car parfois les gens pensent que les femmes ont moins d'opportunités que les hommes.

L : Faites-vous actuellement des études ? L'éducation est-elle abordable en ce moment dans votre communauté ?

N : Eh bien, dans ma communauté, pas vraiment parce que nous n'avons pas les bons outils comme les ordinateurs, les téléphones ou l'Internet. Probablement parce que c'est une petite communauté et que nous étudions avec ce que le gouvernement nous fournit, c'est-à-dire des livres. Mais ces livres ne sont pas mis à jour.

De plus, tous les livres sont du Mexique et non du Guatemala, je pense que nous devons en savoir plus sur notre propre pays.

L : Que pouvez-vous me dire sur l'éducation au Guatemala, sur l'éducation dans votre communauté, Glenda ? Est-ce que tout le monde y a accès ?

G : Pas tout le monde. Dans ma communauté, presque tous les garçons ont les possibilités que les filles n'ont pas. Dans ma communauté, les filles ont seulement... la possibilité d'étudier en sixième année. Et les garçons continuent à étudier aussi longtemps qu'ils le peuvent.

L'éducation pour les communautés indigènes au Guatemala

Au Guatemala, moins de 37 % des jeunes indigènes vont au-delà de la neuvième année. Les filles mayas sont confrontées aux plus grands défis de tous. Glenda et Nohemi font partie des communautés indigènes.

L : Comment sont les écoles dans les communautés indigènes ? Avez-vous accès à des livres ? Aux transports ? Aux ordinateurs ?

G : Ce serait juste des livres, pas des ordinateurs.

L : Et comment sont les livres ? Est-ce que ce sont des livres qui sont modernisés, qui ont un bon contenu ? Comment le contenu est-il traité à l'école ?

G : Les livres ont rarement le contenu le plus nécessaire.

L : Et y a-t-il eu des campagnes mises en place dans lesquelles le gouvernement soutient les écoles dans les communautés indigènes pour mettre en place des ordinateurs, des livres avec un contenu actualisé ou non ?

G : Euh... Non.



(In)égalité des sexes dans l'éducation



L : Dis-moi quelque chose, Nohemí. Combien de femmes de ta communauté accèdent à l'enseignement supérieur ?

N : Eh bien, dans ma communauté, seulement 30 % des femmes accèdent à l'enseignement supérieur. Et 20 % vont à l'université.

L : Et pourquoi ça ?

N : À mon avis, c'est parce que les parents pensent qu'une femme n'a pas le droit d'étudier, ou peut-être parce qu'ils pensent que nous devrions plutôt nous marier. Ou peut-être que c'est à cause du manque de revenus. Peut-être que certains parents veulent donner une éducation à leurs enfants, mais ils n'ont pas assez d'argent.

L : Vous avez également mentionné que les parents demandent à leurs filles de se marier. À quel âge avez-vous vu vos amies ou les femmes de votre communauté se marier ?

N : Eh bien, j'ai vu beaucoup de filles de 14 ans qui vivent déjà avec leur petit ami. Pas encore mariées, car ici au Guatemala, la loi ne l'autorise pas. Donc, à 14, 15, 16, 18 ans, elles ont déjà un enfant. Il est vraiment rare de voir une personne de 30 ans, encore célibataire, poursuivant ses études.



L'impact de la COVID-19

Comme prévu, la COVID-19 a touché les communautés rurales du Guatemala encore plus que les populations urbaines. Les écoles étaient fermées, les enfants et les jeunes n'avaient pas accès à un ordinateur ou à l'internet, et les enseignants ne disposaient pas des ressources nécessaires pour soutenir les élèves.

L : Il y a un manque d'outils technologiques dans les communautés rurales. La COVID-19 a créé un fossé encore plus grand. Dites-moi ce qui s'est passé pendant la pandémie et comment cela a affecté l'éducation dans votre communauté ?

G : Les cours étaient en ligne et non en personne. Et ce qui a rendu les choses difficiles pour nous, c'est le signal et le fait que nous n'avions pas d'ordinateurs pour nous connecter. Il n'y avait que quelques heures de cours et cela a rendu les choses très difficiles pour nous.

N : Cela nous a affectés parce que nous devions étudier à la maison, plus de cours en personne. Quand nous recevions des cours en personne, c'était mieux. Si nous avions des doutes ou des questions, nous pouvions les poser. Mais, comme je l'ai déjà dit, nous n'avons que des livres et il est très difficile pour nous de les comprendre. Les enseignants essaient de trouver de nouvelles méthodes et stratégies pour que nous ne soyons pas laissés pour compte, mais c'est difficile.

L : Comment avez-vous réussi à suivre les cours virtuels ?

G : J'ai parlé aux professeurs et j'ai expliqué

que je n'avais pas internet. Ils m'envoyaient des brochures pour rattraper les cours, ou bien je parlais au professeur Noé pour qu'il partage l'internet avec nous.

L : Je comprends... Donc, à la maison, vous n'avez pas d'accès à Internet.

G : Non.

L : Aviez-vous des classes virtuelles, Nohemi ?

N : Non, depuis pandémie COVID-19 je n'ai reçu aucun cours...

L : Pourquoi pensez-vous que vous n'avez pas eu de classes virtuelles ?

N : Manque d'outils. Nous n'avons pas accès aux ordinateurs, aux téléphones, aux tablettes ou à internet. Ici, dans ma communauté, si vous dites « nous devons installer internet », les parents diront « Non, c'est trop cher ». Pourquoi ? En raison du manque de revenus et aussi du manque de matériel donné par le gouvernement.

L : Que peut-on faire pour les enfants et les jeunes qui vivent dans des communautés très rurales et qui n'ont peut-être pas accès à ces outils ? Quel conseil donneriez-vous au gouvernement du Guatemala ?

N : Eh bien... ils devraient envoyer des enseignants pour donner des cours aux personnes qui en ont besoin parce qu'il y a peut-être de très petites zones où peu de gens étudient. Donc, même trois ou quatre enseignants seraient bien. Ou, sinon, louer un bus pour les amener à recevoir des cours dans les autres zones urbaines.

L : Non seulement ils manquent d'outils technologiques, mais ils ont aussi des problèmes d'accès aux transports pour pouvoir aller à l'école ?

N : Oui.

L : Et quelles sont les difficultés ou les défis que rencontrent les enseignants ? Disons, combien d'élèves y a-t-il dans une classe ? Pensez-vous qu'il y a assez d'enseignants ?

N : Eh bien, non, pas pour moi. Ici, où j'étudie, nous avons 43 étudiants dans une classe, alors je n'ai pas pu m'adapter très bien. Parfois, je voulais donner mon avis et je ne pouvais pas. Parfois, les enseignants n'avaient pas le temps de noter tous les devoirs parce que nous étions trop nombreux, mais pendant la pandémie, nous n'étions plus que 22. C'est maintenant normal. Mais 42 élèves et un seul professeur, c'est très difficile.

L : Avec la pandémie, combien d'étudiants ont abandonné l'école pour aller travailler ?

N : Certains d'entre eux. Dans mon école, environ 22 élèves, mais dans la communauté au total, environ 70 élèves ont arrêté d'étudier. Certains se sont mariés et travaillent, et disent : « Je ne vais pas continuer parce que c'est trop dur pour moi. De plus, je veux assister aux cours et non pas recevoir des livres. Et nous ne pouvons pas comprendre ces livres. Les livres ne parlent pas du Guatemala, ils parlent du Mexique. Alors non, je préfère ne pas y aller ».

Changement grâce au programme Groundswell au Guatemala

L : Quel impact le programme Groundswell au Guatemala a-t-il eu sur votre apprentissage ?

N : Je n'étais pas sûre d'aller à l'université et d'être mécanicienne, mais GG m'a donné des moyens. Maintenant, je me sens plus confiante.

G : Ce programme crée des changements dans ma famille et ma communauté. Dans la communauté, mes voisins sont très reconnaissants envers SOS car ils forment des jeunes pour aider les enfants à faire leurs devoirs. Certains parents n'ont pas eu l'occasion d'étudier, mais nous (les mentors) créons des changements positifs dans l'éducation. Dans ma famille, j'ai la possibilité d'aider mes neveux en partageant mes expériences et mes connaissances.



Surmonter les défis

Mon histoire et celle de Glenda et Nohemi ne sont que quelques exemples de l'importance de l'éducation pour parvenir à un monde meilleur.

Nohemi se bat contre les stéréotypes de sa propre communauté puisqu'elle veut étudier l'ingénierie mécanique. Selon sa famille, ce métier est réservé aux hommes. Malgré cela, elle continue d'insister et de travailler pour s'inscrire à un cours de mécanique. Glenda rompt également avec la tradition. Elle est en troisième semestre de soins infirmiers et est la première de sa famille à poursuivre ses études. Aujourd'hui, elle travaille comme assistante médicale dans son centre de santé communautaire.

Quant à moi, je travaille sur ce qui me passionne. Je sais que pour réaliser mon rêve de voir tous les enfants, en particulier ceux qui ont dû quitter leur pays par la force, étudier dans un monde sans discrimination et ouvert à d'innombrables possibilités, il faudra beaucoup d'efforts et de dévouement. Je crois que, tout comme je surmonte les obstacles, tous ceux que l'on appelle réfugiés seront ceux qui apporteront de grands changements à notre monde.



Responsabilité

Responsabilité

Lorsqu'il s'agit d'investissements mondiaux visant à améliorer l'accès à l'éducation des apprenants réfugiés et déplacés, des lacunes importantes et omniprésentes en matière de responsabilité peuvent souvent saper le potentiel, l'efficacité et l'impact de ces engagements. Nous identifions quatre lacunes fondamentales en matière de responsabilité que l'on retrouve fréquemment dans le processus décisionnel mondial en matière d'éducation. Premièrement, le manque de données sur les jeunes réfugiés et déplacés en mouvement, en particulier de données à jour ventilées par sexe, peut rendre difficile la prise de décision fondée sur des preuves. En l'absence d'informations essentielles, les investissements, les programmes et les politiques peuvent négliger les plus vulnérables de la société ou employer des stratégies inadaptées au contexte.

Deuxièmement, les expériences vécues et l'expertise des réfugiés et des personnes déplacées les plus touchés par les décisions ont été largement absentes des processus décisionnels significatifs. Comme l'ont déclaré les jeunes défenseurs qui composent les conseils nationaux juniors du Zimbabwe, « tout ce qui est pour nous, sans nous, est contre nous. »

Troisièmement, il existe un besoin immense de solutions communautaires qui s'étendent au-delà d'une courte période de temps. Nous connaissons d'innombrables cas d'élèves qui ont enfin accès à l'école pour voir leur éducation interrompue une fois de plus lorsqu'un projet est terminé ou qu'une ONG n'est plus sur le terrain. Les investissements doivent

être capables de créer un changement transformationnel qui donne aux parties prenantes les conditions, les outils, les compétences et les ressources nécessaires pour continuer à accéder à une éducation de qualité à long terme, au-delà de la durée d'un projet.

Quatrièmement, la transparence est vitale. Nous devons être en mesure de suivre et de contrôler l'allocation et l'impact des décaissements effectués pour le développement de l'éducation des réfugiés. La responsabilité dans l'éducation mondiale exige des mécanismes clairs qui rendent compte publiquement du montant des fonds alloués à l'éducation, à qui, comment et avec quel effet.

“Lorsque le financement communautaire n'atteint pas les endroits où il est censé aller, cela crée des obstacles pour les jeunes filles et les jeunes garçons. Là où il y a de la corruption, il n'y a pas d'accès à l'éducation ou à la santé, et il y a une augmentation de la violence dans le pays”

Laura Barbosa

Les gouvernements et les organisations travaillant dans le domaine de l'éducation mondiale ont le devoir de rendre des comptes aux apprenants réfugiés et déplacés qui sont affectés par leurs décisions. Cela inclut le financement et la mise en œuvre adéquats de projets qui :

- Sont informés par et/ou collectent et exploitent des données ventilées par facteurs d'identité sociale (sexe, âge, orientation sexuelle, ethnicité et religion) sur les besoins en matière d'éducation, y compris en matière de santé mentale, des jeunes réfugiés et déplacés.
- Sont dirigés ou, au minimum, informés par des femmes, des jeunes, et/ou des réseaux et organisations de réfugiés et de personnes déplacées.
- Sont sensibles et inclusifs des besoins exprimés par les jeunes réfugiés et déplacés à travers les expériences, en particulier ceux des communautés rurales et les plus marginalisés.
- Donner accès à des conseils d'orientation scolaire au niveau secondaire pour les possibilités d'études postsecondaires et promouvoir l'accès à l'enseignement supérieur et à la formation universels.
- Assister les apprenants réfugiés et déplacés dans leur transition de l'apprentissage au travail. De mauvaises transitions et l'absence d'emploi post-éducation avec des salaires dignes peuvent décourager les jeunes réfugiés et déplacés de terminer un cycle complet d'éducation. L'éducation et l'emploi doivent être planifiés en tandem pour accroître l'autonomie et la pleine participation à la société.
- Sont durables pour permettre une capacité à long terme des systèmes éducatifs à répondre aux besoins des apprenants réfugiés et déplacés.
- Avoir explicitement prévu de minimiser ou d'éliminer la corruption, notamment celle liée au siphonage des fonds destinés aux initiatives d'éducation des réfugiés par le gouvernement et les entités de mise en œuvre.

Le taureau par les cornes : La nécessité d'un effort collectif pour l'éducation des filles réfugiées et déplacées

Bikienga Odessa

Construisons ensemble une aube nouvelle !

Je m'appelle Bikienga Odessa, je suis âgée de 20 ans, et je suis étudiante en Gestion des Ressources Humaines à l'Université Aube Nouvelle d'Ouagadougou au Burkina Faso.

En tant que défenseur des droits des réfugiés, je puis dire que l'inclusion des réfugiés reste un défi majeur à relever. En effet, les réfugiés sont parfois stigmatisés dans les sociétés qui les accueillent, situation défavorable à leur épanouissement sur le plan éducatif.

En 2019, j'ai été contrainte à l'insécurité. Les attaques terroristes répétées ont obligé de nombreuses personnes à quitter leurs localités. Cependant, lorsque je suis arrivée à Ouagadougou, les choses étaient loin d'être simples. Déjà les conditions de vie n'étaient pas faciles, l'intégration dans la nouvelle société mené à d'autres complications à cause de la stigmatisation résultante de mon statut de réfugiée. Personnellement, j'étais stigmatisé par certains camarades qui me traitaient de

fugitif ou d'incivique. C'était donc pesant pour moi et j'ai pensé plusieurs fois à ne plus aller à l'école.

Plus que jamais, il est impératif que chacun de nous prenne le taureau par les cornes pour que la priorité soit accordée à la planification de mesures adéquates permettant l'accès à l'éducation pour les réfugiés.

L'éducation qui leur est destinée doit servir essentiellement à leur épanouissement, à leur citoyenneté et à leurs futures responsabilités. Ainsi donc, l'éducation doit être adaptée à chaque cas et à chaque niveau. À ce sens, il est nécessaire d'établir une coordination entre les pays, afin que soient trouvées des mesures d'éducation courantes et spécifiques suivant les cultures et les langues pour un impact plus poignant.

L'éducation des réfugiés est un levier d'inclusion, de paix, de vie en société, de tolérance mutuelle. C'est pourquoi elle doit être au cœur des débats en matière de développement.

Surtout pour une fille, il est très difficile d'accéder à l'éducation. Dans nos communautés, les garçons ont trop de poids en termes d'éducation par rapport aux filles. Cette dernière doit juste s'assurer de grandir pour devenir une bonne épouse et se marier pour être une source de revenus pour la famille. À cause de cela, tous mes rêves de développement professionnel sont tombés à l'eau. Je savais que tôt ou tard, j'allais arrêter d'étudier.

De plus en plus, beaucoup de filles réfugiées abandonnent l'école. Les raisons les plus récurrentes sont les stéréotypes et le manque de moyens. Nos sociétés ont toujours fait part grande au garçon en le considérant meilleur que la fille. Qui plus est, dans un contexte de crise et d'insécurité, ces mentalités handicapent énormément la scolarisation des filles. Et pour les rares parents qui envoient leurs filles à l'école, ils décident à un moment donné qu'elle doit laisser le garçon continuer lorsqu'ils sont confrontés au choix, comme quoi les parents estiment qu'une fille déscolarisée peut soit travailler pour aider la famille, soit être donnée en mariage pour acquérir des moyens de survie. De faits, ces moult raisons accroissent le nombre de filles réfugiées qui abandonnent l'école.

L'exception dans mon cas découle du fait que dès la classe de sixième, j'ai pu recevoir une bourse d'études de la part de PLAN Burkina à travers le projet PEASS. Cela m'a facilité la

poursuite de mes études jusqu'au supérieur. C'est cet objectif qui a suscité mon adhésion au Conseil.

Pour donner un coup de pouce à l'éducation des enfants réfugiés, j'aimerais en voir plus ; plus de bourses d'études couvrant tous les cours, afin que les jeunes n'abandonnent pas par manque de soutien ; plus d'efforts pour briser les stéréotypes pour une reconsidération de l'éducation des filles et une plus grande inclusion ; plus de financement mondial pour les programmes qui éduquent les filles ; et plus d'engagements pour que tous les jeunes aient la possibilité d'aller à l'école, indépendamment de leur sexe, de leurs capacités ou de leur statut de réfugié. Nous avons besoin de plus.

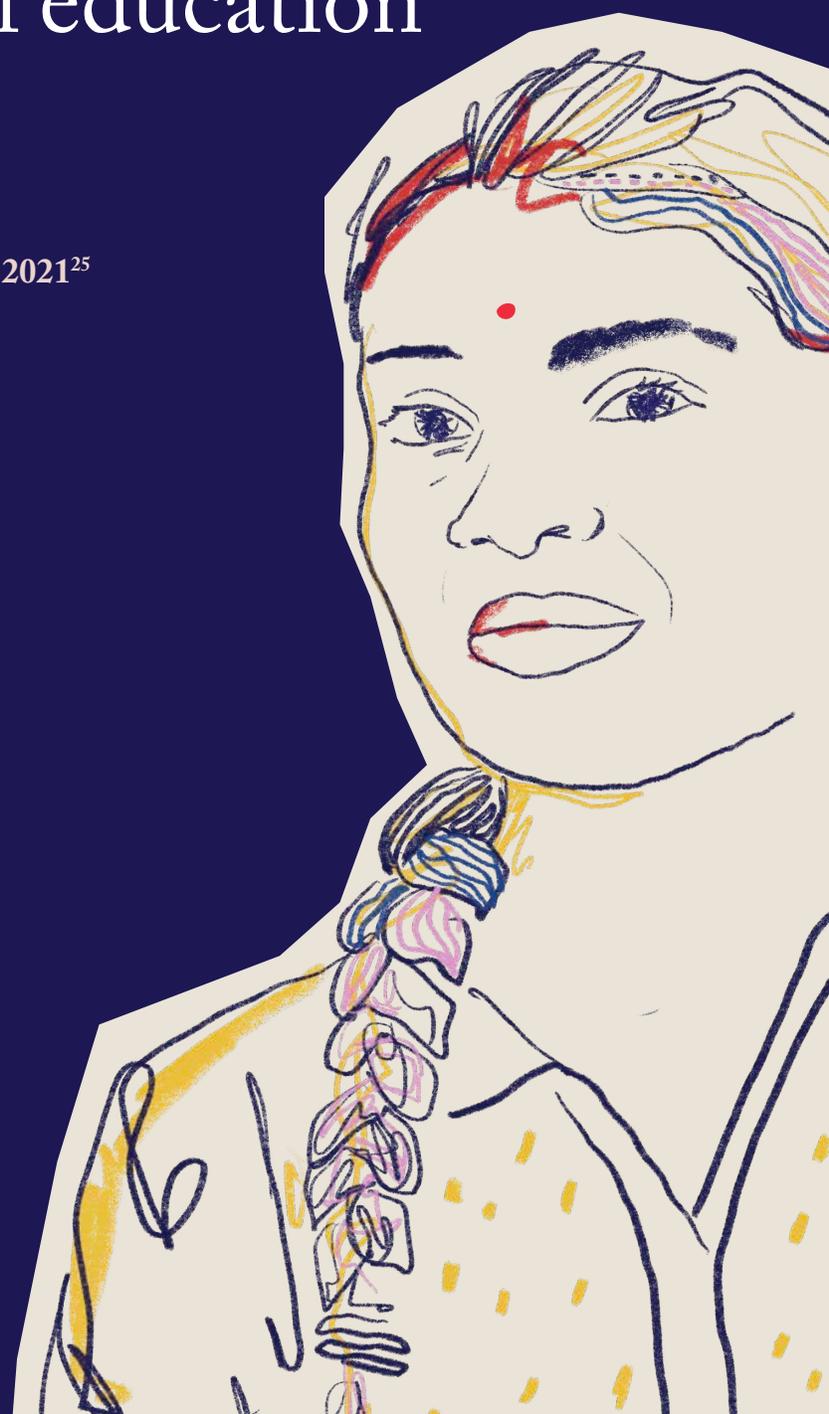
Alors, à tous et à chacun, levons haut nos pancartes pour que puisse se lever une aube nouvelle, amenant avec elle une douce brise pour l'éducation des réfugiés!

Actifs et passifs : Le plaidoyer d'une jeune défenseure de l'éducation

Anojitha Sivaskaran

Publié à l'origine par UNICEF Canada 2021²⁵

Je m'appelle Anojitha Sivaskaran, je suis une jeune fille qui vit au Sri Lanka et travaille avec des organisations de base et différentes organisations de la société civile - depuis plus de trois ans - dans le domaine de la paix et de l'autonomisation des communautés. Récemment, j'ai été récompensée par le Diana Award 2021, le prix le plus prestigieux pour l'action sociale ou le travail humanitaire des jeunes, j'ai ensuite rejoint le Conseil de l'éducation des réfugiés en tant que membre.





Ayant grandi dans le nord du Sri Lanka, j'ai vécu directement la guerre civile qui a duré 30 ans, j'ai été déplacée à plusieurs endroits et j'ai dû faire face à de nombreux défis pour accéder à la nourriture, la sécurité, la justice, et le logement. Cette expérience a marqué un tournant dans ma vie et m'a permis de me fixer comme objectif de travailler à l'autonomisation des communautés et à la consolidation de la paix.

Au Sri Lanka, de nombreuses familles considèrent encore les garçons comme des actifs et les filles comme des passifs. Je suis née comme l'une des trois filles d'une famille de classe moyenne et je ne serais pas là où je suis aujourd'hui sans l'éducation que j'ai reçue et le soutien que ma famille m'a apporté.

C'est pourquoi je pense qu'une éducation appropriée permettra aux citoyens de devenir des acteurs du changement. Ils peuvent apporter des changements au sein de leurs familles, dans leurs pratiques traditionnelles et dans leurs communautés. En particulier, si les groupes marginalisés comme les enfants et les femmes réfugiés sont éduqués, ils pour-

ront développer leurs compétences et leurs connaissances et acquérir le potentiel nécessaire pour transformer non seulement leur propre communauté, mais des centaines de vies en tant que leaders du changement.

De nombreux efforts ont été déployés pour garantir une éducation de qualité pour tous, notamment la création du Conseil de l'éducation des réfugiés, dans le cadre de la campagne canadienne Ensemble pour l'apprentissage. J'ai rejoint le Conseil pour plaider en faveur d'une éducation égale et de qualité pour tous, en partageant mes propres expériences en tant que personne déplacée à l'intérieur de son pays, ainsi que mes réseaux et mes relations.

Il y a une chose à laquelle je crois fermement et qui m'a vraiment marquée, c'est que chaque action en faveur d'une éducation de qualité devrait toujours être accompagnée d'une durabilité. C'est ce que nous essayons d'accomplir en tant que conseil. Malgré les défis créés par la propagation mondiale de la COVID-19, nous continuons à travailler à nos buts et objectifs en utilisant des mesures et des mécanismes alternatifs. Grâce à la campagne et au Conseil, le Canada, en tant que pays, crée un exemple pour les autres pays du monde. Mais cet effort doit être étendu à un niveau plus large, qui peut être initié et dirigé par le Canada.

Réunissons-nous ! Façonnons notre avenir ensemble !

Du poisson à la canne à pêche :

Du poisson à la canne à pêche

Nabaloum Pascaline

Mon nom est Nabaloum Pascaline, j'ai 21 ans. J'habite actuellement à Kaya où je suis en classe de troisième au lycée privé Excellence 1 de Kaya.

Arrivés en 2019 avec ma mère, mes cinq sœurs, un petit frère et notre grand-père après avoir perdu notre papa en 2017 à Tchièbana notre village, c'est notre grand-père qui se débrouille pour subvenir à nos besoins quotidiens malgré son âge. Nous avons perdu notre maman en 2020, suite à une courte maladie. À Pissila la vie n'était pas rose du tout, il fallait se battre pour pouvoir survivre. Le travail de notre grand-père ne nous permettant pas de manger quotidiennement, il me fallait donc de temps à autre désertier l'école pour trouver un petit boulot par ci et par là pour manger.



Nous vivons chez des familles hôtes où nous avons rencontré des difficultés vu que nous sommes d'un autre village. Par exemple, j'ai cherché de nombreuses fois un travail comme aide-ménagère dans les restaurants et plusieurs autres lieux, car je voulais travailler pour aider ma famille pour payer les droits scolaires de mes petites sœurs et petit frère qui se voient fréquemment renvoyés de l'école dû au non paiement de leurs frais, mais il n'y a pas de travail et les hôtes sont bien plus privilégiés.

Depuis la mort de maman, nous manquons beaucoup de moyens financiers, ce qui fait que moi, mes sœurs, et notre petit frère, nous ne vivons plus tous ensemble. Les ressources naturelles ne sont plus suffisantes pour la vie, trouver du bois de chauffe est un problème car il existe tellement de personnes vulnérables comme nous. La situation dans laquelle nous étions à fortement jouer sur mon éducation, je ne suivais plus les cours régulièrement, j'étais expulsée de l'école plusieurs fois pour impayé. Cela m'a conduit à deux échecs successifs à mon examen. Grâce à la Fondation Hirondelle et au travail de correspondante qu'ils m'ont donné, j'ai pu économiser de l'argent pour me rendre cette année à Kaya afin de pouvoir continuer les études car

à Pissila l'insécurité a pris le dessus sur L'éducation, entraînant la fermeture de nombreuses écoles.

Il est difficile pour nous d'avoir des gens à qui parler, des gens pour nous écouter, nous consoler sauf quelques ONG qui interviennent dans la commune. En plus, des autochtones qui nous indexent et nous surnomment déplacés, ce qui nous fait revivre le mauvais souvenir de la crise que nous avons traversée. Moralement, ce n'est pas facile. Le soutien qu'on nous apporte n'est jamais assez suffisant, je remercie les ONG et les personnes de bonne volonté qui nous assistent, mais les demande une fois de plus de nous donner le financement nécessaire pour que nous puissions développer nos propres activités car la nourriture finie, et l'on ne pourra pas toujours compter sur eux ; or, l'activité ou l'emploi nous permettra de travailler et de subvenir à nos besoins perpétuels. Et donc, une fois de plus, j'insiste sur l'importance de L'éducation, et la pertinence de mettre l'accent sur le parrainage des enfants des familles vulnérables que nous sommes.

Pour ma part, je suis déterminé à réussir et j'ai décroché mon diplôme pour aider mes frères et sœurs afin qu'ils puissent à leur tour avoir une éducation.

APPEL À L'ACTION

**Le moment d'agir
est *venu*.**

Nous appelons les gouvernements donateurs, les ministres de l'éducation, les organisations multilatérales et non gouvernementales, les partenaires du secteur privé et les citoyens ordinaires à faire leur part pour donner la priorité à l'éducation des filles et des garçons réfugiés et déplacés.

Nous pensons qu'il est de la responsabilité de chacun de contribuer à réduire les disparités afin de remédier à la crise mondiale de l'éducation, qui s'aggrave chaque année.

Remerciements

Ce rapport a été produit par les membres du Conseil de l'éducation des réfugiés avec le soutien de Vision Mondiale Canada.

Nous sommes reconnaissants aux auteurs qui ont généreusement consacré leur temps, leur leadership, leur expertise et leurs histoires personnelles à ce rapport, notamment ; Hawa AbdiAziz Abdi, Istarlin Abdi, Bikienga Amdiatou, Suleman Arshad, Christian Baobab, Laura Barbosa, Elizabeth Achol Maker Deng, Nhial Deng, Amelie Fabian, Qais Abdulrazzaq, Moriom Khatun, Christine Mwongera, Paul Padiet, Nabaloum Pascaline, Md Rashel, Anojitha Sivaskaran, Foni Joyce Vuni et Ashlyn Nguyen.

Nous reconnaissons le soutien de Rita Audi et Tiyahna Ridley-Padmore (Vision mondiale Canada) et de Justine Abigail Yu et Maria Pineros (Living Hyphen) qui ont aidé le Conseil à élaborer et à concevoir le rapport. Nous reconnaissons aussi le soutien de Merydth Holte- Mckenzie et Nancy Del Col (Vision mondiale Canada), Isabelle LeVert-Chiasson (CCUNESCO), Samiera Zafar (Save the Children Canada) et Rosario Garcia Calderon (Fondation Paul Gérin-Lajoie) qui ont participé à la révision du rapport.

Nous reconnaissons les contributions de l'UNICEF, du Réseau international pour l'éducation dans les situations d'urgence (INEE), de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), de l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) et de Vision mondiale Canada, qui nous ont permis d'inclure du contenu créé à l'origine pour leurs plateformes, ainsi que d'Affaires mondiales Canada, de Vision mondiale, d'Éducation ne peut attendre, de Girls Not Brides, du JRS, de Plan International, de la Fondation Strømme, de l'UNGEI et de la Fondation Strømme du HCR, qui nous ont aidés à identifier et à coordonner les intervenants pour les transcriptions de l'épisode de podcast provenant de l'INEE.

Nous reconnaissons également le rôle intégral d'Affaires Mondiales Canada et du Groupe de travail sur la politique canadienne en matière d'éducation internationale (CIEPWG) qui ont fourni aux membres du Conseil de l'éducation des réfugiés une formation et des outils qui nous ont aidés à renforcer ce rapport. Les membres du CIEPWG sont : CamFed, la Commission canadienne pour l'UNESCO, Feed the Children Canada, Secours mondial luthérien canadien, la Fédération canadienne des enseignants, Children Believe, CODE, Global Citizen, Réseau de défense des grands-mères (GRAN), ONE Canada, Plan International Canada, Results Canada, Right To Play, Save the Children Canada, SOS Children's Villages, UNICEF Canada, War Child Canada, Vision Mondiale Canada et World University Services Canada.

Et enfin, nous voulons vous remercier d'avoir lu nos histoires, d'avoir pris en compte nos idées et d'avoir donné la priorité à l'accès à une éducation de qualité pour tous, y compris les filles et les garçons réfugiés et déplacés.



Canada

World Vision

Ce projet est financé par le gouvernement du Canada,
par l'intermédiaire d'Affaires mondiales Canada.

Les références

1. **Education Cannot Wait. About us.** Retrieved from: <https://www.educationcannotwait.org/about-us/>
2. **Government of Canada. Charlevoix education initiative.** Retrieved from: https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/g7/documents/charlevoix-education.aspx?lang=eng
3. **Global Refugee Forum. (2019). Outcomes of the Global Refugee Forum.** UNHCR. Retrieved from: <https://www.unhcr.org/5ecd458c4.pdf>
4. **United Nations High Commissioner for Refugees. (2021). Staying the course: The challenges facing refugee education.** UNHCR. Retrieved from: <https://www.unhcr.org/612f85d64/unhcr-education-report-2021-staying-course-challenges-facing-refugee-education>
5. **United Nations High Commissioner for Refugees. (2020). Global trends in forced displacement.** UNHCR. Retrieved from: <https://www.unhcr.org/uk/statistics/unhcrstats/60b638e37/global-trends-forced-displacement-2020.html>
6. **United Nations High Commissioner for Refugees. (2021). Refugee data finder.** UNHCR. Retrieved from: <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/>
7. **United Nations High Commissioner for Refugees. (2016). Left behind.** UNHCR. Retrieved from: <https://www.unhcr.org/left-behind/>
8. **Naylor R. (2021). Mind the gap in refugee education: Where are all the girls?** Inter-agency Network for Education in Emergencies (INEE). Retrieved from: <https://inee.org/blog/mind-gap-refugee-education-where-are-all-girls>
9. **United Nations High Commissioner for Refugees. Her turn: It's time to make refugee girls' education a priority.** UNHCR. Retrieved from: <https://www.unhcr.org/herturn/>
10. **GPE. Education Data Highlights.** Retrieved from: <https://www.globalpartnership.org/results/education-data-highlights>
11. **United Nations High Commissioner for Refugees. (2016). Starting out - Why education for refugees matters.** UNHCR. Retrieved from: <https://www.unhcr.org/starting-out.html>
12. **United Nations Population Fund. Child Marriage.** Retrieved from: <https://www.unfpa.org/child-marriage>
13. **GPE. Gender Equality.** Retrieved from: <https://www.globalpartnership.org/what-we-do/gender-equality>

14. UNESCO Institute for Statistics. *Data for the sustainable development goals*. UNESCO. Retrieved from: <http://uis.unesco.org/>
15. United Nations High Commissioner for Refugees. (2021). *Inside the world's five largest refugee camps*. UNHCR. Retrieved from: <https://www.unrefugees.org/news/inside-the-world-s-five-largest-refugee-camps/>
16. INEE. (2021). *Educate Us! Women and Girls on Learning in Humanitarian Crises*. Retrieved from: <https://inee.org/gender/educate-us-podcast>
17. United Nations High Commissioner for Refugees. (2021). *UNHCR in Thailand*. UNHCR. Retrieved from: <https://www.unhcr.org/th/en/unhcr-in-thailand>
18. Gaynor, T. (2020). Q&A: 'Before the pandemic, refugee mental health was severely overlooked. Now it's a full-blown crisis'. UNHCR. Retrieved from: <https://www.unhcr.org/news/latest/2020/10/5f7ec72a4/qa-pandemic-refugee-mental-health-severely-overlooked-its-full-blown-crisis.html>
19. Akinyemi, O et al. (2015). Suicidal ideation: Are refugees more at risk compared to host population? Findings from a preliminary assessment in a refugee community in Nigeria. *The Asian Journal of Psychiatry*, 18:81-5. doi: 10.1016/j.ajp.2015.09.001. Retrieved from: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/26412050/>
20. United Nations High Commissioner for Refugees. (2019). *Refugee education in crisis: More than half of the world's school-age refugee children do not get an education*. UNHCR. Retrieved from: <https://www.unhcr.ca/news/refugee-education-crisis-more-than-half-worlds-school-age-refugee-children-not-get-education/>
21. Malala Fund. (2020). *Malala Fund releases report on girls' education and COVID-19*. Retrieved from: <https://malala.org/newsroom/archive/malala-fund-releases-report-girls-education-covid-19>
22. United Nations High Commissioner for Refugees. *Connected education for refugees: Addressing the digital divide*. UNHCR. Retrieved from: <https://www.unhcr.org/61b743ef4>
23. International Telecommunications Union. (2017). *ICT Facts and Figures*. Retrieved from: <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/ICTFactsFigures2017.pdf>
24. World Vision. (2021). *World Vision Fights Unemployment Amongst Youth in Jordan*. Retrieved from: <https://www.wvi.org/stories/syria-crisis-response/world-vision-fights-unemployment-amongst-youth-jordan>
25. UNICEF Canada. (2021). *I am not a victim, I am a changemaker*. Retrieved from: <https://www.unicef.ca/en/blog/i-am-not-victim-i-am-changemaker>

"De l'inspiration et l'idéation à la mise en œuvre et l'évaluation, nous sommes la preuve que les réfugiés et les personnes déplacées peuvent et doivent être inclus à chaque étape du processus pour créer le changement."

Nhial Deng

“Lorsque les réfugiés sont inclus dans les discussions qui affectent leur vie, il y a une chance pour le changement, une chance pour changer les choses et pour s'améliorer, mais surtout, l'inclusion donne à chacun de nous le même pouvoir de prendre charge et contribuer à des solutions qui non seulement influencent nos vies individuelles, mais aussi contribuer au plus grand bien de l'humanité.”

Istarlin Abdi

